

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14451 - 8 F

MARDI 16 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

La rencontre Bush-Mitterrand à Rambouillet et le début de la réunion de Londres

La défense de l'Europe

A moins qu'on lui démontre qu'il est possible de faire « ici ou là » des économies sur les dépenses militaires, M. François Mitterrand ne se précipite pas à « nouvelles coupes » dans le budget de la défense. Il a dit au cours de son entretien téléphonique du 14 juillet, quelques heures avant de rencontrer le président George Bush à Rambouillet, pour y discuter notamment de la situation en Irak. Auparavant, dans son message aux armées, le chef de l'Etat les avait invitées à « la vigilance » dans « un monde incertain ».

M. Mitterrand a tenu à marquer deux de ses priorités qui ont été retenues lors du conseil de défense du 10 juillet, destiné à préparer le prochain programme militaire. D'abord, une nouvelle organisation de l'arsenal nucléaire et, par conséquent, la place des missiles du plateau d'Albion qui semblent désormais moins condamnés à disparaître de l'actuelle panoplie qu'on ne l'avait imaginé au départ. Ensuite, la maîtrise de l'espace par un effort, qui devrait être commun à l'Europe, pour disposer de moyens autonomes d'observation par rapport au quasi-monopole dont les Américains ont joui en Irak.

ES propos présidentiels intervenant en plein débat entre alliés sur la conception stratégique de l'an 2000, après l'effondrement du pacte de Varsovie qui fut un adversaire privilégié, avec le crissement des nationalismes en Europe et, aussi, compte tenu des nouveaux risques, dans le Sud, liés au sous-développement économique et à la volonté de certains Etats d'acquiescer un rang de puissance régionale, y compris nucléaire. Dans ce débat, nul n'ignore que Français et Américains sont loin d'être en parfaite harmonie de pensée.

Sans attendre les discussions en cours, au sein de la Communauté économique européenne, sur l'union politique et sur la perspective d'une défense collective, les Etats-Unis ont agité et fort en faisant adopter par l'OTAN - en dehors de la présence française, mais avec la complicité des Britanniques - une restructuration des armées européennes qui laisse peu de chances à d'autres formules.

ES Français n'ont pas hésité à dénoncer cette précipitation à mettre sur pied des unités multinationales, qu'elles relèvent d'une force de réaction rapide ou d'un corps principal de bataille, aux missions encore mal définies. L'objectif des Américains a été, par le biais de cette solution «otanienne», de rappeler que la création éventuelle d'un «pilier européen» n'avait pas de raison d'être en dehors d'une intégration des forces, qui demeure la clé de voûte d'une sécurité euro-atlantique.

La France en a profité pour relancer sa proposition d'une Europe spatiale ou, plus exactement, d'un «club» au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui garantirait la capacité de ses membres à recueillir du renseignement stratégique et tactique par le moyen de satellites de reconnaissance. MM. Roland Duménil et Pierre Joxe ont déployé beaucoup d'énergie pour faire avancer cette thèse qui ferait de la CEE et de l'UEO la vraie architecture politico-militaire de l'Europe.

M0147 - 0716 0 - 6.00 F



Paris et Washington accentuent leur pression sur Bagdad

MM. Mitterrand et Bush se sont affirmés, le 14 juillet, déterminés à empêcher l'Irak de se doter de l'arme nucléaire et de réprimer ses populations. Le président français a justifié une éventuelle intervention militaire «contre des sites présumés nucléaires». Le même jour, l'Irak avait remis à la mission d'experts internationaux à Bagdad une nouvelle liste contenant les informations demandées. D'autre part, les forces alliées stationnées dans le nord de l'Irak devaient achever lundi leur retrait vers la Turquie.



Qui protégera les Kurdes ?

ZAKHO

de notre envoyé spécial

« La nation kurde n'oubliera jamais ce que vous avez fait pour elle. Vous l'avez sauvée dans sa plus dure expérience. » Chef du Front uni du Kurdistan, Mahomet Khaled Bosali, lui-même né par les épreuves, entouré de ses peshmergas armés jusqu'aux dents, ne trouve plus ses mots pour dire au revoir au général Garner, commandant des forces américaines dans le secteur.

A quelques kilomètres de la frontière turque, sur une des routes écarlates de soleil, l'adieu des Kurdes aux troupes alliées qui quittent ce lundi 15 juillet le Kurdistan d'Irak, se veut chaleureux. Troquant sa casquette vert

olive pour le turban kurde, le général Garner, enthousiaste, affirme : « Les marines et les Kurdes sont désormais frères. Nous avons tous vécu ici une merveilleuse expérience. Ne nous oubliez pas. »

Entré dans le chef kurde sur sa jeep, il fait en sa compagnie un tour d'honneur devant quelques centaines d'enfants tout juste amenés par camion. Brandissant des caillots qui proclament « Votre travail n'est fait qu'à moitié. Qui nous protégera quand vous partirez ? », ils applaudissent en criant « Oui, oui Bush ». « Non, non Saddam » au passage de tous les véhicules militaires qui regagnent la Turquie.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4

Les sept grands pays industrialisés restent divisés sur l'aide à l'Union soviétique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays les plus industrialisés devaient se retrouver, lundi 15 juillet à Londres, pour leur sommet annuel. Quelques heures avant la réunion, de nombreuses discussions avaient été consacrées à l'attitude à adopter vis-à-vis de M. Gorbatchev, qui est invité le mercredi 17 juillet. Les Sept paraissent profondément divisés sur la nécessité

d'octroyer une aide financière à l'URSS avant que le pays n'ait engagé une véritable libéralisation de l'économie. L'Europe, Allemagne en tête, insiste sur l'urgence d'un tel soutien, alors que les Etats-Unis et le Japon sont beaucoup plus réservés. Interrogé par la BBC, M. Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, a évoqué le risque d'un soulèvement social en URSS.

L'Occident, nouveau « grand frère »

par Michel Tatu

Un vieux récit du Moyen Age russe raconte comment les Moscovites, incapables de se gouverner, invitèrent des princes de Scandinavie à venir s'installer sur leur trône. Ce dit sur l'appel des princes a été régulièrement occulté ou contesté par les historiens soviétiques et quelques autres, mais il pèse sur la conscience populaire : la Russie a été tour à tour, ou en même temps, défigurée ou complexée vis-à-vis de l'étranger, mais tou-

jours fascinée, au point de ne pouvoir s'en passer. Et si on ne vient plus, comme autrefois, « inviter les princes » à gouverner le Kremlin, maintenant on va les voir pour se faire aider à gouverner.

De fait, la visite à Londres de M. Gorbatchev est sans précédent à plus d'un titre. D'abord, parce qu'il s'est invité : s'il n'avait pas lourdement insisté en ce sens depuis deux mois, les Sept n'auraient jamais pris l'initiative de le convoier à la fin de leur réunion. Ensuite, parce que

c'est la première fois qu'un dirigeant soviétique se rend auprès des puissances de ce monde non pas pour négocier, mais pour plaider sa cause ; pour régler non pas telle ou telle question internationale, mais des problèmes soviétiques d'ordre strictement intérieur, sur lesquels il accepte à l'avance de s'expliquer.

Lire la suite et les articles de DOMINIQUE DHOMBRES et de FRANÇOISE LAZARE page 2

L'apprentie et son maître

A la télévision, M. Mitterrand a volé au secours de M^{me} Cresson et a utilisé toutes les armes pour troubler l'opposition

par Anne Choussebourg

Un petit signe, grandement symbolique : avant que ne commence le traditionnel défilé militaire, sur les Champs-Élysées, ce dimanche 14 juillet, M. François Mitterrand, qui vient de passer un détachement en revue, montre à M^{me} Edith Cresson, d'un discret geste de la main, surpris par la télévision, l'endroit où un premier ministre doit protocolairement se tenir, à la

droite du président de la République... Guide et professeur, il surveille l'élève qu'il a choisi. Et il le fait avec patience et douceur.

Les premières notes de sa protégée ne sont pas bonnes, selon les sondages ? Normal, explique le maître, sa copie n'est pas faite pour plaire. Prendre des mesures impopulaires était nécessaire, inévitable, incontournable. Il répond à ses détracteurs qu'il faut porter son crédit de

M^{me} Cresson le fait qu'elle n'ait pas tergiversé pour en décider. Lui, il préfère rendre hommage à son « courage », à sa « fermeté », à sa « résolution », à son « bon sens », autant de vertus portées, à ses yeux, de futures victoires politiques.

M. Mitterrand s'insurge : non, le choix du maître de Châteauneuf pour occuper l'hôtel Matignon n'était pas une « fausse bonne idée », mais une « bonne » idée tout court.

Lire la suite page 7

Lire aussi

- Les extraits des déclarations de M. Mitterrand
- Les réactions aux propos du président de la République
- Le chef de l'Etat appelle les armées à la « vigilance »
- Souvenirs de Nouvelle-Calédonie
- Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts

pages 8 et 7

page 14

14 juillet à Central Park

Cheb Khaled et Mory Kanté fêtent la vitalité de la musique française devant 35 000 spectateurs

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Venus par avion de France, un Algérien, Cheb Khaled, un Guinéen, Mory Kanté, et une tribu de Gitans d'Arles, les Gipsy Kings, ont célébré la fête nationale française en donnant dimanche un concert gratuit dans Central Park à New-York au cours duquel environ trente-cinq mille personnes, selon les policiers présents, se sont succédé devant la scène du Summer Stage Festival, une initiative municipale new-yorkaise dans laquelle s'insérait le concert du 14 juillet. Joe Killian, qui organise ce festival de manifestations gratuites dans Central Park depuis 1986, n'avait jamais connu une telle affluence.

Ce Bastille Day cosmopolite et triomphal était organisé par le French Music Office (FMO), qui représente les intérêts des profes-

sions musicales françaises aux Etats-Unis, et Export Music Association (EMA), une association fondée pour aider ces mêmes professionnels à conquérir les marchés étrangers. Il s'agissait de prouver que la réputation de Paris, capitale de la world music n'était pas usurpée, mais aussi de montrer que des artistes dont le carrière a débuté en France et s'est appuyée sur l'industrie locale peuvent voyager. En ce qui concerne les Gipsy Kings, la démonstration est faite depuis déjà quelque temps. Leur dernier album, distribué aux Etats-Unis par Elektra, un label de Warner Music, s'est vendu à plus de six cent mille exemplaires. C'était pour eux que l'essentiel du public était venu, ce qui n'a pas empêché Mory Kanté et Cheb Khaled de s'imposer.

THOMAS SOTINEL

Lire la suite page 11

Le CNPF et l'Europe

Un entretien avec M. Perigot

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. François Perigot, président du CNPF, propose de traiter certains problèmes sociaux, relevant aujourd'hui des instances communautaires européennes, par des négociations entre patronat et syndicats.

lire page 13

l'entretien recueilli par ERIC LE BOUCHER et MICHEL NOBLECOURT

Rapprochement

Usinor-Crédit lyonnais

La banque nationale entre dans la capitale du groupe sidérurgique.

page 13

La crise yougoslave

Le redécoupage des frontières au centre des tensions entre Républiques.

page 3

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ L'Espagne redécouvre l'Amérique latine. ■ Portugal : l'arrivée des Brésiliens. ■ La chronique de Paul Fabra.

pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 26

JOHN IRVING



130 F

EDITIONS DU SEUIL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,60 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Frédon, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Hongrie, 120 F; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 460 F CFA; Suisse, 16 KRS; Suisse, 1,90 FB; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

ÉTRANGER

Le sommet de Londres et l'aide à l'Union soviétique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés, réunis à Londres, devaient entamer lundi 15 juillet à quatorze heures leur série de réunions annuelles consacrées aux grands problèmes économiques mondiaux. Mis à part l'aide à l'Union soviétique, la conjoncture mondiale, les échanges commerciaux, l'environnement et le contrôle des armements devaient constituer les principaux thèmes des discussions, qui se poursuivront jusqu'au mercredi 17 juillet.

La présence, pour la première fois, d'un président soviétique en marge du sommet des Sept - M. Gorbatchev participera à une session de travail mercredi 17 juillet dans l'après-midi - devrait sus-

citer une discussion sur la mise en place d'une coopération plus fréquente avec l'URSS. Dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Independent on Sunday*, le conseiller de M. Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, a déclaré que l'aide à l'URSS « ne servirait pas seulement l'intérêt politique de l'Occident, mais également ses intérêts économiques ».

L'aide occidentale à l'Union soviétique a occupé une partie de l'attribution organisée dimanche 14 juillet au château de Rambouillet entre les présidents George Bush et François Mitterrand. « Je souhaite que M. Gorbatchev puisse recevoir l'aide qui lui serait nécessaire pour

redresser la situation économique de son pays », a déclaré le président français, tandis que son homologue américain estimait que « des réformes doivent avoir lieu avant que des fonds puissent être déboursés pour résoudre ses problèmes ». Des divergences de vue seraient également apparues entre le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, et le premier ministre japonais M. Toshiki Kaifu, qui participait dimanche soir à un dîner commun. Le Japon est généralement considéré comme le plus prudent des Sept à l'égard de l'Union soviétique. M. Kaifu avait rencontré dimanche dans la journée le premier ministre britannique, M. John Major. Selon un porte-parole

japonais, les deux chefs de gouvernement ont reconnu que le sommet de Londres ne permettrait pas de réaliser une « avancée décisive » dans les négociations commerciales du GATT, bloquées depuis décembre dernier.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) organisait à Londres au cours du week-end un séminaire consacré à « La transition en Europe de l'Est », au cours duquel les économistes soviétiques et occidentaux ont exprimé leur scepticisme sur le programme de réformes économiques qui sera présenté mercredi par le président Gorbatchev. (Lire par ailleurs la chronique de Paul Fabra.)

M. Gorbatchev a réussi à « prendre en otage » les dirigeants des sept pays les plus riches du monde

Le sommet économique de Londres, qui commence lundi 15 juillet dans la capitale britannique, est dominé par l'invitation ambiguë adressée au président soviétique à participer mercredi à la clôture de la réunion. Le Foreign Office, qui connaît les usages, a fait imprimer, à l'intention des participants, un « guide pratique » de ce sommet pas comme les autres, qui est un petit chef-d'œuvre de diplomatie. La police britannique a déployé des moyens de sécurité exceptionnels dans la crainte d'un attentat.

LONDRES

de notre correspondant

Le « sommaire du programme » communiqué par le Foreign Office contient les activités des sept délégations officielles du lundi au mercredi matin. Elles sont nombreuses, puisque tout le monde voit pratiquement tout le monde lors d'entrevues bilatérales qui s'ajoutent aux séances plénières. Le président Bush, arrivé dimanche en fin d'après-midi de Paris, a ainsi, accompagné de son épouse Barbara, dîné dimanche soir avec M. John Major et son épouse Norma, au 10 Downing Street.

M. Major, privilège réservé à l'hôte, lui-même, en fin de soirée, a déclaré à la presse que le sommet de Londres, qui est déjà particulièrement redouté, et « sera ses adieux » aux participants. Ce sera, très officiellement, et écrit en toutes lettres, la « fin du sommet de Londres ». On

entend alors ce que le Foreign Office appelle le « programme additionnel pour les réunions entre les dirigeants de sept pays industrialisés et le président Gorbatchev ». Ce « programme » débute mercredi à 13 heures par un « lunch optionnel » dans la salle à manger de Lancaster House, le palais lambrissé et doré où se tient le sommet. M. Gorbatchev y est attendu quasiment pour le café. De toute façon, du point de vue britannique, le sommet lui-même est déjà terminé.

Ceux des Sept qui le voudront (l'adjectif « optionnel » est important, explique-t-on) pourront écouter, dans le salon de musique de Lancaster House, et tout l'après-midi s'ils le souhaitent, M. Gorbatchev leur exposer un énième projet de réforme économique pour son pays. Le président soviétique ne cessera dès ce moment d'être la vedette de ce sommet, s'il ne l'était déjà avant même de mettre le pied sur le sol britannique, tard dans la soirée de mardi.

Après son très long (au moins trois heures) exposé dans le salon de musique, M. Gorbatchev répondra aux questions des chefs d'Etat et de gouvernement présents. Il réunira ensuite une conférence de presse conjointe avec M. Major, puis ira dîner au 10 Downing Street avec les autres membres du G7. Il parlera encore, à la presse cette fois-ci (4 000 journalistes ont envahi la capitale britannique), jeudi matin à l'ambassade d'URSS, où il doit résider. L'idée d'une rencontre entre dirigeants des pays riches revient à M. Giscard d'Estaing, qui organisa la première de la série, en 1975 à Rambouillet. Il s'agissait, en dehors de toute présence des médias, de faire se parler les grands de ce monde, au coin du feu en quelque

sorte, et quasiment en pantoufles. Aucune décision ne devait être prise, et surtout aucun communiqué final ne devait être concocté. Les six membres d'origine du club (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Italie) sont devenus sept dès 1976, par l'adjonction du Canada, et même huit, l'année suivante, avec la présence, désormais obligée, du président de la Commission européenne. Le fait que deux Français, MM. Mitterrand et Delors, soient actuellement de droit membres du club suscite parfois un peu d'humour chez les autres participants, surtout anglo-saxons, devant ce qu'il est convenu d'appeler l'« amorce » gauloise.

Placés

devant le fait accompli

Si l'on est si bien à huis, pourquoi ne pas se voir à huis ? Tel était, pour résumer, le propos de M. Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'organisme financier international chargé d'aider les pays de l'Est à sortir du communisme qui a été inauguré en grande pompe le 15 avril dernier à Londres. M. Attali, en sa qualité de président de la BERD, mais avec le carnet d'adresses que lui donnait son ancien rôle de conseiller spécial de M. Mitterrand et de « sherpas » français de tous les sommets économiques depuis 1981, a décidé, sans avertir les pays hôtes, la Grande-Bretagne, d'inviter M. Gorbatchev. Placés devant le fait accompli, mais en demeure par les Allemands d'abord, les Français ensuite, de faire bonne figure, les Britanniques, après avoir longtemps tergiversé et mijolé un programme qui tienne compte des circonstances de cette invitation

imposée, ont cédé. Ils avaient eu, pendant quelques semaines au moins, le soutien des Américains et des Japonais dans leur refus initial de laisser M. Gorbatchev « prendre en otage », selon l'expression d'un haut fonctionnaire du Foreign Office, le sommet économique de Londres.

M. Gorbatchev n'aura donc pas droit au grand dîner mardi soir au palais de Buckingham, en présence de la reine. Mais il pourra se vanter d'avoir, avec l'aide de M. Attali, mobilisé l'attention générale. La BERD a d'ailleurs organisé les 13 et 14 juillet un séminaire sur les changements économiques en Europe centrale et orientale avec la participation d'économistes proches ou supposés proches du président soviétique, tels que MM. Leonid Abelson et Abel Agabekian. M. Attali a de son côté rencontré l'émisssaire personnel du dirigeant soviétique, M. Evgueni Primakov.

Scotland Yard a eu bien du mal à protéger toutes ces personnalités, dont les cortèges météoriques vont par ailleurs rendre le cœur de Londres impraticable pendant trois jours. Attendu lundi en fin de matinée (il a droit à arriver le dernier, selon le protocole établi des sommets économiques), M. Mitterrand sera logé au Ritz, la résidence de l'ambassadeur de France ayant malheureusement brûlé l'an dernier. On peut ajouter, au chapitre de l'organisation, que 1 000 personnes accompagnent les sept dirigeants, outre les 4 000 journalistes déjà mentionnés, et que l'ensemble coûtera entre 7 et 10 millions de livres (entre 70 et 100 millions de francs) au contribuable britannique.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'Occident nouveau « grand frère »

Suite de la première page

Bien sûr, après avoir parlé ça et là de « centaines de milliards » de dollars, il a fallu rectifier le tir. Il n'est pas question, a dit le président soviétique, de « se mettre à genoux », mais de plaider pour une entrée « tout à fait normale » de l'URSS dans l'économie mondiale. La question des crédits gouvernementaux a été le pas à celle des investissements privés (encore qu'on n'aurait pas refusé les premiers s'ils avaient été offerts). Tout l'exercice n'en est pas moins une entorse historique à la longue tradition de la diplomatie de grande puissance pratiquée par Moscou : Andreï Gromyko doit se retourner dans sa tombe.

Lénine

et les « imbéciles utiles »

Cela dit, il faut bien admettre que M. Gorbatchev ne fait que donner un tour plus spectaculaire à un vieux pénétrant. Car derrière les redondances de rigueur, l'Occident, ses succès et ses richesses ont toujours fasciné les dirigeants soviétiques quels qu'ils fussent : Lénine cherchait à l'Occident les « imbéciles utiles » qui aideraient à reconstruire le pays tout en lui fournissant « la corde pour se pendre ». Staline s'appuyait sur Ford et les techniciens américains pour édifier son industrie automobile. Khrouchtchev cherchait pendant tout son règne à copier les méthodes de l'agriculture américaine.

Quant à Brejnev, il a éduqué toute une génération de nomenklaturistes à être aussi zélés dans la dénonciation du capitalisme que dans la défense des bienfaits, à eux seuls réservés, de la société de consommation qu'il engendrait. Et l'une des raisons de la perestroïka a été précisément de mettre fin à cette schizophrénie permanente : l'Occident, ce Zéus si fascinant pour l'homme de la rue, ne pouvait plus rester l'ennemi inéluctablement dénoncé dès lors que, tout le monde l'avait vu, c'était lui qui avait raison et le socialisme qui se fourvoyait. Autant donc laisser l'Occident redevenir ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : le modèle à imiter, mais aussi le tuteur, le grand frère, si possible le bienfaiteur.

En tout cas, la perestroïka a toujours eu cette dimension internationale, elle a été conçue dès le départ comme un « grand bond » vers l'Occident. Simplement, le langage a évolué. Dans un premier temps, M. Gorbatchev attendait des « secours occidentaux » en retour, et immédiatement, sur le plan politique (« Nous faisons notre perestroïka, et vous, que faites-vous de votre côté ? »), avait-il lancé à George Shultz, secrétaire d'Etat de Ronald Reagan.

Dans un deuxième temps, le président soviétique a plaidé pour une aide (plus pudiquement baptisée « coopération »), expliquant que l'intérêt bien compris de l'Occident était dans le succès de la perestroïka, seule chance de réintégrer l'énorme marché russe dans le circuit des échanges internationaux. C'est d'ailleurs en ce sens qu'il avait courtoisé le G7 il y a deux ans déjà, par une lettre adressée aux participants du sommet de l'Arche à Paris.

Pins récemment on a vu apparaître un « chantage doux » (grey mail et non blackmail, selon l'expression de la presse britannique) sur le thème : « Aidez-nous, sinon c'est le chaos qui s'installe en Union soviétique, ou encore des milliers de réfugiés qui prennent le pouvoir. Ce n'est pas dans votre intérêt, surtout en ce qui concerne l'Europe de l'Est. »

L'argument continue de faire toute la fortune politique de Mikhaïl Gorbatchev. Malgré ses hésitations, désormais proverbiales, malgré ses compromissions de l'hiver dernier avec les « durs », le président-soviète général reste, pour les dirigeants occidentaux, un homme qui rassure. D'abord parce qu'il est perçu comme le mieux à même de mener à son terme la libération de l'Europe de l'Est, notamment l'éve-

nement de ses troupes d'Allemagne et de Pologne, puisque c'est lui qui a initié le processus. Ensuite parce que, chez lui, il limite les dégâts, même lorsqu'il contribue à les créer. Ainsi, il tolère une « évasion » de l'armée dans les pays baltes ou en Arménie, voire il la couvre, comme en janvier à Vilnius. Mais, très vite, il s'arrange pour que les ébous reviennent à la normale, pour que l'incident quitte la « une » des journaux mondiaux.

Autrement dit, M. Gorbatchev apparaît souvent comme un obstacle, mais dans les deux sens : aux réformes radicales, comme l'en ont souvent accusé, à juste titre, les libéraux ; mais aussi au retour en arrière, au durcissement en profondeur : sans lui ce serait pire, pensent, non sans raison également, MM. Bush, Mitterrand et la plupart de leurs pairs à l'ouest.

Toujours est-il que ce curieux attelage - le soutien étranger à M. Gorbatchev et la dépendance de ce dernier par rapport à ce soutien - a déjà eu des effets concrets : la réaction de l'Occident au tournant réactionnaire de cet hiver n'a certes pas brûlé par sa fermeté ; elle a été tout de même suffisamment réprobatrice pour faire comprendre au président soviétique qu'il ne pouvait pas courir à la fois ses millions et George Bush, obtenir le concours de l'Occident et employer la force contre les Baltes. Cela n'a pas peu contribué à son rapprochement avec Boris Eltsine et avec les libéraux, à ses concessions aux républiques soviétiques de souveraineté.

Garder le pouvoir et le perdre

Sur un plan général, c'est sous la pression des faits, mais aussi du nécessaire rapprochement avec l'Occident que toute la classe politique soviétique, malgré les innombrables dérapages et pertes de temps constatés depuis deux ans, a progressé dans deux directions essentielles : le pluralisme politique, devenu une réalité, l'économie de marché d'autre part, promue au rang de référence obligatoire en attendant d'être une réalité. A cet égard, l'association réclamée par Moscou avec le Fonds monétaire international et les autres grandes institutions financières internationales ne pourra que stimuler encore davantage une politique économique libérale, et cela avant même que les institutions intéressées aient ouvert leurs portes.

Le moins bon côté de tout cela, il est, paradoxalement, pour M. Gorbatchev lui-même, obligé, pour se maintenir au pouvoir, de céder un peu de son pouvoir à ceux qui ont le pouvoir d'antan : à l'ouest, invité à exercer une sorte de droit de regard, aux pouvoirs locaux, qui limitent chaque jour un peu plus les pouvoirs du « centre », au point que même à Moscou, le parlement fédéral est progressivement éclipé par le parlement russe, le gouvernement central par le « processus de Novo-Ogarevo », nouveau lieu de concertation des républiques ; aux autres parties politiques enfin, qui s'organisent contre un PC discrédité, mais dont M. Gorbatchev est toujours le secrétaire général.

Il est vrai que l'intérêt monnaie ses concessions : le nouveau parti des réformes démocratiques semble solidement tenu en main par ses amis turbulents mais fidèles que sont MM. Chevardnadze et Yakovlev. Le soutien de M. Eltsine pourrait aller jusqu'à un appel à voter pour lui le jour où le président fédéral rentrait son titre en jeu devant le suffrage universel, peut-être l'an prochain. Un comble, si l'on songe que M. Gorbatchev trouverait ainsi une légitimité qu'il n'a jamais eue face à son rival, et qui paraissait il y a quelques semaines totalement hors de portée. Mais une preuve que l'initiateur de la perestroïka, déjà remarquable manœuvrier d'appareil, est devenu le champion toute catégorie de la corde raide.

MICHEL TATU

Un tournant majeur pour la coopération économique

A première vue, une rencontre entre les sept pays les plus riches du monde et l'Union soviétique - qui n'est toujours pas membre du Fonds monétaire international et des autres instances économiques - demande une aide financière. L'Union soviétique et ses alliés, Giscard d'Estaing, les réunions annuelles des Sept ont toujours abordé les principaux problèmes économiques mondiaux, mais ceux du monde industriel et libéral avant tout. La conjoncture, les questions monétaires (taux de change et taux d'intérêt), la politique de développement, l'énergie et les relations Est-Ouest figuraient à l'ordre du jour du premier sommet du genre, celui de Rambouillet. Ces thèmes sont toujours d'actualité, même si de nouveaux sujets (dette, environnement...) se sont ajoutés au fil des années.

A la mi-1991, comme l'exprime un banquier, « la situation politique et économique de l'URSS est le problème majeur pour l'économie mondiale et le plus important pour les douze mois à venir ». La frontière entre économies libérales et socialiste est en train de disparaître. Il paraît donc naturel que, même en l'absence de M. Gorbatchev, la question soviétique occupe une place prépondérante dans les discussions. Mais l'économie soviétique représente beaucoup plus qu'un nouveau sujet. Ce dossier met en lumière l'importance grandissante du groupe des Sept dans la mise en œuvre de la stratégie économique mondiale, et l'absence de structure de rechange.

C'est comme un point de repère informel, pour que les chefs d'Etat puissent discuter librement de leurs préoccupations communes, le groupe des Sept s'est considérablement institutionnalisé au fil des ans. Ce ne sont plus seulement des échos qui filtrent des réunions annuelles, mais de plus en plus souvent de véritables décisions de portée internationale. Plusieurs jours avant les rencontres, les places financières mondiales ne font qu'attendre la parution du communiqué. « Aujourd'hui, plus aucune décision de politique économique ou financière n'est prise sans concertation avec les Sept », commente un ancien membre du groupe. La présence de M. Gorbatchev à Londres ne peut pas être considérée comme circonstancielle.

Londres paraissait donc le lieu idéal pour que l'Union soviétique - qui n'est toujours pas membre du Fonds monétaire international et des autres instances économiques - demande une aide financière. L'Union soviétique et ses alliés, Giscard d'Estaing, les réunions annuelles des Sept ont toujours abordé les principaux problèmes économiques mondiaux, mais ceux du monde industriel et libéral avant tout. La conjoncture, les questions monétaires (taux de change et taux d'intérêt), la politique de développement, l'énergie et les relations Est-Ouest figuraient à l'ordre du jour du premier sommet du genre, celui de Rambouillet. Ces thèmes sont toujours d'actualité, même si de nouveaux sujets (dette, environnement...) se sont ajoutés au fil des années.

Vers un G8 ?

Il n'est pas le premier. Déjà, en 1989, les chefs d'Etat du tiers-monde, invités à célébrer à Paris le Bicentenaire de la Révolution française au moment où le groupe des Sept se réunissait dans la capitale parisienne, avaient réclaté en vain la tenue d'un sommet Nord-Sud. Cette année, plusieurs représentants de l'ancienne Europe socialiste n'ont pas caché leur irritation devant l'invitation lancée à un pays dont les structures économiques n'ont pas changé malgré les bouleversements politiques. Certains pays, comme les Pays-Bas, ne manquent pas une occasion de dénoncer le « directoire économique mondial » du G7, dont ils sont leus à l'écart. De toute évidence, si une décision est prise à Londres d'aider l'URSS, ses conséquences toucheront l'ensemble des pays riches, la Suède comme l'Italie, Taiwan comme le Japon, sans même parler des anciens pays de l'Est ou du monde en développement.

Le problème de l'endettement illustre bien l'ambiguïté du fonctionnement du groupe des Sept, où des décisions prises à quelques-uns (les remises de dette) doivent être assumées par tous l'ensemble des créanciers. Le poids de la réduction de la dette polonaise décidée au début de l'année est proportionnellement bien plus lourd pour l'Autriche que pour les Etats-Unis.

Et Vienne n'a pas eu son mot à dire !

Mais s'il est relativement facile d'écartier les Pays-Bas ou le Venezuela, la plupart des pays industrialisés n'entendent pas en faire de même avec l'URSS ; sans même évoquer les aspects stratégiques, son poids économique reste considérable en dépit de l'effondrement récent. Jusqu'à ces dernières années, les relations entre l'URSS et le monde occidental passaient presque uniquement par les Etats-Unis. Aujourd'hui s'ouvre la perspective d'un dialogue avec les institutions monétaires internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, OCDE, Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Les responsables des pays industrialisés s'insurgent : « On ne peut pas laisser l'évolution de nos relations avec l'URSS dépendre uniquement de la volonté ou d'un chef de département du FMI », explique l'un d'eux. On comprend mieux l'empressement des Européens à accepter la présence de M. Gorbatchev à Londres.

Les fondateurs du système économique mondial de l'après-guerre, dit de Bretton Woods, seraient surpris de voir que les problèmes les plus fondamentaux se discutent et se gèrent véritablement au sein d'une instance restreinte, récente et informelle, plutôt qu'aux Nations unies ou au Fonds monétaire international. Mais comment s'opposer à un organe dont le poids économique est si considérable, et dont les décisions sont dans la plupart des cas prises plus aisément et rapidement que par les instances officielles ?

L'inquiétude des autres pays industriels

En fait, l'admission de l'URSS dans le club des Sept risque de remettre en question l'édifice qui a été bâti. Car elle démontre tout d'abord que les Grands ne sont pas forcément en mesure de trouver les bonnes réponses aux questions posées. La médiation de la présence de M. Gorbatchev à Londres a exercé une pression considérable sur les « sherpas », les représentants personnels des chefs d'Etat qui préparent depuis des

mois la rencontre et se réunissent tous, quatre coins du monde à cet effet. Depuis le sommet de Houston, ils n'ont pas obtenu de garanties sur la volonté des dirigeants soviétiques de libérer leur économie et de se soumettre à un processus de propositions concrètes à l'égard de l'Union soviétique. Seules quelques décisions ponctuelles sont donc attendues du sommet de Londres : l'octroi de crédits ciblés et d'aide technique (dans le secteur énergétique, celui de la distribution alimentaire) ainsi que l'adoption de l'intégration de l'URSS au FMI.

Le deuxième problème risque d'être posé par les exclus du G7 - petits pays industriels, monde en développement, anciens satellites de l'URSS - qui pourraient remettre en cause ce « directoire élargi ». Et les événements de ces dernières années, à l'Est ou dans le Golfe, poussent les Etats industriels à ne pas ignorer leurs plaintes.

Les succès rencontrés par le groupe des Sept ces dernières années s'expliquent surtout par ses qualités d'institution informelle et discrète. Mais le G7 n'est pas encore capable de résoudre, par la magie d'une rencontre, un des problèmes les plus épineux de l'économie mondiale. Tous sont conscients de la nécessité de l'intégration de l'URSS dans la communauté économique internationale. Mais la question posée par M. Gorbatchev est précise : comment réaliser cette intégration, et surtout avec quels moyens financiers ? Les Sept, divisés entre eux et encore peu sûrs de l'évolution politique de l'URSS, ne sont pas en mesure d'apporter une réponse. Le sommet de Londres pourrait être l'occasion de s'interroger sur la création de nouveaux canaux de la coopération économique internationale. L'un, véritablement restreint et informel, car l'expérience prouve qu'il est indispensable. L'autre, plus vaste, dans lequel tous les groupes d'Etats seraient représentés.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Le groupe des Sept (ou G7) est constitué par l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Le président de la Communauté économique européenne participe également aux sommets.

كتاب الأمل

EUROPE

TURQUIE

La police tue douze militants d'extrême gauche

ISTANBUL

de notre correspondant

A quelques jours de l'arrivée du président américain George Bush, attendu samedi 20 juillet à Ankara, les forces de sécurité turques, agissant apparemment sur dénonciation, ont frappé un grand coup contre le mouvement d'extrême gauche Dev-Sol, qui avait revendiqué une série d'attaques contre des compagnies étrangères et le meurtre de deux ressortissants américains durant la guerre du Golfe. Douze militants de cette organisation ont en effet été tués à Istanbul et à Ankara.

Vendredi soir, des policiers, vêtus de gilets pare-balles et équipés d'explosifs et d'armes automatiques, ont attaqué simultanément cinq appartements utilisés par Dev-Sol dans divers quartiers résidentiels d'Istanbul. Dix militants, au moins, dont une femme, ont trouvé la mort lors de l'opération et une douzaine d'autres ont été arrêtés. Selon le chef de la police, M. Mehmet Agar, deux policiers ont été blessés lors d'échanges de coups de feu qui ont duré près de trois heures. Dans les locaux utilisés par le groupe, qui, selon la police, prévoyait des attaques contre des intérêts américains dans les jours à venir, d'importantes quantités d'armes ainsi que des bombes et des munitions ont été saisies. Lors d'une opération similaire à Ankara dimanche soir, deux autres militants de gauche ont été abattus par la police.

Lutte anti-kurde

Mais la violence qui a marqué cette semaine en Turquie n'a pas été limitée aux grandes villes de l'ouest du pays. Dans le sud-est, dix-huit personnes ont été victimes, ce week-end, de la lutte de plus en plus violente qui sévit entre le mouvement séparatiste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et les forces armées turques.

Neuf civils, dont cinq enfants, appartenant à des familles de militaires pro-gouvernementaux, ont été tués lorsque les combattants du PKK ont attaqué deux villages dans la province de Karamanmaraş durant la nuit de samedi à dimanche. A Diyarbakir, deux membres des forces armées turques ont été abattus par le PKK.

De leur côté, les forces de sécurité ont annoncé avoir abattu sept combattants du PKK qui avaient attaqué des installations appartenant au gouvernement dans la province de Bitlis. La lutte entre le

PKK et les forces gouvernementales ont fait plus de trois mille victimes au cours des sept dernières années. Mais, récemment, le PKK semble avoir considérablement intensifié ses activités et plus de cent personnes ont trouvé la mort dans la région du sud-est au cours des six dernières semaines. Samedi, plusieurs milliers de manifestants kurdes ont défilé dans plusieurs localités de la région, scandant des slogans hostiles aux autorités pour protester contre les violents affrontements au cours desquels trois civils avaient été tués par l'armée, et qui avaient marqué, mercredi, les funérailles d'un homme politique kurde, M. Vedat Aydin, assassiné par des inconnus.

NICOLE POPE

Série d'attentats contre des intérêts turcs en Europe

Une série d'attentats contre des intérêts turcs en Europe ont été perpétrés samedi 13 et dimanche 14 juillet à Francfort, Paris et Bruxelles pour protester contre les opérations « anti-terroristes » menées par la police à Istanbul dans la nuit de vendredi à samedi. Ces attentats n'ont fait aucun blessé et n'ont causé des dégâts matériels limités.

A Francfort, des inconnus ont jeté, dimanche, un engin incendiaire dans les locaux vides de la compagnie aérienne Turkish Airlines, provoquant des dégâts matériels peu importants. Le même jour, un cocktail Molotov a été lancé contre la façade du consulat de Turquie à Paris. Selon les premiers témoignages, une quarantaine de jeunes gens qui s'étaient approchés de l'immeuble ont pris la fuite aussitôt après le jet de l'engin. L'un d'eux a été interpellé.

Diffusé encore, un cocktail Molotov a été lancé contre le siège de la banque turque Halk Bankasi à Bruxelles. La veille, un inconnu avait de la même façon, visé la façade du bureau des Turkish Airlines dans le centre de la capitale belge. Samedi, une cinquantaine de manifestants kurdes ont jeté des pierres sur l'ambassade de Turquie à Berne. A Zurich, des manifestants ont tracé des graffitis sur la façade du consulat de Turquie et endommagé un véhicule diplomatique. (AFP, Reuters)

YUGOSLAVIE : alors que les affrontements entre Serbes et Croates se poursuivent

L'épineuse question du redécoupage des frontières revient au premier plan

Les affrontements entre Serbes et Croates ont fait deux morts et plusieurs blessés, dimanche 14 juillet, en Croatie. Des incidents se sont produits à Glina et à Petrinja, au sud de Zagreb, mais aussi à l'extrême est de la Croatie. Vingt diplomates et militaires originaires des trois pays de la « troïka » européenne avaient partir, lundi 15 juillet, pour contrôler les accords de Brioni. Le centre de coordination sera établi à Zagreb et dirigé par un ancien ambassadeur des Pays-Bas en Yougoslavie, M. J. Van der Valk. Sa mission s'annonce difficile, d'autant que les Républiques sécessionnistes rechignent à se plier à l'ultimatum de la présidence en six points adopté samedi 13 juillet (Le Monde daté 14-15 juillet).

BEIGRADE

de notre correspondant

Cet ultimatum, le deuxième, quasiment identique au précédent et visant à faire respecter le moratoire de trois mois et à rétablir les conditions nécessaires à la reprise des négociations sur l'avenir du pays, a laissé sceptique une bonne partie de l'opinion yougoslave. Le vice-président, le Monténégrin Branko Kostic, a lui-même émis des doutes sur sa réalisation et sur la démobilitisation des unités paramilitaires dans les délais très courts fixés par la présidence collective.

M. Stipe Mesic, le président en exercice d'origine croate a précisé à ce propos que le démantèlement des forces armées ne concernait que les réserves de Croatie et qu'aucun cas les forces régulières de la police, et de la garde nationale croates. « Par cette résolution, la présidence offre une dernière chance aux terroristes serbes de se retirer », a-t-il déclaré. Si leurs formations armées ne quittent pas le territoire croate, l'Etat se servira de tous les moyens dont il dispose », a déclaré M. Mesic.

En Slovaquie, la résolution de la présidence fédérale a été très mal accueillie. Le président, M. Milan Kucan, a estimé qu'il n'y avait pas de point de vue commun sur l'ultimatum provoquant de nouveaux conflits. Il l'a qualifié

d'« irréaliste » et d'« inapplicable », précisant : « Nous démobilitiserons quand nous aurons la garantie de la paix, c'est-à-dire quand l'armée yougoslave rentrera dans les casernes ».

Bien que les divergences d'interprétation et les réserves émises sur les termes de la résolution de la présidence ne préviennent pas une reprise rapide du dialogue entre les Républiques, une cinquantaine d'intellectuels serbes de Croatie ont décidé de prendre les devants. Réunis à Lipik, samedi 13 juillet, ils sont convenus que seul le dialogue pouvait mettre fin à l'escalade de la violence et ont désigné une mission chargée d'entreprendre des négociations avec les autorités croates pendant la période de moratoire.

Le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine

Par ailleurs, M. Frsjo Tujman, le président croate, a, au cours du week-end, déclaré à la presse serbo-croate que « le partage de la Bosnie-Herzégovine serait l'une des meilleures façons de régler le conflit serbo-croate ». En effet, cette République yougoslave, prise en sandwich entre la Serbie et la Croatie, et qui est peuplée de Serbes (environ 38 % de la population), de Croates (18 %) et de musulmans (40 %), est convoitée par M. Tujman et par son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, depuis l'éclatement de la crise.

Le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Izetbegovic, a immédiatement rétorqué que « ce serait la pire des solutions à la crise yougoslave, car elle entraînerait inéluctablement une guerre sanglante ». Inquiet de l'appétit territorial de ses voisins, le Parlement bosnien a, dimanche 14 juillet, demandé à l'armée fédérale de garantir l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine.

La déclaration de M. Tujman n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Une modification des frontières entre la Serbie et la Croatie paraît de plus en plus se faire jour dans certains esprits occidentaux. Beaucoup pensent que, en attendant l'entrée des Serbes à Krajina à l'ouest et au sud de la République, ainsi que la région limitrophe de la Serbie à l'est, la Croatie pourrait rétablir la paix. Ce redécoupage n'est pas aussi aisé qu'il y paraît en raison du mélange des différents peuples. Même si la Croatie obtient ses enclaves serbes, il restera encore plus de trois

cent mille Serbes sur le territoire croate.

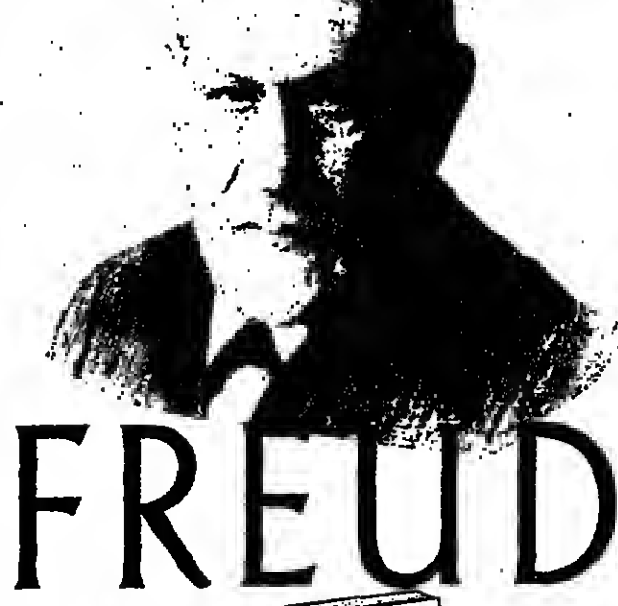
Mais M. Milosevic ne renonce pas à son mot d'ordre selon lequel tous les Serbes doivent vivre dans un même Etat. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples, mais pas celui des Républiques. Par conséquent, la dislocation de la fédération yougoslave provoquée par la sécession de la Croatie et de la Slovaquie doit, pour le numéro un serbe, s'accompagner obligatoirement du redécoupage des frontières.

Onde de choc

Les autorités indépendantes de la Krajina, présidées par M. Milan Babic, ont d'ailleurs, depuis la déclaration d'indépendance de la Croatie le 25 juin dernier, réitéré leur désir de se rattacher à la Serbie. Dans une récente interview, M. Babic affirmait que « la Krajina ne fera plus jamais partie du territoire de Croatie ». Il déclarait aussi que la police serbe de Krajina ainsi que les unités spéciales paramilitaires qui ont été récemment formées défendront jusqu'au bout « les territoires serbes » contre une attaque des forces de l'ordre croates. Dans ces conditions, naît mal comment la résolution adoptée par la présidence fédérale samedi pourra être respectée et comment toutes les formations paramilitaires illégales pourront être démantelées.

FLORENCE HARTMANN

NI TOTEM, NI TABOU.



FREUD

UNE VIE

PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

EN BREF

o ALGERIE : réintégration des salarés licenciés. - L'ancien président, Ahmed Ben Bella, a appelé dimanche 14 juillet, à la levée de l'état de siège afin de permettre au nouveau gouvernement du M. Sid Ahmed Ghozali de travailler dans le cadre d'un Etat de droit. Il a jugé que « ce gouvernement est sincère quand il promet de préparer des élections législatives propres ». D'autre part, toutes les contraintes imposées, depuis le début de la guerre du Golfe, aux journalistes étrangers désireux de se rendre en Algérie ont été levées. Enfin, 98 % des salarés licenciés après la grève déclenchée, fin mai, par le Front islamique du salut (FIS), ont été réintégrés, a annoncé un communiqué du gouvernement. (AFP)

o CHINE : seize exécutions pour trafic d'esclaves. - Un tribunal de Xinzhou dans la province du Shanxi a condamné à mort et fait exécuter, mercredi 10 juillet, seize personnes dont onze reconnues coupables d'avoir enlevé puis vendu quatre-vingt-dix femmes selon le quotidien Shanxi Daily. Les esclavagistes vendaient leurs victimes avant de les vendre en Mongolie intérieure. Les autorités reconnaissent que l'esclavage se développe en Chine. (AP, Reuters)

o CONGO : reprise des relations diplomatiques avec Israël. - Israël et le Congo ont rétabli, dimanche 14 juillet, des relations diplomatiques interrompues depuis dix-sept ans. Le Congo est le dernier des neuf pays africains qui avaient rompu leurs relations avec l'Etat hébreu après la guerre israélo-arabe de 1973, à rétablir des liens diplomatiques avec Jérusalem. (AFP)

o CORÉE DU SUD : une demande d'adhésion à l'ONU ratifiée par les députés. - L'Assemblée nationale de Corée du Sud a voté, samedi 13 juillet, à l'unanimité en faveur d'une adhésion à l'Organisation des Nations unies. Selon le gouvernement, cette demande sera présentée début août. Les dirigeants du régime et de l'opposition se sont félicités de cette décision, estimant qu'elle constituerait la réunification de la péninsule. (Reuters)

o EL SALVADOR : intensification des actions de la guérilla. - A l'approche du sommet des trois jours des six chefs d'Etat d'Amérique centrale qui devait s'ouvrir lundi 15 juillet à San-Salvador, les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont lancé une importante offensive dans tout le pays. Les combats auraient fait, selon l'armée salvadorienne, une cinquantaine de morts et une centaine de blessés dans chaque camp au cours des cinq derniers jours. Le FMLN, qui poursuit des négociations de paix avec le gouvernement salvadorien à Mexico, affirme de son côté avoir tué ou blessé quatre cent trois soldats. (AFP, Reuters)

o ETATS-UNIS : mutinerie à la prison de Stateville (Illinois). - Un détenu a été tué et trois gardiens blessés à l'issue de troubles dans la prison de haute sécurité de Stateville, près de Joliet (Illinois) dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 juillet, a indiqué la police. Selon un porte-parole du système pénitentiaire M. Brian Fairchild, la mutinerie a commencé quand un détenu a attaqué un gardien, ce qui a entraîné la rébellion d'autres prisonniers. Les gardiens et la police ont toutefois repris le contrôle de l'établissement. (AFP)

o IRLANDE DU NORD : un suspect de l'IRA libéré deux fois en deux jours. - M. Gerald Harte, qui avait été acquitté, vendredi 12 juillet, de l'assassinat de deux touristes australiens aux Pays-Bas, a de nouveau été mis en liberté, samedi 13 juillet, après avoir été interpellé à sa descente d'avion à Dublin. (AFP, Reuters)

o KENYA : meurtres au collège. - Dix-neuf collégiens ont été tués par des ennemis qui se sont introduits dans leur dortoir, samedi soir 13 juillet, dans un établissement situé au district de Meru, dans l'est du Kenya. Selon un porte-parole de l'hôpital de la mission voisine, la plupart des victimes du collège de St-Kizito ont été étranglées. Le président Daniel Arap Moi s'est déclaré choqué par cette tuerie et a demandé à la police de mener une enquête minutieuse pour en identifier les auteurs. (AFP)

o MAURITANIE : approbation massive de la nouvelle Constitution. - La nouvelle Constitution, soumise à référendum vendredi 12 juillet, qui prévoit l'avènement du multipartisme, a été adoptée par 97,94 % de « oui » contre 2,06 % de « non », vient d'annoncer le ministre de l'Intérieur qui s'est félicité de la « réponse massive » du peuple. Le taux de participation a été de 85,34 % ce qui laisserait supposer que les appels au boycottage lancés, depuis Dakar, par plusieurs mouvements d'opposition, n'ont pas été entendus. (AFP)

o NICARAGUA : d'anciens contras attaquent au poste de police. - Une quarantaine d'anciens contras ont grièvement blessé un policier et ont enlevé un de ses confrères, après avoir attaqué, dimanche 14 juillet, leur poste à Writil, à 300 km au nord-est de Managua. Au cours des derniers mois, environ 400 anciens rebelles de la Contra ont repris les armes pour s'opposer à « la répression » exercée par l'armée et la police, que les anciens combats étaient toujours aux sandinistes. (Reuters)

o PAKISTAN : assassinat d'un leader sunnite. - Maulana Mohammad Basharat, leader d'un groupe musulman sunnite anti-élite (Anjuman Sipah-e-Sahaba), a été assassiné samedi 13 juillet à Fais-

labad, à 140 km au sud de Lahore. Cet attentat n'a pas été revendiqué. Selon les habitants de la ville, des centaines de manifestants de l'ASS ont défilé dans les rues. La police craint que ces manifestations ne dégénèrent en violence lors d'une fête chiite de dix jours, qui a commencé dimanche. L'ASS demande au gouvernement pakistanais de déclarer les chiites (représentant 20 % de la population) comme minorité non-musulmane. (AFP)

o PEROU : assassinat d'un journaliste à Ayacucho. - Un journaliste péruvien a été tué en plein jour samedi 13 juillet à la sortie de son domicile d'Ayacucho (350 km au sud-est de Lima). Luis Morales Ortega, âgé de cinquante-neuf ans, qui enquêtait pour une radio du sud du pays, avait auparavant travaillé pour un quotidien proche de la guérilla maoïste du Sentier lumineux, et avait été menacé de mort. Par ailleurs, les corps mutilés de quatre paysans ont été découverts dans la mine abandonnée de Huachocolpa (sud-est andin du Pérou). Selon plusieurs témoignages, ces paysans auraient été tués par des éléments de l'armée péruvienne. (AFP, Reuters)

o SRI LANKA : soixante et un morts lors d'une attaque des séparatistes tamouls contre l'armée. - Des séparatistes tamouls du mouvement des Tigres de libération de l'Est du Sri Lanka (LTTE) ont lancé, dimanche 14 juillet, une nouvelle attaque contre un camp de l'armée sri-lankaise dans le nord de l'île, tuant seize soldats et pendant quarante-cinq de leurs hommes, d'après des sources militaires. Le camp d'Elephant Pass, qui contrôle l'accès de la péninsule de Jaffna, bastion des rebelles, est l'enjeu de ces combats impliquant des forces aériennes et terrestres depuis mercredi 10 juillet. (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

IRAK : à la veille de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU

La mission d'experts envoyée par les Nations unies a fait des découvertes « étonnantes et inquiétantes »

Bagdad a remis une troisième liste de ses installations nucléaires
NEW YORK

de notre correspondant

Cédant aux injonctions des cinq membres permanents du Conseil de sécurité qui lui avaient demandé jusqu'au 25 juillet pour se conformer aux obligations de la résolution 687 de l'ONU, l'Irak a remis le 14 juillet à Bagdad à M. Dimitri Pericolas, le responsable de la mission d'inspection internationale à l'énergie atomique (AIEA), un nouveau document détaillant ses installations nucléaires clandestines (voir l'article de Françoise Chipaux). Ce document sera examiné le 15 juillet à New-York par les quinze membres du Conseil de sécurité.

La teneur exacte de ce texte — le troisième après les précédentes versions fournies les 27 avril et 7 juillet derniers et jugées incomplètes, voire faussées — a été réservée à l'ambassadeur suédois Rolf Ekero, le chef de la Commission spéciale chargée de détruire les armes non-conventionnelles irakiennes et qui doit présenter son rapport devant le Conseil.

Toutefois, d'après certaines informations, ce document qui devrait normalement fournir le détail des laboratoires de recherche nucléaire, des sites de stockage et des installations de traitement nucléaire répartis sur l'ensemble du territoire irakien, répondrait à la liste dressée par les services secrets américains.

Aux Nations unies, le scepticisme reste de rigueur. « Dans la mesure où il y a beaucoup de chances pour que la nouvelle réponse irakienne ne satisfasse pas totalement, une fois de plus, les conditions contenues dans la résolution, il sera certainement nécessaire d'élaborer un nouveau texte contraignant pour l'Irak et qui incite l'action du Conseil sur cette affaire en phase avec le chapitre VII de la Charte des Nations unies », explique un diplomate occidental, faisant référence aux dispositions relatives à l'action du Conseil « en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression » contenues dans ce chapitre et qui avaient déjà été invoquées pour l'intervention armée du 16 janvier. Pour l'instant, chacun se garde d'établir un parallèle entre les deux événements. Mais le recours à une date-butoir fixée au 25 juillet « afin de stimuler le rôle de l'Irak » et les propos relatifs à l'éventuel recours à la force tenus notamment par les présidents Bush et Mitterrand à Paris, sont interprétés comme le signe d'une impatience croissante de la coalition armée.

SERGE MARTI

Devant la montée des pressions du Conseil de sécurité de l'ONU et les menaces militaires de plus en plus précises, l'Irak a doublement réagi pendant le week-end. Sur le plan diplomatique, Bagdad a fait appel au secrétaire général de l'ONU et à la Ligue arabe; sur le plan pratique, il a obtempéré à la demande de fourniture d'une nouvelle liste de ses installations nucléaires que lui avait présentée oralement mardi 9 juillet et par écrit jeudi 11 juillet la mission des trente-sept experts de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique).

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

La troisième liste, dont le détail de la mission à Bagdad, M. Dimitri Pericolas, à samedi minuit ou dimanche matin, a été fournie « à temps », a-t-il déclaré dimanche soir sans plus de précision, et envoyée immédiatement au siège de l'AIEA à Vienne pour étude. « Cette liste contient les informations que j'ai demandées dans quatre catégories », a-t-il informé, ajoutant: « Nous ne savons pas encore si ces informations entraîneront de nouvelles inspections. Refusant de dire s'il était satisfait ou non, il s'est contenté d'affirmer: « C'est toujours bon d'obtenir plus d'informations. »

La liste complète celle remise le 7 juillet et qui avait été jugée insuffisante par le Conseil de sécurité. Selon M. Perez de Cuellar, la liste du 7 juillet comportait une énumération des sites ou des équipements entreposés, enterrés ou détruits. L'AIEA voulait donc connaître aussi « l'emplacement des installations qui ont servi au développement, à la recherche, à la fabrication ou même à l'utilisation de ces équipements nucléaires », soit les quatre catégories mentionnées dans la liste du 14 juillet.

En fait, le problème majeur auquel se heurtent les experts de l'AIEA, selon l'un d'eux, est que s'ils arrivent, malgré bien des difficultés, à obtenir ce qu'ils demandent, ils ignorent toujours si cela représente la totalité de ce que possèdent les Irakiens. « Nous

avons affaire à une boîte de Pandore, explique un expert. Nous tirons les fils un à un, et à chaque fois que nous trouvons quelque chose de nouveau, nous faisons pression sur les Irakiens pour en savoir plus. »

En mission en Irak depuis maintenant dix jours, la commission d'experts a déjà inspecté sept des huit sites signalés dans la deuxième liste et a fait à ce propos des découvertes « surprenantes et inquiétantes ». Elle a pu localiser samedi sur quatre sites en plein désert des données de longitude et de latitude plusieurs des équipements qui avaient disparu à bord d'un convoi de cent camions le 28 juin dernier, dont ainsi l'ailette et provoquant la colère du Conseil de sécurité.

Parmi ces équipements se trouvaient des calculateurs utilisés pour l'enrichissement électromagnétique de l'uranium. Selon un membre de la délégation, celle-ci aurait pu constater, à l'aide d'un appareil de son type, que les Irakiens ont utilisé à des fins civiles, il a affirmé qu'en théorie « oui », mais que c'était beaucoup trop cher pour cela. « Les Irakiens nous disent qu'ils n'ont pas de but civil, mais je ne les crois pas une minute. »

Il ne fait pas de doute que les multiples tentatives de l'Irak de dissimuler son potentiel militaire ont rendu les experts extrêmement méfiants et, comme le disait l'un d'eux dimanche à propos de la troisième liste: « Ils nous mentent depuis quatre mois, comment les croire aujourd'hui? ». En attendant, l'étude de cette troisième liste, que le directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, devait présenter au Conseil de sécurité lundi, sera déterminante dans le nouveau bras de fer engagé entre les Nations unies et l'Irak.

C'est sans doute pourquoi dans une longue lettre qu'il a adressée samedi à M. Perez de Cuellar, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein, dénonce « l'utilisation du Conseil de sécurité par les Etats-Unis pour couvrir une nouvelle agression militaire contre l'Irak ». Accusant Washington « de poursuivre des buts politiques qui n'ont rien à voir avec les résolutions du Conseil de sécurité », il demande aux Etats membres de ce Conseil « d'adopter une attitude responsable face à la nouvelle phase de l'agression américaine contre l'Irak ». M. Ahmed Hussein réaffirme d'autre part, contre les faits — au moins dans le domaine

nucléaire — « la pleine bonne volonté des Irakiens à coopérer avec les envoyés des Nations unies ».

Appel à la Ligue arabe

L'Irak a aussi fait appel à la Ligue arabe en demandant une réunion urgente de son Conseil au niveau ministériel, soulignant que « le problème ne relève plus, comme dans la crise du Golfe, des différences inter-arabes, mais n'a trait à la souveraineté et à la sécurité d'un pays arabe membre de la Ligue ». On affirmait toutefois dimanche, de source irakienne, que la Ligue n'avait toujours pas répondu à la lettre de Bagdad.

Enfermé dans ses contradictions, quasi totalement isolé, l'Irak est quand même conscient des risques que pourrait entraîner une nouvelle attaque militaire. « Celle-ci ne peut que se retourner contre le régime et entraîner une nouvelle humiliation de l'armée », affirme, à cet égard, un diplomate qui explique par cette crainte la remise en une semaine, fût-ce à l'extrême, de deux listes supplémentaires sur les équipements nucléaires.

Une chose est certaine, en tout cas: la menace d'ultimatum lancée vendredi par le Conseil de sécurité n'a fait l'objet d'aucune annonce à Bagdad où la préparation de la fête nationale, le 17 juillet, se poursuit normalement avec la multiplication des banderoles qui proclament: « Ecoute bien Bush, le peuple irakien veut Saddam ».

Seule informée, les officiers irakiens se contentent de rejeter sur les Etats-Unis, mais aussi sur la Grande-Bretagne et la France, la responsabilité de la tension sans toutefois avancer des raisons crédibles aux termes du régime à révéler l'étendue de son potentiel militaire. « Nous sommes victimes du fait que le plan américain de renverser Saddam Hussein a échoué, nous affirmant un responsable de haut rang. Tant que la campagne contre l'Irak n'est pas finie, nous ne pouvons rien faire. »

Reste qu'en cherchant à dissimuler des éléments de son potentiel nucléaire, sans parler des problèmes que posent sans doute ensuite la destruction des armes chimiques, bactériologiques et balistiques, l'Irak fait un très dangereux pari dans un environnement qui lui est pour le moins défavorable.

F. C.

M. Yasser Arafat a été reçu par M. Saddam Hussein

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a rencontré le président irakien Saddam Hussein samedi soir 13 juillet à Bagdad, pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe. Rien n'a filtré de cette rencontre si ce n'est le compte rendu fait par l'agence irakienne INA, selon laquelle les deux hommes ont discuté « des derniers développements concernant la question palestinienne et la situation dans le monde arabe ».

Dimanche, de passage à Amman, le chef de l'OLP a qualifié les efforts des Etats-Unis pour résoudre le conflit israélo-arabe de « bluff » destiné à faire gagner du temps à Israël en lui laissant prendre davantage le contrôle des territoires occupés. « Les Etats-Unis et Israël, a-t-il dit, veulent du temps pour obtenir la terre et non pas une terre pour y faire régner la paix. » — (Reuters-AF)

ISRAËL: le pacifiste israélien Abbie Nathan interpellé après sa rencontre avec M. Yasser Arafat. — Le plus célèbre des pacifistes israéliens, M. Abbie Nathan, a été appréhendé dimanche 14 juillet, l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv, à son retour de Tunis où il avait rencontré le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat. — (AFP, AP)

QUI A ÉCRIT ?
« Il s'en tamponne le coquillard. »
« C'est un peu dur. »
FRANÇOISE CHIPAUX
HEBACHETTE

Damas accepte les propositions de conférence de paix de M. Bush

La Syrie a fait savoir, dimanche 14 juillet, qu'elle acceptait les propositions du président américain visant à promouvoir la paix au Proche-Orient. Dans une lettre adressée à M. George Bush et citée par l'agence officielle syrienne, le président syrien Hafez El Assad juge ses propositions « positives et équilibrées » et de nature à servir de base à un règlement de paix global.

Le dirigeant syrien note dans sa lettre que les propositions américaines « se fondent sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU », basées sur le principe — rejeté par Israël — de l'échange des territoires contre la paix. Selon M. El Assad, les propositions américaines ont mérité de faire assumer aux Etats-Unis et à l'URSS « une responsabilité particulière pour assurer le succès de la conférence » sur la base « des résolutions de l'ONU ».

La télévision, qui a interrompu son journal pour annoncer la réponse syrienne, a précisé que le président syrien avait rendu hommage aux « efforts déployés par M. Bush et le secrétaire d'Etat américain James Baker pour surmonter les difficultés qui entravent la tenue d'une conférence ».

Par ailleurs, à l'issue de la visite en Syrie du premier ministre chinois Li Peng, Damas et Pékin ont publié dimanche un communiqué commun dans lequel ils affirment que la stabilité du Proche-Orient suppose « le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967 », y compris le Golan, et le recouvrement des droits nationaux du peuple palestinien.

La veille, lors d'une conférence de presse à Damas, M. Li Peng, qui a effectué dimanche une visite au Koweït, avait déclaré que la Chine soutenait la proposition syrienne de conférence internationale sur le Proche-Orient sous les auspices des Nations unies. — (AFP, AP, Reuters)

Qui protégera les Kurdes ?

Suite de la première page

Si les Américains sont les plus nombreux et les plus actifs, les Français et les Italiens jouent aussi dans ce secteur qui ne sera plus « protégé » qu'à distance par la force d'intervention rapide que les alliés mettent en place en Turquie.

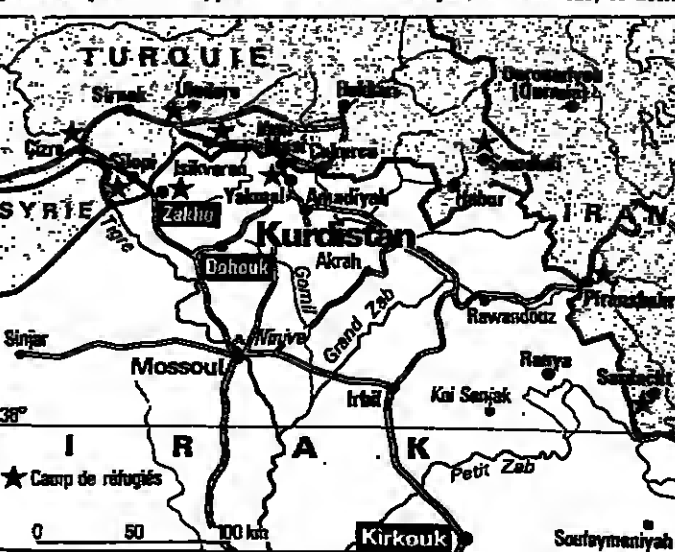
Une initiative qui rassure quelque peu la population, inquiète d'un départ qui s'opère alors qu'on attend toujours la signature d'un accord entre le gouvernement de Bagdad et le front uni du Kurdistan. Annoncée comme imminente — les deux leaders kurdes, MM. Jalal Talabani, chef de l'union patriotique du Kurdistan et Massoud Barzani, chef du parti démocratique du Kurdistan, ont été reçus séparément au cours des cinq dernières semaines par le président Saddam Hussein. — la conclusion de cet accord hâterait toujours sur la question de Kirkouk que les Kurdes veulent voir intégrer dans la province autonome du Kurdistan et aussi sur la responsabilité du maintien de la sécurité à l'intérieur du Kurdistan.

Celle-ci, assurée pour l'instant par les peshmegas aidés d'un nombre minime de policiers irakiens, ne pose pas de problème, affirme, ravi, un commandant de Dohouk. « Maintenant tout va bien. Notre peuple est revenu puis-que les Irakiens sont à 10 kilomètres de la ville. »

Le dernier barrage de l'armée irakienne sur la route Mossoul-Dohouk prend en effet quelque peu l'allure d'une frontière et, pour mesurer le fossé qui sépare aujourd'hui le Kurdistan sous contrôle allié du reste de l'Irak, il suffit de voir la peur des fonctionnaires de Bagdad de s'aventurer dans la région.

Pillé, ravagé, à moitié brûlé, le

gouverneur de Dohouk porte encore les traces de la révolte de mars. Nommé par Bagdad, le nouveau gouverneur, un Kurde, ne peut agir désormais qu'en liaison étroite avec les représentants du front uni, intermédiaire indispensable pour tout rapport avec la



population. De nouveau animée — 80 % des familles auraient regagné leurs foyers — Dohouk n'est pas tombée sous le joug de Bagdad et, comme parlait au Kurdistan, a relevé du paysage toutes les photos du président Saddam Hussein.

« Quand Saddam redeviendra puissant »

Si, sur les états à même le trottoir, on peut acquiescer tous les portraits des leaders historiques de la lutte des Kurdes, on cher-

cherait en vain celui du président irakien, omniprésent dans le reste du pays. Deuxième manifestation d'indépendance, les Kurdes refusent aussi les nouveaux billets de 50 et 100 dinars mis sur le marché à Bagdad et dont la fabrication grossière se ferait, assurent certains diplomates, à l'aide de photocopies à laser très perfectionnées « rapportées » du Koweït.

Le retrait des troupes alliées ne devrait pas, en tout cas, remettre

dans la région patrouillent pour surveiller la situation mais leur très léger armement, un simple revolver à la ceinture, ne constitue pas une grande dissuasion. De plus, sans interprètes, ils n'ont aucun moyen de communication avec les gens et, souligne un garde, « même s'ils nous demandaient de l'aide on serait bien incapables de la comprendre ».

La meilleure assurance des Kurdes aujourd'hui est sans doute l'attention internationale dont ils bénéficient à l'inverse des ébrites du Sud, nous confie un responsable. « Nous avons au moins gagné le fait que la paix au Kurdistan soit plus ou moins inscrite dans le maintien du cessez-le-feu. Saddam Hussein ne peut reprendre les hostilités contre eux maintenant, certain de se voir encore une fois puni. C'est notre meilleure garantie et nous l'avons payée cher. »

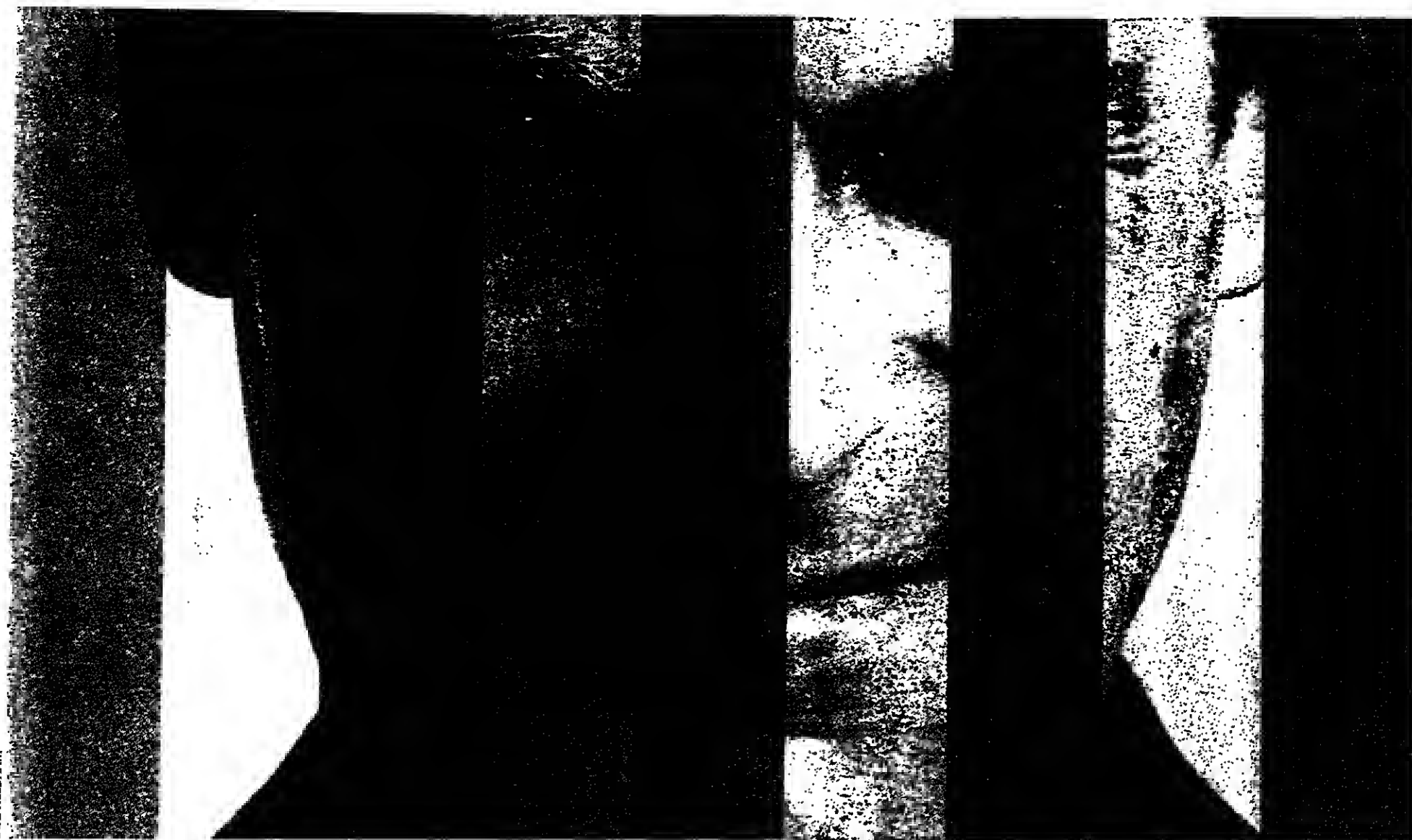
Enclavé quasi autonome au sein de l'Irak, le Kurdistan profite à plein d'une liberté qu'il voudrait bien toutefois inscrire définitivement dans les faits, même si ce nouveau chapitre des difficiles relations avec Bagdad n'en marquera sûrement pas la fin.

FRANÇOISE CHIPAUX

Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
HEBACHETTE

مكتبة الشامل

Qu'advierait-il d'un chef d'entreprise dont l'imprimante n'écrirait sa comptabilité qu'à moitié ?



DBB NEEDHAM

Dans tous les secteurs d'activité, les solutions d'impression non impact Mathilde apportent à leurs utilisateurs sécurité et rapidité.

Mathilde : des références prestigieuses dans tous les secteurs d'activité.

Mathilde apporte des solutions performantes d'enrichissement des données de l'entreprise par une communication écrite de qualité. Les logiciels, systèmes et serveurs d'impression BULL permettent d'exploiter les imprimantes rapides (de 50 à 420 pages par minute) au service des plus grandes entreprises :

- La Suisse Assurance
- Le Crédit Lyonnais
- La Banque de France
- Volkswagen France
- Thomson
- Le BHV
- Les Mutualités
- Sociales Agricoles
- France Télécom
- La Poste
- Aérospatiale
- ainsi que des administrations suivantes :
- Secrétariat du Premier Ministre
- Ministère de l'Industrie
- La Défense Nationale



2000 Mathilde vendues dans le monde entier.

Réalisation française avancée, Mathilde est déjà vendue à plus de 2000 unités dans 38 pays. Dans le monde entier, les entreprises impriment chèques, factures et documents comptables de valeur avec Mathilde, en toute sécurité. La fidélité de nos clients démontre les performances et la qualité du produit : 60 % d'entre eux ont acheté au moins une Mathilde supplémentaire pour étendre leurs applications.

Avec une demande croissante, 70 % des ventes à l'exportation et une technologie porteuse en impression à très grande vitesse, on comprend vite pourquoi BULL s'impose comme un des leaders mondiaux de l'impression électronique rapide.

**Réseaux
et systèmes
d'information**

Bull



POLITIQUE

L'intervention télévisée du président

M. Mitterrand : « C'est sain d'avoir

Après avoir assisté au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, M. François Mitterrand a répondu, pendant quarante-cinq minutes, en direct des jardins de l'Élysée, où était organisée la traditionnelle garden-party, aux questions de Gérard Carreyrou (TF1), Albert Duruy (Antenne 2), Jean-Pierre Elkabbach (La Cinq) et Alette Chabot (FR3). Voici les principaux extraits de l'intervention du chef de l'État.

■ **La guerre du Golfe et ses suites.** — Une victoire un peu amère vaut mieux qu'une défaite et c'est une défaite pour le monde civilisé et pour la société des nations, que d'accepter qu'un homme, maître d'un pays, absolu, puisse par sa seule décision occuper, annexer un pays voisin faisant partie de la même société des nations, c'est-à-dire les Nations unies. Accepter ce premier geste, c'est être en acceptation d'autres et cela c'est une victoire fondamentale du droit que d'avoir arrêté cette agression (...) Il est certain que régler les problèmes pendants, tous brûlants, du Moyen-Orient (...) serait dans la logique d'une victoire qui ne serait pas amère (...).

■ **L'embargo contre l'Irak** est très efficace et on commence à sentir, y compris le représentant des Nations unies, la nécessité d'examiner la situation de ce pauvre peuple irakien, victime de ses responsables, qui souffre à propos de l'embargo. D'autre part, (...) les pressions militaires exercées sur Saddam Hussein font aujourd'hui que l'Irak, pied à pied, doit reculer.

■ **L'éventualité d'une nouvelle intervention armée.** — S'il s'agit de protéger des populations menacées ou massacrées par le gouvernement de Saddam Hussein, s'il s'agit de voir ce pays, l'Irak, s'armer avec l'arme nucléaire, alors il sera juste qu'il y ait une intervention militaire. Le Conseil de sécurité s'est prononcé à ce sujet au cours des derniers jours en expliquant que l'Irak s'exposait à de très graves conséquences, à des actions violentes s'il perséverait. Je crois que les Nations Unies commencent d'être entendues, ce qui prouve que notre effort doit être continu, doit être raisonnable, doit être raisonné.

Nous devons rester très fidèles au principe du droit tel que l'a défini le Conseil de sécurité, c'est ce que la France fait, d'ailleurs. C'est elle qui a pris l'initiative de

ce nouveau droit assez extraordinaire dans l'histoire du monde, qui est une sorte de droit d'ingérence à l'intérieur d'un pays, lorsqu'une partie de la population est victime d'une persécution.

■ **La participation de la France.** — [M. Bush] m'a déjà demandé mon avis sur la participation de la France à la force militaire qui se trouve aujourd'hui installée à la frontière turque, à la frontière de l'Irak, et qui est prête à intervenir à tout moment si les conditions imposées à l'Irak ne sont pas remplies. J'ai tout de suite dit oui, car je pense que notre devoir reste le même.

S'il s'agissait de bombardements sur des sites déterminés, en particulier sur des usines à caractère nucléaire, bien entendu une décision de ce genre ne pourrait être prise, pour que la France participe, qu'avec mon consentement, ce qui veut dire que je resterai en contact étroit avec le président Bush (...). La question d'une intervention violente sur l'Irak n'a pas été tranchée, mais nous sommes prêts à le faire s'il le faut.

■ **L'immigration irrégulière.** — M. Cresson a demandé d'appliquer la loi et sur certains points la loi est déficiente, en particulier sur les sanctions à appliquer aux entreprises qui exploitent les immigrés clandestins. La loi est trop faible dans la punition qu'elle inflige à ces sociétés et il faudra donc la compléter. Pour le reste, on demande d'appliquer la loi (...) Il est bon de rappeler que la loi a changé, il y a la loi dite Pasqua, il y a la loi dite Joxe, et lorsque on compare le comportement des gouvernements au regard de ces deux lois (...), ce n'est pas du tout la même chose (...).

■ **Le problème n'est pas de savoir quel moyen de transport sera employé ou doit l'être pour les immigrés clandestins qui devraient être renvoyés dans leur pays [mais] de savoir au nom de quel droit, de quelle façon et dans quelles conditions.**

Or, le droit n'est pas le même. Au temps de la loi précédente, celle de 1986, la loi, c'était que l'administration, le commissaire de police, pouvait décider lui-même du sort de ces immigrés, sans les avoir entendus et agir d'empresse par les moyens de son choix. Aujourd'hui, avec la loi de 1989, la loi dite Joxe, il faut l'intervention du pouvoir judiciaire. Ce sont les juges qui, saisis du cas d'immigrés clandestins, peuvent dire : « ceux-là sont vraiment clandestins » et coter leur défense, puis que ces immigrés, comme toute personne dans une société civilisée, doivent pouvoir se défendre, s'expliquer, et disposer d'un certain temps pour cela.

C'est donc complètement différent quand on expulse au Mali cent un Maliens, ramassés au ne sait comment, jetés dans des avions, la plupart menottés, qu'en suite le voyage se déroule dans des conditions extrêmement dures, qu'on s'aperçoit qu'il y a plusieurs de ces Maliens qui étaient en situation régulière en France et qu'ils se retrouvent dans ce pays, le Mali, alors que les autorités de ce pays ne s'y attendaient pas, n'ayant pas préparées. Ce sont des conditions inhumaines, inacceptables.

La gauche n'a jamais dit autre chose que ce que je répète inlassablement, en disant que les immigrés clandestins doivent rentrer chez eux. Mais, il s'est produit une situation anormale, c'est que l'administration chargée de cela, ne disposant pas des moyens suffisants, mettait un temps fou pour décider ces expulsions. Et, de ce fait, trois ans, quatre ans, cinq ans, s'écoulaient. Pendant ce temps-là, ces gens vivaient, certains trouvaient un travail, fondaient une famille, s'installaient dans un environnement. Le cas de ces gens déjà installés, déjà reconnus et même très souvent intégrés, ne peut être examiné de la même façon que celui de quelqu'un qui arrive et qui doit repartir.

Or aujourd'hui les dispositions qui ont été prises sous le gouvernement précédent, celui de Michel Rocard, permettent de ramener à trois mois l'examen des situations.

La France sera stricte, dès lors qu'il y a les garanties judiciaires, que les délais sont suffisants pour que l'autorité judiciaire décide en connaissance de cause. De plus le temps imparti pour déterminer la légalité ou non de la présence d'un étranger en France est devenu très bref et donc ne permet pas à ces personnes d'être attachées une deuxième fois à un nouveau pays, ce qu'aurait fait la France.

■ **Les quotas.** — Tout cela fait l'objet d'études, d'examen d'organismes spécialisés. Il y a une étude du ministère de l'Intérieur, des autorités qui s'occupent de la sécurité sur l'accord ou pas des permis de séjour et puis il y a une intervention des fonctionnaires du ministère du travail qui déterminent si un besoin ou pas besoin,

des pays qui vivaient sans la coupe soviétique jusqu'à une époque récente.

Tous les pays occidentaux, industriellement avancés, supportent cette pression (ce n'est pas la France d'ailleurs qui la supporte le plus) ce qui veut dire que c'est un problème qui n'a pas été réglé et qui a été plutôt moins bien réglé dans les autres pays que chez nous, et qui est difficile pour tout le monde.

■ **Les immigrés en situation**



mais pour les autres comment faire?

■ **Le seuil de tolérance.** — C'est une expression que vous employez, que j'ai maladroitement reprise lors d'un débat mais qui ne correspond pas du tout à l'idée que je m'en fais, c'est une expression que je résume. C'est que je ne crois pas raisonnable, ni même réalisable cette proposition [faite] par des gens pourtant sérieux, d'instaurer des quotas, c'est-à-dire de déterminer exactement et la nationalité et l'emploi, la profession et les conditions, il y a là quelque chose qui me choque.

■ **Les barrières.** — Cela fait déjà trente ans et je pense que la France a été, dès le point de vue de l'immigration, une autre culture, une autre religion, c'est-à-dire que cela froisse les habitudes, c'est donc plus difficile aujourd'hui.

Je pense que le problème apparaît comme plus pressant que d'habitude même s'il ne l'est pas et c'est vrai qu'il y a à l'heure actuelle toute une série de campagnes, mais moi je n'hésite pas à le dire devant les Français (je sais que chaque fois ça leur reste en travers).

■ **Les droits des immigrés.** — Si c'est vous qui me posez la question vous ne me reprochez pas ce soir, quand vous en parlez,

régulière. — Proportionnellement ils ne sont pas plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 1930 ou 1950, parce que la population française s'est accrue — elle est aujourd'hui de cinquante-huit millions d'habitants — mais ils étaient souvent d'une origine différente.

Vous vous souvenez — la littérature de la fin du XIX^e siècle nous apprend — du rejet à l'égard des familles italiennes qui venaient s'installer dans le Lot, dans l'Aveyron, des gens comme Zola ou comme Gombetta auraient pu nous raconter leurs histoires de famille (...). Il y a des différences d'éducation, de culture. Je ne dis pas qu'il y'en avait pas, mais maintenant c'est une autre culture, une autre religion, c'est-à-dire que cela froisse les habitudes, c'est donc plus difficile aujourd'hui.

■ **Les droits des immigrés.** — Si c'est vous qui me posez la question vous ne me reprochez pas ce soir, quand vous en parlez,

d'avoir allumé un brandon de discorde! Je pense qu'il n'est pas acceptable que des gens vivent sur notre sol, y travaillent, habitent dans des maisons où dans des logements souvent très pauvres et très précaires, dans des quartiers généralement désertés, des gens dont les enfants vont à l'école, et que ces gens ne puissent jamais exprimer leur avis sur leurs conditions de vie quotidienne.

■ **Le chômage.** — Depuis deux ans la proportion des chômeurs s'est beaucoup plus accrue dans les pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, qu'en France. C'est-à-dire qu'on est parti de plus haut, mais aujourd'hui, heureusement, l'augmentation est plus lente. Il n'y a pas de quoi s'en satisfaire (...). Je considère que la lutte contre le chômage, pour la production, pour la croissance, pour la formation des travailleurs, jeunes et moins jeunes, est une priorité absolue et qu'il faut l'appliquer.

Dans la mesure où cette priorité n'est pas encore suffisante pour enrayer le chômage, moi, je le déplore, et j'ai bien l'intention d'utiliser les années qui me restent pour me battre contre ce fléau. On marque des succès.

■ **Les préjugés obligatoires.** — Je trouve personnellement que la somme des préjugés obligatoires, c'est-à-dire l'addition des impôts, impôts d'État, impôts locaux, et des cotisations sociales, c'est trop lourd. C'est certain. A l'heure actuelle cela atteint ce que 43,6-43,7 % du produit intérieur brut. C'est inférieur à ce que c'était lorsque j'ai donné un coup d'arrêt en 1983 (...). Les impôts d'État n'ont pas été augmentés au cours de ces dernières années, et ils ne le seront pas au cours des prochaines années. Ils ne le seront pas, et les Français qui s'inquiètent, les Français qui s'interrogent, et même qui se plaignent prémonstrément, doivent savoir qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts (...). J'espère qu'il y aura des baisses. Quand la croissance sera revenue, et elle est en train de revenir, faiblement malheureusement.

■ **L'augmentation des cotisations sociales.** — J'ai estimé qu'il fallait rétablir les équilibres financiers. J'ai accepté ce qui m'a été proposé par le gouvernement en sachant parfaitement que ce serait impopulaire. J'avais déjà vécu cela au moment du 1 % de M. Pierre Mauroy. Mais il fallait choisir : la Sécurité sociale doit-elle continuer à verser ce qu'elle doit, à être utile, à bien doit-elle cesser ses paiements? Ou bien doit-on l'équilibrer? (...) Ce qui a été fait, et qui est dur à supporter pour beaucoup de gens, n'aura plus lieu au cours des prochaines années.

■ **Le ne fais aucun reproche au gouvernement précédent** je dis qu'il était temps de le faire, et cela a été fait par M. Cresson qui de but en blanc, dans les premières semaines de sa prise de fonctions, a assumé toute une série de mesures difficiles, donc impopulaires, et donc courageuses. Il n'y aura pas de nouvelles augmentations des cotisations sociales, ce qui a été décidé suffit à l'équilibre. M. Blanc, ministre des affaires sociales, va hâter les réformes de structures qui permettront qu'on ne se retrouve pas dans quelques années dans une situation de ce genre.

■ **La nomination de M. Cresson.** — Ce n'est pas tout à fait un hasard si des personnalités aussi diverses et aussi qualifiées que M. Michel Debré, M. Jacques Chaban-Delmas, Pierre Mauroy, et maintenant Michel Rocard, ont gouverné trois ans au début d'une législature (...). Cela correspond non pas à une disposition institutionnelle, mais peut-être à un temps de respiration d'une démocratie. Il est normal, au bout de ce temps-là, comme ce serait normal à tout autre moment si c'était nécessaire, de changer le chef de gouvernement.

C'est moi qui ai choisi [M. Rocard] et il est resté à mes côtés trois ans, à peu près autant que l'avait fait Pierre Mauroy. Or on ne m'a jamais posé cette question pour Pierre Mauroy, dont on

Le défilé du 14 juillet

Le chef de l'Etat appelle les armées à la «vigilance» dans un «univers incertain»

Sous un ciel maussade, qui a nubié à écouter et à simplifier le défilé aérien, trois mille hommes de la division «Daquet» ont descendu, dimanche 14 juillet, les Champs-Élysées en tenue de combat couleur sable et avec leurs matériels aux couleurs du désert. Légionnaires, parachutistes, spahis, maraîchers, sapeurs, artilleurs et cavaliers — aux ordres des généraux Michel Roquejeoffre et Bernard Jany — ont défilé, pour la Fête nationale, devant le chef de l'État, qui avait tenu, avant cette cérémonie, à se faire présenter des blessés et les parents de victimes de l'opération «Tempête du désert».

Ces formations interarmées avaient été précédées par le traditionnel défilé des écoles militaires, parmi lesquelles un contingent de polytechniciens qui arboraient des boîtes de cresson fichées dans leur baudrier. Elles ont été suivies par des détachements, aux couleurs marron, vert et noir mélangées, du corps d'armée français stationné en Allemagne et en cours de retrait partiel selon une décision du chef de l'État.

Durant sa descente des Champs-Élysées, au cours de laquelle M. Mitterrand a passé les troupes en revue, des sifflets et des quolibets ont été lancés en direction du cortège officiel depuis une foule relativement calme.

Au total, cinq mille hommes de carrière et du contingent, six cents véhicules divers et une cinquantaine d'avions ou d'hélicoptères ont participé à ce défilé. Dans un message aux armées, le président de la République, après avoir souligné «l'exceptionnelle réussite des

armes françaises» pour la libération du Koweït, a tenu à indiquer que «ce fait d'armes glorieux ne fait pas oublier ceux qui, sur d'autres théâtres, servent avec honneur et dévouement les armes de la France».

■ **Les événements récents.** souligne encore M. Mitterrand, appelant notre attention sur la nécessaire vigilance qui s'impose à tous, dans un monde où l'évolution de la démocratie libre brisquerait les aspirations profondes des peuples. Dans cet univers incertain, les armées de la République doivent maintenir leur capacité à agir en faveur de la paix, du respect du droit et de la souveraineté de la France.

■ **Quatorze militants du Front national interpellés.** — Quatorze manifestants du Front national, qui réclamaient aux abords des Champs-Élysées la démission du ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, ont été interpellés, dimanche 14 juillet, en début d'après-midi, à Paris, et relâchés après vérification d'identité. Ils avaient répondu à un appel du Comité aoti-Joxe, fondé notamment par MM. Michel Collin, membre du bureau politique du FN, Roland Gaucher, directeur de Notionel-Hedda et trois autres dirigeants d'extrême droite, contre lesquels le ministre de la justice a engagé des poursuites judiciaires pour «diffamation publique» envers un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions à la suite de la diffusion d'un tract visant M. Joxe.

■ **M. Queyranne (PS) :** les «valeurs» de la gauche. — Pour le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, «le président de la République est apparu aux Français confiant et déterminé, ne renonçant en rien aux valeurs et aux objectifs de la gauche».

■ **M. Lajoinie (PCF) :** «aucune décision positive». — M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a estimé que «François Mitterrand n'a fait état d'aucune décision positive susceptible d'améliorer la situation des Français». Il a également noté que le chef de l'État a évité «de parler de ses propres responsabilités» dans le «quasi-doublement du chômage depuis son élection». Il s'est déclaré «inquiet» de l'éventualité de la participation de la France à une nouvelle intervention militaire contre l'Irak.

■ **M. Méhaignerie (CDS) :** les «réalités». — Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, juge «le message du président de la République éloigné des réalités vécues par les Français». «Il est trop facile de dire que les impôts n'augmenteront pas plus lorsqu'on en a créé quatre ou cinq supplémentaires en quelques mois», a ajouté M. Méhaignerie, qui doute de la possibilité de tenir cette «nouvelle promesse» alors que «aucune lutte n'est menée contre le gaspillage public et la mauvaise gestion de l'État».

■ **M. de Charette (UDF) :** «le président de la manigance». — Selon M. Hervé de Charette (UDF), député général des Clubs Perspectives et Réalités, le chef de l'État «a choisi le 14 juillet pour s'affirmer comme le président de la manigance française» en relançant «les projets de tripatouillage» du

Les réactions

mode de scrutin. Tout est bon pour tenter de casser la droite et de sauver le Parti socialiste», a ajouté M. de Charette.

■ **M. Poniakowski (UDF-PR) :** «l'abandon des idéaux socialistes». — Le porte-parole du Parti républicain, M. Ladislas Poniakowski, a affirmé que «François Mitterrand confirme le changement radical de la politique de l'immigration des socialistes. Ils abandonnent l'un après l'autre tous leurs idéaux». M. Poniakowski a ajouté que le président de la République n'avait pas «le droit de tromper les Français en soutenant les chartes d'immigrés tout en étant favorable à la régularisation des immigrés clandestins».

■ **M. Blondel (FO) :** victime de «l'économisme». — M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, regrette que le président de la République «n'ait pas abordé la question des salaires et la nécessité de maintenir, voire d'améliorer, le pouvoir d'achat des salariés» au cours de son intervention télévisée. Pour M. Blondel, le président «a été victime de l'économisme. Il s'est fixé la recherche des grands équilibres, c'est-à-dire qu'il a considéré la Sécurité sociale en général, comme un élément de politique économique».

■ **Les Verts :** «manipulation». — Les Verts ont réaffirmé leur soutien au droit de vote des immigrés et leur attachement au scrutin proportionnel ce soulignant que «changer le scrutin régional à moins d'un an de l'échéance relève de la manipulation». Le parti écologiste se déclare également «surpris d'entendre que le président François Mitterrand a toujours été adepte du scrutin majoritaire, alors qu'il avait fait campagne pour la proportionnelle en 1981».

■ **M. Vell :** non au «discours

populiste». — M. Simone Vell, ancienne présidente de l'Assemblée européenne, s'est déclarée «choquée par certaines des formules» employées par le premier ministre, M. Edith Cresson. Contrairement au président de la République, M. Vell a estimé qu'il y a eu «général une dérive sur le discours». «Je ne crois pas du tout que la politique ait besoin d'être traitée avec un discours populiste», a ajouté M. Vell. Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, méprise un peu les Français. L'ancien ministre, en outre, juge «impossible pour l'instant» d'accorder le droit de vote aux immigrés.

■ **M. Léotard (UDF-PR) :** le «bon plaisir» du président. — M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a estimé qu'en évoquant l'hypothèse d'un changement de mode de scrutin pour les élections régionales, M. Mitterrand veut changer les choses «selon son bon plaisir». M. Léotard a ajouté que M. Cresson était, selon lui, «une femme désordonnée qui fait du tort à la cause des femmes en France».

■ **M. Juppé (RPR) :** «désinvolture». — Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a jugé «secondaire de laisser planer encore aujourd'hui l'incertitude» sur le mode de scrutin des régionales et cantonales, qui auront lieu en mars 1992, et de «traiter le suffrage universel avec tant de désinvolture». «Cela n'existe nulle part ailleurs, dans aucune démocratie», a-t-il ajouté avant d'ironiser sur le soutien apporté par M. Mitterrand à M. Cresson : «La vigueur était à la hauteur du problème. Vu l'état de M. Cresson, il fallait beaucoup de vigueur au président de la République pour la remettre sur son cheval».

en premier

L'apprentie et son maître

MEDECINE PHARMACIE IPESUP

مكتبة النحل

POLITIQUE

de la République à l'occasion de la Fête nationale

un premier ministre qui parle clairement...

Il sait très bien que c'est un de ses amis les plus proches. Donc il ne faut pas poser ce genre de question.

La tâche du gouvernement. — Nous sommes arrivés aujourd'hui à un moment où il faut aborder une nouvelle phase. Cette nouvelle phase je l'ai fixée aux Français lorsque j'ai changé le gouvernement, rappelez-vous. Je leur ai dit : il faut absolument que la France soit prête pour le 1^{er} janvier 1993, la France va entrer dans ce qu'on appelle le Marché unique entre douze pays, et douze pays de la Communauté, trois cent quarante millions d'habitants sans frontières, sans barrières.

Il faut donc être les meilleurs. Ob! pas les meilleurs en toutes choses, mais il faut être les meilleurs dans beaucoup de choses pour que nous puissions plus que tirer notre épingle du jeu, gagner ce type de bataille.

J'ai donc désiré avoir un gouvernement mobilisé dans cette perspective, et c'est l'essentiel de sa tâche. C'est court, un peu plus d'un an et demi, pas davantage. C'est quand même une rude affaire! Il faut pour cela bien entendre nos forces, comme on l'a dit, muscler notre industrie. Il faut que notre économie soit adaptée à cette compétition, de même qu'il faut que nous arrivions avec une cohésion sociale suffisante pour que tous les Français se sentent intéressés à cette bataille.

Le parler en du premier ministre. — Elle parle très bien! Comment? Parler cru? (...) J'ai sans doute tort, je dois être un peu vieux jeu. Ce qui est vrai, c'est qu'après quinze années de langage technocratique, d'une certaine façon de parler très élégante, très distinguée, qui ne m'a pas toujours bécoté, mais je parle des années passées, lorsque je l'entendais dans la bouche des autres, je trouve que c'est sain d'avoir un premier ministre qui parle clairement, qui se place en face des problèmes, qui a le courage et la maîtrise de les résoudre, croyez-moi. Alors, vous dites : des mots crus? C'est quoi? (...) Le peuple, tel que je le connais, après avoir représenté pendant un bon bout de temps, bientôt un demi-siècle, au bout du compte, le peuple, il est très poli, il est très courtois, il aime qu'on le traite comme ça (...) Il a une langue vivante, et M^{me} Cresson, elle, a une langue

vivante. Il l'aime assez, il est important que le premier ministre soit une femme de courage, pratique, ayant le sens des choses concrètes, ayant du bon sens, de l'énergie et voulant de l'action. Croyez-moi, quand on change les habitudes d'un certain nombre de Français pour gagner la bataille de l'Europe, cela dérange. Et c'est vrai que M^{me} Cresson dérange. Alors, il y a pas mal de gens qui sont contents et moi je suis pour! (...) Elle est charmante, non?

Les mesures impopulaires. — Les mesures impopulaires de cette sorte, de caractère financier, c'est fini (...) Nous rétablissons les équilibres financiers là où ils sont menacés, et ils sont fortement menacés non pas par la gestion plus ou moins bonne de tel ou tel, mais l'absence de croissance mondiale.

Les élections législatives. — De la fermeté, du courage, de la résolution et du bon sens, c'est avec cela qu'on gagne.

La proportionnelle. — Cela a été fait une fois, je ne veux pas qu'on organise constamment d'une majorité à l'autre des changements multiples. Donc, je n'ai pas à me prononcer là-dessus. Je vous dirai tout de suite que je n'ai pas pensé, mais vous en parlez constamment, vous tous, et quelques hommes politiques aussi (...) Il m'arrive de penser que c'est une bonne idée, le scrutin majoritaire n'a toujours plus, et je verrai ce que j'ai à faire.

Les élections régionales et cantonales. — Il en va différemment pour les élections régionales, les cas échéant les élections cantonales. Je trouve vraiment que la manière dont les choses se passent dans la tradition républicaine française est pas juste. Pourquoi pas une réforme pour les scrutins de mars 1992? Si c'était quinze jours avant, cela suffirait, non? Je ne vois pas très bien ce que vous voulez dire (...) Si on me le propose d'une façon intelligente et juste, je ne suis pas *a priori* contre, alors que modifier le scrutin législatif. Vous savez, il n'y a pas treize ou six formules qui soient démocratiques. Il y a le scrutin proportionnel. Tout le monde est représenté, mais c'est un émiettement du Parlement et de l'exécutif, quelquefois dangereux car fait d'instabilité. Il y a le scrutin majoritaire uninominal c'est-à-dire des circonscriptions, comme il y en a à l'heure actuelle en France. Quelquefois c'est une combinaison

entre les deux. Moi, je ne suis pas ennemi d'aucun d'eux. Ma préférence reste majoritaire.

La perspective d'une nouvelle cohabitation. — Je préférerais qu'il n'y ait pas. Je n'ai pas de hantise. Je dispose d'un bon sommeil, qui n'a pas encore été troublé par les événements difficiles que j'ai vécus. C'est une question d'équilibre. Je n'ai pas de hantise, non. Je préférerais disposer d'une majorité conforme à ce que je pense de l'intérêt de la France mais s'il y avait une majorité différente, c'est je n'en aurais qu'à m'en faire devant ce choix. Ce que je veux dire, c'est que j'accomplirai mon mandat jusqu'à son terme constitutionnel, sauf bien entendu si certains éléments qui ne relèvent pas de la volonté des hommes interviennent.

La durée du mandat présidentiel. — J'ai moi-même défendu l'idée de la réduction de la durée du mandat présidentiel, qui était adaptée à des présidents de la République sous la III^e et la IV^e, qui se disposaient pas de pouvoir exécutif. Donc, réduire le mandat présidentiel ne paraît tout à fait raisonnable en soi. Il reste à savoir lequel et saisir l'opportunité.

Le budget de la défense. — La baisse relative est déjà réalisée, puisqu'il y a, à l'heure actuelle, des lois qui ont déjà commencé d'être exécutées, on ne peut pas en régime de cohabitation, abaisser soudain des prévisions budgétaires qui condamneraient notre armée à ne plus disposer des moyens dont elle a besoin. Je ne crois pas nécessaire de procéder à de nouvelles coupes. Si on démontre qu'il y a des économies possibles, bien entendu on les fera.

Mais nous avons à examiner de quelle manière réorganiser ce que nous appelons les composantes nucléaires, c'est-à-dire la force nucléaire sur laquelle repose la stratégie française.

Les nationalismes en Europe. — Il y a l'aspiration à l'unité (...) Il y a la Yougoslavie, dont le cas est spécial mais dans l'ensemble c'est peu dire qu'il y a une aspiration à l'unité et on même temps il y a une aspiration aux nationalités c'est-à-dire à l'émiettement (...) L'aspiration à la nationalité s'exerce auprès de peuples, de nationalités, de groupes ethniques, qui, pour le plus grand nombre, ont une aspiration à l'indépendance. Les pays dont nous parlons, pour l'instant, ont toujours vécu sous l'autorité d'un empire (cela a été

l'empire turc, ou l'empire austro-hongrois, ou l'empire russe devenu soviétique) et donc, ils étaient contenus dans leurs aspirations, par la force. Dès lors que cette force disparaît, leurs aspirations réapparaissent. D'où l'idée de la Fédération, ou de confédération, c'est-à-dire de s'associer, de mener ensemble une vie politique collective, mais dans le respect des droits de chacun.

On ne fabrique pas de Fédération par la force, on ne fabrique pas de Fédération par l'impérialisme de l'un des pays fédérés sur les autres. Donc, il n'y aura de Fédération durable si, dans les relations entre les Républiques ou les États (c'est le cas de la Yougoslavie, ce serait le cas de l'Union soviétique), ce serait le cas d'ailleurs de l'Europe communautaire), les droits des minorités sont garantis à l'intérieur de chaque pays et, si possible, par la société internationale.

En Yougoslavie, s'il doit y avoir suprématie et pouvoir abusif d'un État ou d'une République sur les autres, la Fédération éclatera et ce sera juste, je ne suis pas en arrière de la main là-dessus, je l'approuverai, mais je pense que tant que la preuve n'est pas faite, la position de la Communauté européenne qui était l'élément essentiel du maintien d'une paix fragile entre les Républiques de Yougoslavie, a été sage, et que, tant que la chance de l'unité existe, il faut la jouer dans la démocratie. Elle n'est pas possible? Alors, que le droit d'autodétermination s'impose!

L'entrée de l'URSS dans le G7. — Entrer dans cette collectivité des pays industriellement avancés, cela nécessitera d'autres étapes. J'espère que cela se produira un jour. Mais l'Union soviétique a besoin, pour l'instant, à la fois de trouver son équilibre institutionnel (elle semble y arriver, y parvenir, en tout cas, le nouveau traité de l'Union est, de ce point de vue, intéressant) et aussi de réformer son économie qui ne marche pas. Tout cela doit être fait avec notre concours, mais surtout par la volonté des Soviétiques eux-mêmes.

L'expulsion de M. Diouri. — Le gouvernement a estimé que la présence de M. Diouri en France était nuisible à l'ordre public et aux intérêts de notre pays. Il en

nveit le droit et, comme il s'agit d'une personne vivant depuis quinze ans en France et disposant de garanties légales parfaitement justifiées, la procédure d'urgence s'est révélée nécessaire. Très bien.

Les instances de droit ont été saisies et le tribunal administratif, pour des raisons de forme — mais les raisons de forme sont déterminantes — a estimé que la présence de M. Diouri en France devait être maintenue, ou rétablie. Et bien, voilà! Cela prouve que la démocratie fonctionne bien en France! (...) Maintenant il est autorisé à revenir, eh bien! Il revient s'il le veut (...) La France se soumet aux décisions de sa justice. Ce n'est pas fini puisque le gouvernement a fait appel, et c'est encore la justice qui se prononcera, la justice administrative, c'est-à-dire le Conseil d'État. Autrement dit, dans ce cas-là, comme dans les autres, le droit est absolument respecté.

La mise en liberté de Paul Touvier. — Ce sont des magistrats qui l'ont décidé. Le pouvoir exécutif n'a en rien été consulté (...) Je n'ai pas été très content. Je suis de la génération qui a vécu les événements dans lesquels Paul Touvier s'est tragiquement inscrit. Donc, je ressens cela douloureusement.

L'hypothèse d'un troisième mandat. — Ce n'est pas à soixante-quatorze ans, mon âge actuel — avant que je ne passe à soixante-quinze d'ici la fin de l'année — que l'on peut faire des projets de cette sorte. Ce ne serait pas raisonnable. D'autre part, sur un plan objectif, et non point subjectif, je ne pense pas qu'il soit bon que le même homme soit à la tête de l'État plus longtemps qu'il ne faut. *La Constitution* ne l'interdit pas. Disons qu'une heureuse combinaison entre la Constitution et moi fait que je pense que deux mandats, ce n'est pas mal.

L'avenir. — Mon horizon de responsabilité politique, c'est le 1^{er} janvier 1993. C'est une date capitale de l'Histoire de France et il faut que la France gagne cette échéance, qu'elle soit forte. Il faut donc qu'elle soit capable de changer certaines de ses habitudes, qu'elle accepte, ou que les catégories professionnelles acceptent d'être bousculées. (...) Ce n'est pas parce qu'on sera entré dans la compétition européenne d'une façon mieux préparée que ce sera fini. Il y aura d'abord tout ce que je ne sais pas, tout ce que la vie internationale nous proposera, il y aura la stabilité de l'Europe, à laquelle la France doit participer (...) et, sur le plan intérieur, ayez confiance dans les Français, ils se chargeront bien de fixer nos devoirs.

Souvenirs de Nouvelle-Calédonie...

Cette année, M. François Mitterrand a honoré de sa présence la réception offerte à l'occasion de la fête nationale par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, le 12 juillet, dans les jardins de l'ancien ministère des colonies, rue Oudinot. Il y a rencontré notamment un groupe de jeunes secrétaires de mairie calédoniennes qui venaient de terminer un stage dans la cadre des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, et l'un de ceux-ci, Louis Wanew, originaire de l'île d'Ouvéa, lui a offert, en respectant les formes coutumières en usage sur sa terre natale, un enregistrement de chants canaques réalisés par les soins de l'Agence pour le développement de la culture canaque que dirige, à Nouméa, M^{me} Maria-Claude Tjibou. La présidente de la République lui a répondu qu'il serait toujours « prêt à aider la Nouvelle-Calédonie ».

... loin de subalternes médiances

Les rocardiens dispersés dans l'assistance ont alors pas manqué de souligner que la veille, à l'hôtel Matignon, M^{me} Cresson, répondant, alla aussi, au geste courtois du jeune stagiaire d'Ouvéa, avait assuré que le gouvernement continuerait à « appliquer sans faille les accords de Matignon » en réunissant l'« exploit » à grande honnêteté aux artisans de ces accords sans citer une seule fois le nom de M. Michel Rocard... L'absence d'un responsable des DOM-TOM au cabinet du premier ministre a fait aussi beaucoup jaser.

Mais ces rumeurs ne sont évidemment pas parvenues aux oreilles du président de la République, pas plus qu'à celles du roi d'Alo, l'un des deux souverains coutumiers de l'île de Futuna, qui s'était exceptionnellement déplacé jusqu'à Paris pour consacrer un ouvrage consacré au territoire de Wallis-et-Futuna par l'association Pacifique et qui s'est scrupuleusement acquitté de cette tâche dans un coin du parc, loin de ces subalternes médiances... A. R.

L'apprentie et son maître

Suite de la première page.

Pédagogue, le président de la République explique, en se référant aux précédents, que le changement de premier ministre suivant un rythme triennal correspond, sous la V^e République, à un temps de « respiration ».

Voilà M. Michel Rocard... égaré. M^{me} Cresson ne serait-elle alors qu'une bouffée d'oxygène? En tout cas, elle est assurément un coup d'air qui dérange, à la satisfaction visible et à la satisfaction chagrinée par son parler cru se le tiennent pour dit : M^{me} Cresson « parle très bien ». L'appréciation émane d'un orfèvre de la langue française qui s'avoue même « un peu vieux jeu » pour se réjouir devant le recours à une langue « vivante », celle du peuple, celle de M^{me} Cresson.

Ce plaidoyer en faveur du parler décapant étant prononcé, il restait tout de même à M. Mitterrand de remettre en ordre le discours de l'exécutif, pour répondre à ceux qui dénoncent une dérive droitière en matière d'immigration.

D'abord, une leçon de choses. Evacué, l'emploi du mot « *charter* » est rendu anodin, anecdote, le problème ne relève pas du « *moyen de transport* ». M. Mitterrand a dit mieux que quiconque qu'il ne faut pas laisser traîner dans l'inconscient collectif les scores d'une imprudence verbale. Il avait dû ainsi lui-même rectifier le tir après une « *réponse trop elliptique* » sur le « *scandale de la France* » en décembre 1989; aujourd'hui encore, il se sent obligé de récuser l'expression.

Ensuite, le rappel des principes : fermeté pour les immigrés en situation irrégulière et sévérité pour ceux qui emploient : droits, y compris de vote, pour ceux en situation régulière.

Enfin, un jugement : le système des quotas, qui était sur le point de recueillir l'adhésion du premier ministre, à en croire la réponse que M^{me} Cresson avait apportée à cette proposition de M. Charles Pasqua, n'est ni « *raisonnable* », ni « *réalisable* »; il est même choquant.

Question d'« opportunité »

S'il s'est montré clair sur la politique d'immigration, M. Mitterrand a cultivé l'ambiguïté, en revanche, sur les projets de réforme électorale. Même ses propos, apparemment définitifs, sur le maintien du scrutin uninominal majoritaire à deux tours et par circonscriptions pour les élections législatives de 1993, qui depuis longtemps a sa préférence, ont été conclus par un énigmatisme « *je verrai* ». Le chef de l'État a ainsi laissé ouverte une porte que les dirigeants socialistes, lors de leur dernier comité directeur, n'avaient pas fermée. Ceux-ci ont, en effet,

adopté, le 6 juillet, un texte qui évoque leur stratégie électorale de « *rassemblement à gauche* », supposant le maintien d'un « *un* » (et non du scrutin majoritaire, sans écarter l'hypothèse d'une instillation de proportionnelle).

M. Mitterrand est resté encore plus flou pour les cantonales et les régionales de mars 1992. Le débat, pourtant, semblait depuis le retrait du projet de réforme du mode de scrutin régional de l'ordre du jour du conseil des ministres du 17 avril. Les socialistes, favorables à ce projet, apparaissent s'être résignés au maintien du système en vigueur même s'ils n'étaient guère convaincus par les arguments du chef de l'État, lequel ne voulait pas qu'un prétexte de l'adoption d'une telle réforme l'on touchât au cadre départemental pour lui substituer le cadre régional, avec dans chaque région des chefs de file susceptibles de devenir autant de grands fétteurs.

Quant aux cantonales, M. Mitterrand, ancien conseiller général (pendant trente-deux ans), a toujours manifesté un attachement quasi viscéral au maintien des cantons. Il n'admettait pour l'instant qu'une seule concession : la recherche d'une plus grande égalité entre électeurs d'un même département. Jusqu'à présent, aucune des propositions corrigent les inégalités de représentation entre milieu urbain et milieu rural n'avait été retenue, malgré les efforts de M. Pierre José. Comme le renouvellement total des assemblées départementales s'interviendra pour la première fois qu'en 1998, rien ne presse. Que M. Mitterrand ne s'interdisse pas de penser qu'à huit mois de l'échéance les choses peuvent encore être changées est somme toute normal. Qu'il aille jusqu'à envisager une réforme « *quatre jours* » avant relative de la boutade, compte tenu des délais de la discussion parlementaire, de l'éventualité d'un recours au Conseil constitutionnel, et tout simplement de la mise en application pratique de nouvelles dispositions.

Qu'importe! M. Mitterrand, en s'exprimant ainsi à propos des modes de scrutin, a voulu rassurer

ceux des socialistes qui se désolent d'une évolution sur ce dossier, permettre aux communistes de continuer à rêver d'une réforme vitale pour eux, et, surtout, semer le trouble à droite.

L'opposition sait, d'autre part, à quoi s'en tenir : même s'il en souhaite pas, M. Mitterrand s'inclinera devant le choix des Français si le corps électoral lui impose une deuxième cohabitation. En 1993 comme en 1986, le chef de l'État ne se démentira pas si les socialistes perdent les élections. Il ira au terme de son second mandat, laissant entendre qu'il s'occuiera pas un troisième. Au passage, M. Mitterrand a pas sollicité un recours au référendum pour réduire le mandat présidentiel, si le Parlement ne prend pas d'initiative en ce domaine. Question d'« opportunité ».

1993 : rendez-vous électoral et rendez-vous de l'Histoire. La réussite de l'un passe par le succès de l'autre. Mobiliser les forces, « *muscler* » l'économie française, l'adapter à la compétition et assurer une cohésion sociale suffisante, le devoir de l'élève Cresson est fixé.

ANNE CHAUSSEBOURG

SCIENCES-PO
ADMISSION EN A.P.
- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP
enseignement privé supérieur
15-18 rue du Centre Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

Marie-Thérèse Guichard a rassemblé quelques portraits d'égéries dans une galerie très allégre... Ni mondaines ni froutrou-tantes, ce furent d'abord des têtes politiques, des femmes efficaces qui firent évoluer les mentalités et ouvrirent à Edith Cresson la route de Matignon.

Jacques Nobécourt, L'Express



MEDECINE PHARMACIE
stages de pré-rentree
encadrement scientifique annuel

IPESUP
enseignement privé supérieur
16-18 rue du Centre Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

CATASTROPHES

Plus de 1 400 morts dans des inondations en Chine

Les provinces de Hunan, Hubei, Jiangsu et Anhui, situées dans l'est de la Chine, sont en partie sous les eaux depuis plusieurs jours. En raison de pluies diluviennes et persistantes qui tombent depuis plusieurs semaines, le niveau du Yang-Tseu-Kiang (ou fleuve Bleu), l'énorme fleuve qui traverse la Chine sur une longueur de 3 500 kilomètres, du Tibet à Nan-kin et Shanghai, et celui de très nombreux autres cours d'eau et de lacs n'ont cessé de monter et leurs eaux ont envahi de très vastes surfaces de terres cultivables et d'innombrables villes et bourgades.

L'aide de Taiwan

Selon le bilan le plus récent, mais partiel et provisoire, on aurait dénombré 1 423 morts, plus de 15 000 blessés, des millions de sans abri. Dans certaines régions, 80 % des terres cultivées sont sous l'eau.

Des millions de personnes - militaires et civils - remplissent et entassent fébrilement des sacs de terre pour renforcer les digues et essayer ainsi de contenir les inondations. La pluie a cessé de tomber dans la journée du 14 juillet. Mais les responsables chinois estiment que les précipitations devraient s'arrêter pendant dix à vingt jours pour que le niveau des eaux revienne à la normale.

Même alors, la situation restera longtemps catastrophique en raison des pertes de produits agricoles, des dégâts importants aux terres cultivées, aux installations industrielles, grandes et petites, aux voies de communication et aux habitations. Déjà des pénuries alimentaires se font sentir. Et la situation sanitaire, souvent précaire en temps normal à cause de l'eau qui est rarement potable selon les critères des pays développés, risque de se détériorer par une pollution accrue et généralisée.

Le 11 juillet, le gouvernement de Pékin, à l'initiative de la prise du pouvoir par les communistes en 1949, a lancé un appel à l'aide internationale. Le premier ministre de Taiwan a annoncé dès le 12 juillet qu'il donnait à la Chine continentale 1 million de dollars et 10 000 tonnes de riz pour les victimes des inondations. Il a aussi demandé aux habitants de l'île de contribuer par leurs dons à l'aide aux sinistrés. (AFP, AP, Reuters).

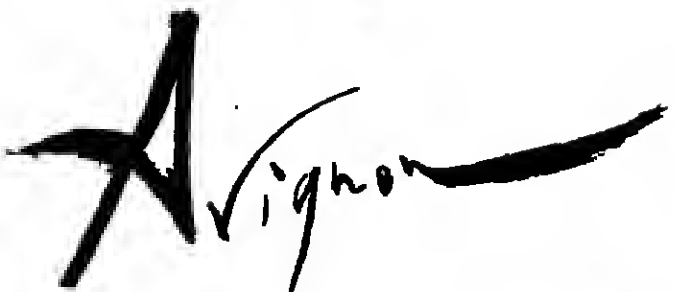
Nombreux départs de feux dans le Midi

Les services de défense contre l'incendie dans les départements méditerranéens ont connu, dimanche 14 juillet, leur première journée «chaude». La canicule et le mistral avaient, dès le matin, mis les pompiers en alerte. La préfecture du Var avait, pour la première fois cette saison, interdit les massifs forestiers des Maures, de l'Estérel et du Tanneron à la fréquentation des promeneurs.

Dans plusieurs communes des Bouches-du-Rhône, les traditionnels feux d'artifice du 14 juillet avaient été annulés. En dépit de ces précautions, les pompiers ont été appelés plus de quarante fois aux alentours de Marseille pour éteindre des feux de broussaille allumés le plus souvent par des organisateurs de feux d'artifice. La canicule de Sormiou a dû être évacuée, mais on ne déplore ni gros dégâts, ni blessés.

Des incendies, promptement maîtrisés, ont été également déclarés dans les départements du Var, du Vaucluse, de l'Hérault et de l'Aude. Près de Narbonne, le dimanche 9 a été coupée durant deux heures, ce qui a provoqué d'importants embouteillages.

LOTTO		SAMEDI 13 JUILLET 1991	
19885		20835	
1	6	26	36
37	38	17	
Chiffres de 0 à 9			
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5
6	7	8	9
0	1	2	3
4	5	6	7
8	9	0	1
2	3	4	5



de nos envoyés spéciaux

Peter Brook devant les énigmes

Le Festival accueille les dernières représentations de « la Tempête », de Shakespeare

Avant même que ne commencent les représentations, la Tempête de Peter Brook était un super-succès du Festival. Les spectateurs en masse ont retenu leurs places, et pourtant les représentations se donnent à 30 kilomètres d'Avignon, aux Taillades, dans une carrière qui avait été envisagée déjà pour le Mahabharata. L'espace est « lisse comme un avocat éviscé », dit Peter Brook, plus petit que celui de la Corbière Collet, enfermé entre des maisons anciennes et magnifiques qui semblent taillées directement dans la roche. Mais rien à voir avec les Bouffes du Nord, où le spectacle a été créé, et qui semblait l'espace idéal, pour l'ambiance, les nuances de la voix, le rythme général et celui des mouvements. Il est vrai que, depuis, la troupe a joué la Tempête un peu partout.

« Nous arrivons à la fin d'une courbe »

« Pour n'importe quelle production, explique Peter Brook, et quel que soit le lieu, nous devons faire face à des problèmes très concrets, détecter les obstacles et les contourner. Pour cette raison, nous ne nous arrêtons jamais de répéter, le jour même où le spectacle a lieu, nous devons adapter, modifier, pour un mur plus haut, un pilier de plus, des gradins disposés autrement. Toutes ces petites choses séparément ne font pas de différences apparentes, mais prises ensemble nous obligent à revoir le jeu, le rythme des déplacements, la façon de parler, plus doucement, ou avec davantage d'énergie. On donne des avant-premières - ici, il y en a eu une, plus une longue répétition de nuit, avec un peu de public - et, si les spectateurs ne reçoivent que les aspects positifs, pour les acteurs c'est toujours très pénible. Ils sont déséquilibrés, décalés. A chaque fois on se dit qu'on n'en sortira pas. C'est comme un tuyau bloqué, on se dit que l'eau est arrêtée pour toujours, et puis arrive le plombier qui dit : ça vient de là et là, et ça remarche. »

« Mais nous jouons la Tempête depuis un an, et nous arrêtons après le Festival. Pour plusieurs raisons : certains acteurs ne peuvent plus continuer, et les autres sont d'accord pour dire que ça suffit. Le spectacle est fatigant, usant. Surtout, nous arrivons à la fin d'une courbe. Je veux dire que, quand nous avons fondé le Centre il y a vingt ans avec Micheline Rozan, le but était clair : mettre sur pied une organisation qui passerait d'une période de pure recherche à une autre, que l'on appelle « création » - le mot me semble trop important pour la fabrication d'un spectacle. Depuis le Mahabharata, nous vivons une grande activité non stop. Il y a eu la version anglaise du spectacle, puis le film, puis le cycle Afrique du Sud, avec Woyze, Albert, que nous avons d'ailleurs repris. Nous avons organisé des stages, des choses de cet ordre très intéressantes, mais avec la Tempête nous avons l'impression d'être allés au bout d'une période de réalisation, il faut nous arrêter. »

« J'ai quitté ma chère Royal Shakespeare Company, où les conditions de travail sont idéales parce que c'est une institution, où, comme partout ailleurs, il faut produire et montrer ses productions non pas selon la loi naturelle, quand elles sont prêtes, mais quand l'institution en a besoin. Nous nous sommes installés aux Bouffes du Nord pour sortir de cet engrenage. A présent, nous entrons dans une nouvelle période de recherche, mais pas exactement comme prévu, sur l'Homme qui prenait sa femme pour un chapeau. »

Le livre donne un matériel de base à partir de quoi nous allons chercher comment faire vivre au théâtre des images qui ne sont pas classiques et ne sont pas non plus des images de la vie contemporaine telle qu'on la reçoit tous les jours à la télévision. Nous allons à la découverte d'une forme capable de parler directement, sans référence mythique, de l'être humain aujourd'hui, dans son comportement, et aussi dans son cerveau. C'est bizarre, il arrive qu'on entre dans une préoccupation, et on s'aperçoit que partout on s'y intéresse. Beaucoup d'essais viennent de paraître sur le monde de la neurologie.

« J'ai été attiré très concrètement vers ce monde, j'ai eu envie de me trouver à la fois devant la douleur avec ses manifestations extérieures, et d'explorer que soient les distorsions de la mémoire chez quelqu'un qui reconnaît sa femme à travers ses chaussures... Car derrière il y a un autre sujet, celui de la représentation. C'est-à-dire, du théâtre. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

« Les Taillades. Jusqu'au 31 juillet à 22 heures. Relâche les 21 et 28. »

« Pour n'importe quelle production, explique Peter Brook, et quel que soit le lieu, nous devons faire face à des problèmes très concrets, détecter les obstacles et les contourner. Pour cette raison, nous ne nous arrêtons jamais de répéter, le jour même où le spectacle a lieu, nous devons adapter, modifier, pour un mur plus haut, un pilier de plus, des gradins disposés autrement. Toutes ces petites choses séparément ne font pas de différences apparentes, mais prises ensemble nous obligent à revoir le jeu, le rythme des déplacements, la façon de parler, plus doucement, ou avec davantage d'énergie. On donne des avant-premières - ici, il y en a eu une, plus une longue répétition de nuit, avec un peu de public - et, si les spectateurs ne reçoivent que les aspects positifs, pour les acteurs c'est toujours très pénible. Ils sont déséquilibrés, décalés. A chaque fois on se dit qu'on n'en sortira pas. C'est comme un tuyau bloqué, on se dit que l'eau est arrêtée pour toujours, et puis arrive le plombier qui dit : ça vient de là et là, et ça remarche. »

« J'ai été attiré très concrètement vers ce monde, j'ai eu envie de me trouver à la fois devant la douleur avec ses manifestations extérieures, et d'explorer que soient les distorsions de la mémoire chez quelqu'un qui reconnaît sa femme à travers ses chaussures... Car derrière il y a un autre sujet, celui de la représentation. C'est-à-dire, du théâtre. »

« J'ai été attiré très concrètement vers ce monde, j'ai eu envie de me trouver à la fois devant la douleur avec ses manifestations extérieures, et d'explorer que soient les distorsions de la mémoire chez quelqu'un qui reconnaît sa femme à travers ses chaussures... Car derrière il y a un autre sujet, celui de la représentation. C'est-à-dire, du théâtre. »

« J'ai été attiré très concrètement vers ce monde, j'ai eu envie de me trouver à la fois devant la douleur avec ses manifestations extérieures, et d'explorer que soient les distorsions de la mémoire chez quelqu'un qui reconnaît sa femme à travers ses chaussures... Car derrière il y a un autre sujet, celui de la représentation. C'est-à-dire, du théâtre. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

« Les Taillades. Jusqu'au 31 juillet à 22 heures. Relâche les 21 et 28. »

Le paradis frôlé

Isabelle Pousseur en appelle à Strindberg et Adamov pour voyager au-delà de la conscience

Isabelle Pousseur explore les voix de l'imaginaire, le domaine humain de l'irrationnel, le rêve, les dérapages de la mémoire, les frontières de la conscience, les vertiges de l'au-delà. Elle le fait avec deux pièces - il devient décidément démodé de tout dire en une seule fois - : Si l'été revenait d'Adamov (le Monde du 2 février) et le Songe de Strindberg, qu'au Festival elle présente en premier. L'ordre chronologique s'impose. Strindberg éblouissant, dit-elle, le père spirituel d'Adamov, et les deux étant « des hommes blessés qui ont écrit la recherche d'une guérison, d'un soulagement tout au moins... et qui écrivent chacun leur Tempête... et nous laissent deux œuvres extrêmement biographiques, mais aussi, mais surtout, extrêmement ouvertes... »

Biographique, peut-être, le Songe. Certainement influencé par la proximité de la mort. Les personnages semblent naître d'une songerie

plutôt que d'un songe, et se croiser dans les limbes sans parvenir à se joindre. Strindberg emmène des intrigues ébauchées, comme des souvenirs qui s'effloient. Isabelle Pousseur les fait passer dans le très beau décor de Michel Boernmans - boiseries luisantes, porte blanche, baie qui donne sur des fleurs peintes géantes. Les cloisons s'écroulent, glissent, les répliques se lancent sans se répondre forcément, des figures évoquées par les mots interviennent concrètement, le texte paraît tronçonné. Isabelle Pousseur a choisi ce qui peut avoir trait à une nostalgie de paradis non pas perdu mais frôlé, qu'il s'agisse d'amour, d'ambition, ou de vanité.

Le spectacle se suit par la force des images, qui sont belles, qui rappellent le dandysme hautain d'un Lavoisier, l'intellectualisme d'un Mesguich, la force funèbre d'un Kantor. Comme modèles, ce n'est

pas si mal. Mais distiquer, recomposer de cette façon bien ardue cette pièce lyrique, en quelque sorte la défaire, et même la cache. On aurait besoin d'un engagement plus direct du metteur en scène. On se demande aussi pourquoi elle fait parler ses comédiens sur un ton emphatique, totalement artificiel, et qui fait un peu désuet.

La musique de Denis Pousseur, d'ailleurs impeccablement équilibrée avec les images, apporte la dimension manquante de mystère, et de temps en temps, l'émotion. Il en faudrait davantage, car le texte par lui-même, dans l'adaptation de Carl-Gustav Bjurström et André Mathieu, est assez naïf, trop en tout cas pour supporter un traitement aussi cérébral.

C. G. Gymnase Aubanel, à 21 h 30. Jusqu'au 17 juillet. Si l'été revenait : du 20 au 24 juillet, à 21 h 30.

CULTURE

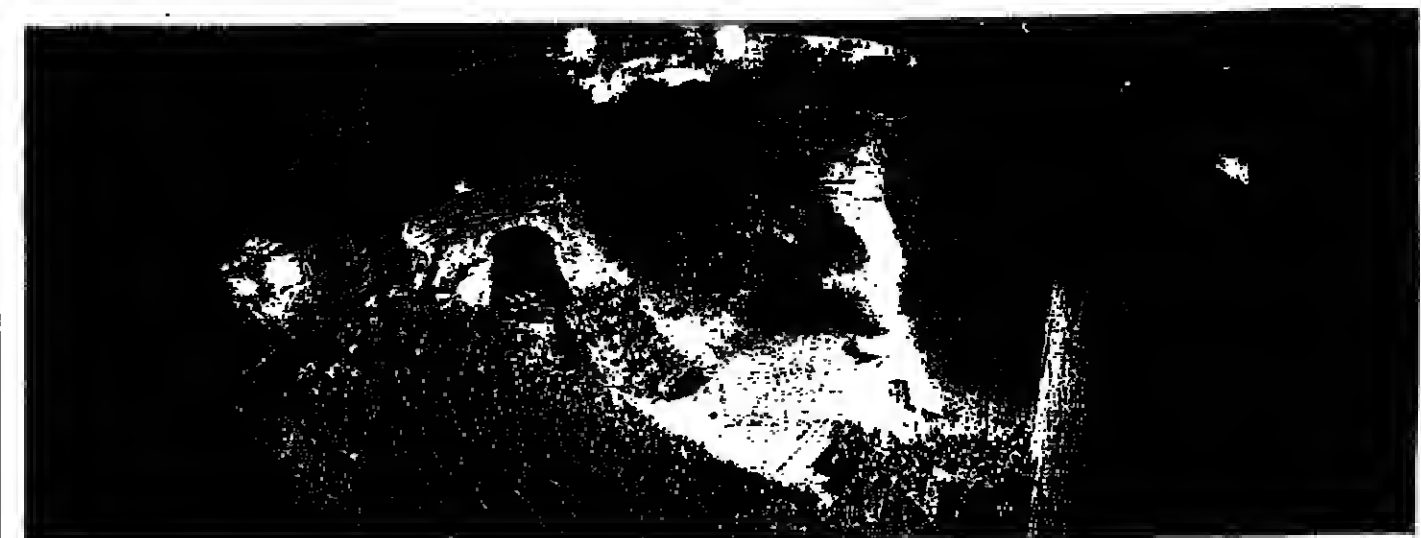


PHOTO : MARC ENQUERAND

C'est là, au fond de cette carrière entourée d'arbres, de nuit, de maisons lointaines, d'enchantement, c'est là que se donnent les dernières représentations du spectacle de Peter Brook, la Tempête. Qu'en adviendra-t-il lorsque Peter Brook l'aura quitté pour de nouvelles recherches ? Le Festival ne manque pas d'endroits fantastiques, où l'histoire - presque la légende - se mêle aux formes les plus modernes des arts. Comme le fameux Chartreux, où se donne, ce lundi, un concert en hommage à Michel Guy, et pour le quinzième anniversaire du Centre Acanthes. Parfois la beauté est dans les images, ainsi dans celles d'Isabelle Pousseur pour Strindberg. Parfois, la magie est dans les mots d'un poète, dans la voix et le corps d'un comédien. Ainsi la voix, toute la personne d'André Marcon, héritée par un texte de Valère Novarina.

La haute école de la musique vivante

Né de la volonté de Stockhausen et de Michel Guy le Centre Acanthes fête son quinzième anniversaire

Placé sous la direction de Pierre Boulez, l'Ensemble InterContemporain doit donner, le 15 juillet à la Chartreuse de Villeneuve, un concert, en hommage à Michel Guy, pour fêter les quinze ans du Centre Acanthes, créé par l'ancien ministre de la culture, et dont la direction fut confiée dès ses débuts à Claude Samuel, aujourd'hui directeur de la musique et des ensembles à Radio-France.

Acanthes, c'est l'université internationale d'été consacrée à l'étude et à l'interprétation de la musique contemporaine, une sorte de troisième cycle d'études complètes de grands conservatoires, dirigé chaque année par un compositeur vivant et ouvert à des stagiaires venus de pays et d'horizons divers. En quinze années, Acanthes, installé d'abord au Conservatoire Darius-Milhaud d'Aix-en-Provence, puis, en 1987, à la Chartreuse de Villeneuve, a reçu tous les compositeurs importants de l'après-guerre : Stockhausen - qui aurait voulu travailler sept étés de suite à Aix, proposition audacieuse qui ne trouva pas l'écho escompté auprès des tutelles - puis Iannis Xenakis, György Ligeti, Henri Dutilleul et Witold Lutoslawski, Maurice Kagel, Pierre Henry et Maurice Béjart, Luciano Berio, Georges Aperghis, Olivier Messiaen, Pierre Boulez, Luigi Nono, Toru Takemitsu et, cette année, Elliott Carter.

Après de ces maîtres, Acanthes a accueilli plusieurs centaines de stagiaires venus de plus de cinquante pays différents. Dans leur grande majorité, ce sont des musiciens professionnels : compositeurs, interprètes, musicologues et pédagogues qui s'inscrivent à ces stages sur simple demande et pour une somme modique (1 300 F). La plupart ont reçu des bourses de séjour et des bourses d'études. « Tous ceux qui le veulent ont presque toujours été admis sauf pour le stage de Pierre Boulez, se souvient Claude Samuel. Cette année-là, nous avons refusé deux demandes sur trois. »

Auteur de chaque compositeur sont constituées des équipes pédagogiques de premier ordre. La musique de Denis Pousseur, d'ailleurs impeccablement équilibrée avec les images, apporte la dimension manquante de mystère, et de temps en temps, l'émotion. Il en faudrait davantage, car le texte par lui-même, dans l'adaptation de Carl-Gustav Bjurström et André Mathieu, est assez naïf, trop en tout cas pour supporter un traitement aussi cérébral.

C. G. Gymnase Aubanel, à 21 h 30. Jusqu'au 17 juillet. Si l'été revenait : du 20 au 24 juillet, à 21 h 30.

découverte de la musique d'Elliott Carter se fera cet été en compagnie notamment de Sylvio Galda, un pilier d'Acanthes (percussion). S'il est presque de toutes les aventures « c'est parce que les percussionnistes, explique Claude Samuel, n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent que le répertoire du vingtième siècle. Les percussions, à Acanthes, sont un stage dans le stage. Cette année, par exemple, ils vont travailler dans l'œuvre de Carter sur une série de pièces pour timbales comme ils ont pu avant travailler sur les œuvres de Bartok, Varèse et Xenakis. »

« On en a fini avec les stars »

Au moment où le Festival d'Aix semble s'apprêter à un nouveau départ et à de nouvelles ambitions (le Monde du 12 juillet), le directeur du Centre Acanthes ne paraît pas regretter son dévouement : « Là-bas, nos concerts publics n'attirent que 50 personnes, ce qui est très peu pour la plupart et qui ne suivait pas le festival. Ici, on refuse du monde. Aix n'est pas un festival pour l'art de notre temps et, les productions lyriques étant tellement coûteuses, n'a pas un centime à consacrer à la musique vivante. »

Toutes les difficultés n'ont pourtant pas disparu. Elles sont de deux ordres, financier et artistique. L'avoir du Centre Acanthes, estime son

directeur, passe par un financement verrouillé. Ce n'est pas le cas. Le budget 1991 s'élève à 2,5 millions de francs, assumés à seulement 40 % par l'Etat qui, à la création, prenait 90 % de ce budget à sa charge. Ce désengagement n'a été comploté ni par l'appel à des mécènes - même si, par exemple, la Fondation Orsay pour la musique, présidée par Rolf Liebermann, lui apporte un soutien inconditionnel, ni par les collectivités locales, qui font beaucoup, ni par le soutien, constant depuis les premiers jours, de Radio-France, qui enregistre plusieurs concerts publics. Claude Samuel table donc cette année sur un déficit de 400 000 F. « Nous ne pourrions pas supporter un tel déficit deux années de suite. Il faudrait mieux arrêter les activités plutôt que d'être perpétuellement obligé de crier misère. » Une difficulté d'ordre artistique, plus facile à surmonter, ne saurait tarder à apparaître. « La singularité et le prestige d'Acanthes reposent sur le choix qui a présidé à sa création : l'invitation d'un maître reconnu chaque année, explique Cécile Gilly, en charge de la coordination pédagogique, qui cosigne un ouvrage consacré à Acanthes tout juste sorti des presses (1). Or on en a fini aujourd'hui avec les stars. Il nous faut donc inviter des compositeurs plus jeunes, de ce que j'appelle la génération sacrifiée - parce que les stars, justement, prenaient toute la place - ainsi que la nouvelle

génération, affranchie, elle, de l'ombre des grands. Il faudra donc complètement repenser la formule et inviter deux ou trois compositeurs chaque année, un seul n'ayant peut-être pas assez de numéros à son catalogue, et faire en sorte de les associer sur un projet musical commun. »

Claude Samuel espère pouvoir annoncer le ou les noms des compositeurs invités l'année prochaine avant la fin du stage 1991. Des pourparlers sont en cours avec György Kurtág qui serait associé avec Peter Eötvös.

OLIVIER SCHMITT

(1) Acanthes An XV. Compositeur, enregistreur, jouer la musique d'aujourd'hui, de Cécile Gilly et Claude Samuel. Editions - ou articles - avec Berio, Boulez, Carter, Dutilleul, Henry, Kagel, Ligeti, Lutoslawski, Messiaen, Nono, Stockhausen, Takemitsu et Xenakis. Editions Van de Velde avec le concours de la Sacem. 224 pages. 130 F.

► Concerts publics les 18 (Théâtre municipal d'Avignon), 20, 22, 23, 25, 27 et 30 juillet (Chartreuse de Villeneuve). Œuvres de Carter, Varèse, Stravinsky, Bartok, Berg, Holliger, Ives, etc., interprétées par le Quatuor Arditi et de nombreux solistes. Renseignements : Centre Acanthes, tél. : 90-25-67-75. Réservations : Festival d'Avignon, tél. : 90-86-24-43.

Criez, silence

Novarina est une rareté : un poète.

Et il a trouvé son interprète, André Marcon. C'est « l'Inquiétude »

« Quelqu'un entre. Qui est-il ? Si le soir tombe, reste avec moi. Et vous, qui êtes-vous, gens d'été ? Hier la France a connu un défilé. C'est tout pour aujourd'hui, le plateau a assez souffert. »

« Quelqu'un entre. Oh ça ? Il y a là juste une pierre, grosse un peu comme un taureau, grise, couchée par terre. Un peu plus loin derrière c'est le mur, les maçons ont dû le mettre debout valci au moins deux ou trois siècles, il a des trous, de petits cratères, comme ceux que font les canons des tanks, mais ce mur n'est pas « voulu », pas exprès, il était là c'est tout, non il ne faut voir que cette massive roche grise, qui reste couchée au nez des gens comme dans les forêts, les montagnes, ou la forêt éternelle, presque, ce qui frappe c'est qu'elle se tait, cette pierre, quand bien même elle dit tant de choses, mais quoi ? »

« Est-elle fâchée ? Nous fait-elle la tête ? Ou au contraire s'apaise-t-elle à demi, pas loin d'une béatitude ? Il faudrait savoir depuis quand elle s'est tue, pourquoi. A présent, là devant, ce n'est que cette pierre, ce mur là sans être là, le silence. Ah oui, enfin le silence ! Requiem tremblé de myriades de voix en elles, ou à peine qui s'étaient éveillées, ou tuées. Et quelqu'un entre. »

A mis un gros manteau dans ici qui n'est qu'une fournaise (tous en chemise nous sommes en cage), et c'est à se demander s'il faut jamais en croire ses yeux, ses souvenirs, ses comparaisons, parce que ce quelqu'un, mais alors là de toute évidence, il est o a o a o. Ange ici élu entre tous les anges. Ni acteur comme tout autre, ni citoyen comme tout autre, mais ange, mariage, innocence, - et sur quoi marche-t-il, se pose-t-il, on ne voit pas, et ses yeux sont des reflets de jour, et les paroles qui naissent, quelque part en avant de lui, c'est comme si lui-même ne les prononçait pas, comme si elles l'avaient traversé, comme s'il ne les avait pas lui-même entendues.

« J'avais tout à l'envers »

Et ces paroles, qui les aurait écrites ? Elles ont des trous d'air, des genoux qui flanchent, des pas de danse imaginaires comme ceux dont la tête a subi un choc par le bistouri ou par l'EDF, paroles qui ne s'imposent pas, qui ne « visent » pas, mais, c'est l'inverse, qui tombent comme une eau d'été et qui volent aussi vives que la poussière des champs, et qui s'en vont se perdre. « J'ai dû tout vivre par le trou gauche, j'avais tout à l'envers, j'inversais tous les mots et j'expirais tout dans l'ouïe sens. »

Ce qui nous tombe là s'appelle l'Inquiétude. L'ange du bleu, le oon-coupaile, qui laisse les voix le

traverser sans leur écorner un cil, c'est André Marcon. La roche grise qui, elle, retient toutes les voix et les transmue en silence, c'est l'éternité des plissements, hercyoniens ou autres, passons. Tous les animaux du monde qui se taisent, à l'exemple de la pierre, ils sont cachés tout autour, dans les bulles, sous courts mais feuillus (car les éléphants ont mangé les arbres). Pour les animaux l'homme est une rareté et surtout une déception, puisque, des éternités durant, il était resté muet, comme eux, muet ou presque. Et l'absence, le manque tout du huitième ou dixième jour, le créateur, c'est Valère Novarina, il est cette aberration d'être ce que l'on appelle un poète, il o y en a jamais plus d'un, du deux, à peine plus, par chaque temps qui ait jamais passé. Et certes pour faire un monde il faut de tout, et de beaucoup de rien, si bien qu'à côté d'un Novarina, cette aberration, tout le reste du jour (comme on dit tous les jours) est plus ou moins du machinal, de l'usuel.

« Pourquoi l'espace est-il en quatre ? Pourquoi le mort dit-on qu'il sort ? Pourquoi les bêtes dit-on qu'elles passent ? Pourquoi les hommes sont-ils en vrai ? Pourquoi entrer avant de partir ? ». Ecoute l'ange sans oser rien accrocher, au passage. Et Novarina, dans ses dents : « Au théâtre, on pourrait presque voir la naissance du monde. »

MICHEL COURNOT

► Pénitents blancs. Jusqu'au 17 juillet, à 21 h 30.

كتاب الأنجل

CULTURE

MUSIQUES

La fin d'une République

Depuis trois ans, une république de musiciens offrait son talent au public d'une cité qui l'avait adoptée. Elle vient de tomber

SARLAT

de notre envoyé spécial

Trois heures du matin, vendredi 12 juillet, place des Enfants, au pied de la cathédrale Saint-Sacerdos, debout, le public ovaïsme Alain Lombard, l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine et l'équipe de solistes qui viennent de participer aux troisièmes et vraisemblablement dernières Muses de Sarlat. Des « l'année prochaine » fissent des gradins, quelques spectateurs envahissent la scène et adressent une supplique au patron de l'ONBA : « Nous allons faire des pétitions pour que vous reveniez ».

Depuis quelques jours, les colonnes de notre confrère Sud-Ouest se font l'écho d'une polémique qui oppose Alain Lombard et M. Bioulac, le président socialiste du conseil général de la Dordogne, polémique que le talentueux directeur artistique du Festival du Périgord noir, prenant l'habit d'insouciant (le personnage d'Uderno qui veut être califié à la place du café) n'a pas apaisé lorsqu'il a offert ses services, par voie de presse, pour remplacer Lombard dès l'année prochaine, à la direction d'un festival nouvelle manière, moins coûteux et tout aussi attrayant.

Un festival Verdi à Bordeaux

La querelle remonte au mois de décembre dernier. M. Bioulac se fait plus que tirer l'oreille pour voter les 300 000 F de subventions nécessaires au fonctionnement du Festival (1), tout en refusant de considérer que les concerts que l'ONBA donne à Sarlat (ville dont le nouveau maire, M. de Peretti est

RPR) le sont au titre de la décentralisation. Aujourd'hui, il se dit prêt à débiter cet argent, affirme ne jamais avoir eu l'intention de ne plus le donner, mais prétend qu'Alain Lombard avait déjà décidé de quitter Sarlat pour lancer un festival Verdi à Bordeaux. Refusant, d'être (en substance) sinon par les mots) traité de menteur, refusant d'être un enjeu ou une caution, Alain Lombard a donc, jusqu'à nouvel ordre, décidé de ne pas revenir à Sarlat en juillet prochain. Il l'a fait savoir. Le public sarladais clame haut et fort qu'il est furieux d'être manipulé sur fond d'élection régionale.

L'histoire de ce festival original vaut d'être contée. Peu après avoir été nommé directeur musical de l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine (ONBA), il y a presque trois ans, Alain Lombard, désireux de prolonger sa saison bordelaise par une dizaine de jours de concerts d'été, cherche une ville de la région Aquitaine susceptible d'accueillir ses musiciens et quelques solistes. Il choisit Sarlat : la sévère beauté des façades de pierre jaune de cette ville de Dordogne, une municipalité accueillante (à l'époque, communiste), un centre culturel de sept cents places, une chapelle-musée et un lieu aménagé pour donner des concerts en plein air avaient de ces charmes auxquels on ne se résiste pas. Lombard souhaite mettre en place une manifestation d'un type nouveau, qui associerait musique de chambre et répertoire symphonique, concerts sérieux et plages de détente, qui donnerait la possibilité à son orchestre, à ses chefs de pupitres de se retrouver autour de grands solistes en résidence pour faire de la musique dans les meilleures condi-

tions possibles. Il veut créer une république de musiciens où tous les artistes naitraient à la musique égaux en droits et en devoirs. Trois ans plus tard, la réussite des Muses de Sarlat se mesure à la présence assidue d'un public local - nombreux et enthousiaste - aux trois concerts quotidiens (vingt-sept, au total) qui leur sont proposés à un prix défiant toute concurrence (de 350 F à 500 F l'abonnement complet), à la mine réjouie des musiciens d'un orchestre pourtant soumis à un rude travail et à une discipline ferme et courtoise. Elle se mesure enfin à la confiance et à la reconnaissance de solistes pour lesquels ce rendez-vous annuel est devenu une amphiéthane.

Un bon tyran grec

Pour venir à Sarlat, les violonistes Olivier Charlier, Patrice Fontana, Régis Pasquier et Gérard Poulet, la harpiste Marielle Nordmann, l'altiste Bruno Pasquier, le ténor Jean-Luc Viala, le violoncelliste Roland Pidoux, les pianistes François-René Duchâble, Brigitte Engerer et Jean-Claude Pennerier (nouveau venu, cette année) refusent tout ce qui leur est proposé ailleurs, à quel prix que ce soit (ils perçoivent pour neuf jours un cachet égal à ce qu'ils touchent ailleurs pour un ou deux concerts).

Dans la république sarladaise, il n'y a pas de musiciens plus égaux que d'autres. Sauf Lombard, bien sûr, qui gouverne « ces » musiciens-citoyens avec l'autorité, l'esprit de justice, la stature d'un bon tyran grec. Le vedettariat est inconnu à Sarlat, mais qu'il nous soit tout de

même permis de distinguer l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine. Cette formation, hier encore stérile, vole dorénavant de succès en succès (2). A tel point qu'elle joue maintenant en première division et que d'ici peu, elle pourra entrer dans la compétition internationale. Des chefs de pupitres, des musiciens d'orchestre aussi réputés que Jusufi, Cazaux, Dauparil, Doukan, Adamopoulos, Péclard, Capozzali, Lamotte n'ont pas hésité à quitter leur « grande » formation parisienne pour vivre l'aventure bordelaise. Le flûtiste Jacques Zoua se partage dorénavant entre l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam et celui de Lombard, et quatre fantastiques musiciens soviétiques issus de la prestigieuse Philharmonie de Leningrad ont choisi Bordeaux.

Admiratif, joyeux, nous avons assisté à chacun des concerts donnés à Sarlat pendant trois jours (une mention pour une *Symphonie inachevée* de Schubert sublime par sa simplicité d'allure, sa vraie profondeur musicale, la beauté du jeu d'ensemble). Un transfuge parisien nous a donné une des clés de cette réussite enviable : « Lombard a rendu leur dignité aux musiciens de Bordeaux ».

ALAIN LOMPECH

(1) Très attaché au festival, la municipalité de Sarlat apporte les 300 000 F complémentaires, Bordeaux « offre » l'ONBA et le chef qui ne reçoit pas de cachet supplémentaire pour leurs prestations, financées sur le budget général de l'orchestre.

(2) En 1987, l'ONBA a donné quarante-cinq concerts à Bordeaux et en région, devant trente-cinq mille auditeurs. En 1990, il en a donné cent dix-neuf (dont treize à l'étranger) devant cent vingt-trois mille auditeurs.

14 juillet à Central Park

Suite de la première page

A chaque fois la communauté new-yorkaise concentrée, maghrébine ou africaine, n'a pas eu de mal à entraîner le reste de la foule.

Le concert de Central Park était la première manifestation publique organisée par le FMO depuis sa fondation en juillet 1990. Co-présidé par Jean-François Michel (qui dirige également la Fondation pour la création musicale) et Bob Krasnow (président d'Elektra), soutenu par le ministère de la culture et les sociétés professionnelles françaises, le FMO existe pour donner corps à un vieux fantasme de l'industrie musicale française : exporter vers les Etats-Unis.

L'exemple des Gipsy Kings, ceux, plus modestes, des Négresses vertes ou de la Mano Negra, montrent que l'on peut passer du rêve à la réalité. Aujourd'hui, Columbia (filiale de Sony Music) prépare activement la sortie de l'album de Patricia Kaas, que *Time* (édition américaine) présentait récemment comme une nouvelle Edith Piaf. Les Américains devraient aussi découvrir bientôt Jean-Jacques Goldman et Vanessa Paradis. Les filiales françaises des multinationales, qui se trouvent dans la position curieuse où

il leur faut convaincre les maisons usées d'importer ce qu'elles produisent déjà (de la musique populaire), rencontrent aujourd'hui une écoute plus attentive. Dans ce cadre, le FMO joue un rôle de consultant, mettant en contact, par exemple, maisons de disques et professeurs de français, familiarisant les responsables de la promotion des artistes français avec les us et coutumes du *show business* international. Pour l'instant, la tâche demeure immense : on compte sur les doigts de la main les disques produits en France que les multinationales se donnent la peine de presser aux Etats-Unis ; le reste n'est disponible qu'en importation, en général dans les grands centres urbains.

L'effet d'exotisme

C'est pourquoi le FMO fait feu de tout bois. Son directeur, Christian Dalbavie, a aidé Express, une chaîne de magasins de vêtements qui tient à diffuser des chansons françaises en fond sonore, à réaliser une cassette réunissant plusieurs artistes français qui est maintenant vendue dans les magasins de la chaîne. En matière de musique, l'effet d'exotisme joue en faveur des Français. Les Gipsy

Kings ou Patricia Kaas, qui sont plutôt lola de jouer des faveurs de la critique en France, changent de statut une fois l'Atlantique traversé.

Le phénomène joue aussi en faveur des Négresses vertes, qui marquent constamment leurs différences ethniques ou culturelles, à l'inverse d'autres groupes de rock, qui veulent concurrencer les Américains sur leur terrain en espérant suivre les traces des Néerlandais anglophones d'Urban Dance Squad, pour l'instant le seul groupe de rock d'Europe continentale à avoir dépassé le stade d'estime en vendant quelques centaines de milliers d'exemplaires de leur premier album aux Etats-Unis.

Lucas Fox, d'EMA, qui a organisé aux Etats-Unis la série de concerts qui s'est terminée à Central Park (Cheb Khaled et Mory Kanté avaient joué à Los Angeles et à San Francisco avec le groupe tzigane Bratsch), est optimiste sur les chances des artistes français. Britannique, musicien de formation, il

croit retrouver dans la scène parisienne la vitalité qui a abouti à la première explosion anglaise, au début des années 60 : « Avant les Beatles, les Américains traitaient les Anglais comme ils traitent les Espagnols aujourd'hui, mais les conditions du changement sont réunies ».

En même temps que les artistes du 14 juillet, les Gipsy Kings, FFF, Babylon Fighters et les rappers de Supreme NTM étaient à New-York pour jouer dans le cadre du New Music Seminar, l'une des deux grandes conventions professionnelles de l'année. Depuis trois ans, les groupes français viennent au NMS jouer dans les clubs de New-York dans l'espoir d'obtenir l'attention des professionnels. Même si les résultats se font attendre, ils savent au moins montrer la voie aux autres Européens : cette année, les Espagnols ont loué le Palladium, l'une des plus grandes discothèques de la ville, pour présenter quatre groupes.

THOMAS SOTINEL

Recontres cinématographiques à Prades. - Pour leur trentième édition, les Rencontres internationales cinématographiques de Prades présentent vingt longs métrages dont quelques uns des meilleurs films d'antenne sortis cette année (*Souvenirs de la maison jaune*, de Monteiro, *Dor's Kingdom*, de Kramer, *La Cité des douleurs*, de Hou Hsiao-hsien, *J'ai*

engagé un tueur, de Kaurismäki) et de nombreux inédits. Elles rendront également hommage à David Lean, avec la présentation de la plupart des œuvres du réalisateur de *L'ennemi d'Arabie* et du *Font de la rivière Kwai*. Du 18 au 24 juillet. Tél. : 68-96-43-32.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lacombe, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gail
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Thomas Ferec
Philippe Harcourt
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
André Fontaine (1991-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-25-26
Télécopieur : 40-55-25-99
ADMINISTRATIF
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-23
Télécopieur : 40-55-30-10

Mort de Traugott König traducteur de Sartre en Allemagne

Traugott König est mort des suites d'un cancer, dans une clinique de Heidelberg, le 8 juillet 1991, à l'âge de cinquante-six ans. On lui devait notamment la traduction de la *Critique de la raison dialectique*, et de *l'Idiot de la famille* de Sartre. Il était responsable chez Rowohlt de la publication des œuvres complètes du philosophe français (vingt-sept volumes parus depuis 1978, en collection de poche).

L'Allemagne est ainsi le seul pays à éditer les œuvres complètes de Sartre. Il avait pu terminer sa nouvelle traduction de *l'Être et le Néant*, mais sa disparition prématurée muscra des craintes pour la suite de l'édition, dont il avait pris l'initiative et qu'il supportait, seul, grâce à des compétences uniques. En 1987, il avait organisé, à Francfort, un congrès international sur Sartre, dont le retentissement fut très important.

Excellent connaisseur de la pensée et de la littérature françaises,

Traugott König avait aussi traduit des œuvres de Georges Bataille, Roland Barthes, Alexandre Kojève, Jean Hyppolite, Claude Lévi-Strauss, André Gide, Paul Nizan, Gustave Flaubert, Jorge Semprun. Il dirigeait, à l'université de Francfort, un séminaire de traduction, d'où sortit notamment la publication en allemand du *Voyage en Grande Garbagnone* d'Henri Michaux.

Né en Basse-Silésie, il avait quitté l'Allemagne de l'Est vers la fin des années 50. Il avait obtenu la collaboration de Sartre pour ses traductions de la *Critique* et du *Flaubert*, de telle sorte que les volumes allemands de ses œuvres font autorité pour l'établissement du texte dans leur langue d'origine. Traugott König avait été distingué en 1988 par le prix J. H. Voss de l'Académie allemande de langue et de littérature.

MICHEL CONTAT

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

9 au 19 juillet Musée Lapidaire

La Parole Errante

Armand Gatti Ces empereurs aux ombrelles trouvées

Seine Saint-Denis Conseil Général

JEAN VAUTRIN

quatre romans en un seul volume



852 p. 150 F

Vautrin écrit noir. Black sur black ce que les autres refusent de voir, refusent d'écrire. Le monde tel qu'il est pour qui ose traverser la forêt. Pour qui ose défier les tours menaçantes qui s'y dressent, sonder les parkings, les caves bétonnées, les sous-sols humides du désespoir. Pour qui ose chercher en poète Béatrice made in France. C'est-à-dire la réalité contemporaine.

La littérature moderne, c'est ça.

Gérard Mordillot

FAYARD

Le renforcement des moyens des groupes publics

**L'augmentation de capital d'Usinor sera
entièrement souscrite par le Crédit lyonnais**

Je suis en tout cas heureux pour les deux entreprises que cette opération se produise maintenant. Les nouvelles règles de surveillance des risques que le Banque des règlements internationaux élabore sur les taux, les changes... et les grands risques pourraient bien forcer les services du ministère des finances à un nouveau surcroît d'imagination.

YVES MAMOU

Ce montage, qui attend l'approbation des partenaires sociaux, a plusieurs avantages. Pour le Crédit lyonnais, les titres Usinor intégreront directement ses fonds propres. Les grandes banques internationales doivent satisfaire aux exigences du ratio Cooke. Cette règle, née des accords de Bâle, exige que chaque établisse-

Valeur symbolique

Pour Usinor Saclier l'avantage est triple. Cet apport d'argent frais est d'abord opportun dans une conjoncture où la fermeté du dollar se caractérise par des niveaux de prix et des volumes bas et s'accompagne de restructurations importantes (Usinor Saclier a annoncé le mois dernier la fermeture de dix divisions de ses activités minières et l'arrêt d'un de ses sites de production de fonte). Le numéro deux mondial de l'acier (95 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987, 3,7 milliards de francs de résultat net) a aussi mis le holà à une vigoureuse politique de croissance externe. Mais le groupe dirigé par M. Mer a décidé de maintenir le rythme de ses investissements industriels : 10 milliards de francs par an environ, de formation

L'entrée du Crédit lyonnais dans le capital du sidérurgiste, parce qu'elle intervient dans une période de cycle bas pour les grands sidérurgiques, a également une haute portée symbolique. Le Crédit lyonnais, établissement bancaire public mais au comportement en affaires plutôt agressif, ne doute visiblement pas de la capacité du groupe à franchir, sans trop de dommages, cette période de marasme. Le groupe industriel public espère ainsi convaincre Bruxelles qu'Usinor Sidor est devenue une entreprise comme les autres, c'est-à-dire un sidérurgiste fonctionnant sans aide de l'Etat.

En augmentant les fonds propres du groupe (29,2 milliards de francs au 1^{er} janvier 1991), l'opération devrait permettre, enfin, à Usinor Sacilor de réduire son ratio d'endettement qui, après trois années régulières de décroissance, avait connu une nouvelle remontée en 1990 en raison de nombreuses acquisitions.

C. M. et Y. M.

**« Il est temps d'envisager
l'édification d'une Europe contractuelle »
nous déclare M. Francois Perigot**

« Le récent conseil européen de Luxembourg s'est achevé en renvoyant toutes les décisions à décembre. Êtes-vous inquiet de la lenteur du processus européen ? »

- Tout ce qui retarde l'avancée de l'union économique et monétaire m'inquiète. Les réflexions sur l'Europe de la défense ou les grands projets d'élargissement risquent de nous faire perdre de vue la construction à Douze, déjà très difficile. J'ai donc toujours peur d'une « fuite en avant ». Notre premier souci doit être la progression pas à pas vers l'objectif de 1993 et vers l'Europe monétaire.

- Mais l'Europe politique et celle de la sécurité ne doivent-

Les entreprises françaises restent, elles, pleinement engagées en faveur de l'Europe. Les crispations de certaines d'entre elles, observées il y a trente ans lors des débuts de l'Europe, ont totalement disparu. Toutes ont compris qu'elles ont là une occasion historique de se donner un marché considérable et prospère. Si nous savons, de surcroît, exploiter et valoriser notre matière grise, il y a là un moyen de retrouver l'avance technologique que nous avons perdue par rapport à certains pays.

Propos recueillis par
ÉRIC LE BOUCHER
et **MICHEL NOBLECOURT**
Lire la suite page 16

Le total des avoirs étrangers aux Etats-Unis s'est élevé à 2 240 milliards de dollars en 1990, selon le département du commerce américain. Ce montant est en hausse de 1,3 %. Dans l'autre sens, le montant des avoirs américains à l'étranger est évalué à 1 880 milliards de dollars, en baisse de 3,3 %. Ces statistiques résultent d'une nouvelle méthode de calcul qui prend en compte le cours de Bourse et les valeurs de remplacement des actifs, et non plus seulement leurs prix d'acquisition.

Ces chiffres recouvrent les investissements « directs » dans les entreprises (plus de 10 % du capital), d'une part, et les investissements de portefeuille (sur les marchés financiers, d'autre part. En ce qui concerne les investissements directs, la Grande-Bretagne reste le pays le plus implanté aux Etats-Unis en y possédant 108 milliards de dollars (+2,4 %). Le Japon vient derrière avec une hausse spectaculaire de 24 %, à 83,5 milliards de dollars.

mois. A compter du 1^{er} juillet, le SMIC est porté à 1 083,53 francs par semaine en Guyane, Guadeloupe et Martinique et à 1 055,598 francs par semaine dans le département de la Réunion.

■ **Gel des terres :** dépôt des dossiers avant le 31 juillet et le 15 décembre. - Les agriculteurs candidats à la mise en jachère de 15 % de leurs superficies consacrées en 1991 aux céréales et aux oléoprotéagineux doivent remettre deux dates importantes pour le dépôt de leur dossier : le 31 juillet et le 15 décembre. En effet, la procédure d'indemnisation du gel volontaire des terres se décompose en deux phases obligatoires. Dans un premier temps, les agriculteurs doivent déposer, avant le 31 juillet prochain, leur déclaration du plan d'assolement de la récolte 1991. Cette déclaration servira à déterminer la base de l'engagement de l'agriculteur pour la seconde phase. Celle-ci fait obligation - avant le 15 décembre - à chaque agriculteur de déclarer son plan d'assolement de la récolte 1992 en déterminant les terres mises en jachère.

□ **Poursuite de la grève des agents de manœuvre SNCF à Boulogne.** — La grévilite se poursuit entre la SNCF et une quinzaine d'agents de manœuvre CGT qui paralysent, puis libèrent régulièrement les voies, à Boulogne et à Calais, pour obtenir les mêmes avantages que leurs camarades de Marseille, soit une prime de 3 000 francs répartie sur 1991, soit, ainsi qu'une prime de 300 francs par mois pendant la durée de la grève. Leur revendication principale porte sur l'attribution d'une prime « de panier » de 25 francs par jour. A chacune de ces incursions sur les voies ferrées, les voyageurs sont contraints d'emprunter des cars de remplacement et le trafic enregistre des retards d'une à deux heures.

□ Le SMIC horaire à 32,66 francs. — Après la décision de revaloriser de 2,3 % le SMIC adoptée lors du conseil des ministres du 26 juin, le taux horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance est porté désormais de 31,94 francs à 32,66 francs depuis le 1^{er} juillet. En métropole, le SMIC brut atteint désormais 5 519,54 francs par

- INFORMATION

6/8 rue de Lota - 75116

**LISTE DES ADMIS
A L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
CONCOURS D'ENTREE PREPAS h.e.c. - 1991 -**

(par ordre de classement)

[illegible]

La banque du maillot jaune Maillot jaune des banques



Pour la deuxième année consécutive,
les décideurs financiers d'entreprises* décernent
le Maillot jaune des banques au Crédit Lyonnais.

■ Victoire au classement général des banques !

■ Victoire aux deux classements intermédiaires !

- leader comme banque commerciale
- leader comme banque d'affaires

■ Six victoires d'étapes sur dix !

- Banque leader pour son efficacité en matière de financement
- Banque leader pour les placements de trésorerie
- Banque leader pour les services de sa salle des marchés
- Banque leader pour sa communication sur ses produits et services
- Banque leader pour accompagner les entreprises dans leur stratégie européenne
- Banque leader comme actionnaire préféré

et toujours aux places d'honneur pour les autres étapes.

C'est la confiance de notre clientèle
qui stimule notre volonté de faire toujours la course en tête.

* Enquête réalisée par Option Finance auprès de 200 décideurs financiers de grandes entreprises françaises en Juin 1991



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI.



ÉCONOMIE

Un entretien avec le président du CNPF

Suite de la page 13

« L'Europe s'est faite sur un modèle d'organisation économique et sociale mêlant solidarité et compétitivité, modèle auquel nous sommes attachés, qui coûte cher mais que l'Europe doit nous aider à maintenir. »

— Partagez-vous les analyses de M. Jacques Calvet sur la nécessité d'être protectionnistes face aux Japonais ?

— M. Calvet connaît les avantages que Peugeot SA tire de l'intégration européenne. Mais il appartient à un secteur vulnérable. Quand il dit que l'Europe doit se faire respecter et avoir une politique extérieure exigeante, il a raison. L'Europe est la zone la plus ouverte de la planète. Tant qu'une politique concertée avec les entreprises — c'est encore rarement le cas — n'aura pas été mise au point, nous risquons d'aggraver nos fragilités. N'inversons pas la logique en ouvrant notre marché avant même de l'avoir achevé. C'est particulièrement le cas dans des secteurs comme l'automobile, l'électronique ou le textile. Nous ne progresserons certes que par la concurrence et donc l'ouverture. Mais, aujourd'hui, n'ouvrons pas imprudemment nos frontières à des concurrents qui, comme le Japon, ne font pas de même pour les leurs.

— Que pensez-vous du modèle social japonais ?

— C'est un modèle culturel qui a favorisé une compétitivité formidable dans beaucoup de domaines. Mais je ne pense pas que le Japon puisse poursuivre dans cette voie

sans changer. Progressivement, il s'ouvrira aux influences occidentales. Un jour, il nous ressemblera.

— M. Cresson souhaite une politique industrielle européenne. Partagez-vous cette idée ?

— L'important est de créer un cadre économique, fiscal et juridique qui permette aux entreprises de croître et de s'allier entre elles. Que des alliances soient décidées par un monsieur qui, dans un ministère, au nom d'une politique industrielle, délirait a priori la structure d'une industrie, c'est grave et même dangereux.

« Un dialogue social européen »

— Les industriels de l'automobile réclament à Bruxelles des aides à la restructuration. Qu'en pensez-vous ?

— Que la Communauté se préoccupe de l'avenir des industries européennes pour éviter notamment des drames sociaux, c'est indéniable. Mais, plus largement, cette question renvoie à celle de l'Europe sociale. Pendant très longtemps, la réflexion sur ce sujet a été ignorée parce que, pour certains, l'Europe sociale signifiait un nouveau partage : on envisageait la répartition des bénéfices de 1993 avant même de les avoir gagnés. Que les pays les plus en retard rattrapent le peloton de tête, ce serait déjà bien.

— Sans que les plus avancés reculent ?

— Ils ne doivent pas reculer.

Sans doute faut-il revoir les financements de certaines protections sociales, mais on ne peut pas imaginer de construire l'Europe économique sur le recule de l'Europe sociale. C'est le contraire que nous voulons.

« Aujourd'hui, cette conception erronée de l'Europe sociale est dépassée. Il est temps d'envisager l'édification d'une « Europe contractuelle ». A travers le rapport Hadas-Lebel sur l'union politique européenne, nous proposons de traiter certains problèmes sociaux qui aujourd'hui relèvent des instances communautaires par des négociations entre patronat et syndicats. A ce titre, nous proposons d'appliquer un principe de « subsidiarité horizontale ». Concrètement, patronats et syndicats détermineront avec la Commission européenne les sujets possibles de négociation. Si ensuite l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) et la Confédération européenne des syndicats (CES) arrivent à s'entendre, la Commission procédera par avance l'engagement de respecter l'accord dans les projets de directives. Si nous nous séparons sur un échec, la Commission retrouvera toutes ses prérogatives. Cette conception de la politique contractuelle que l'on trouve en France peut s'appliquer à l'échelle européenne. »

— Par quels domaines commencer ?

— Par la formation par exemple.

— Avec quels partenaires négocier ?

— Nous ne sommes qu'au début de ce processus. Il faut donc s'organiser. Il serait prématuré de dire qu'il existe une identité de vues entre patronat et syndicats sur la négociation. Certains ont des difficultés à s'engager, même si tout le monde reconnaît l'utilité d'un dialogue social européen.

— Mais vous êtes un peu

seul au sein de l'UNICE à défendre cette position ?

— Il n'y a peut-être pas encore autant de détermination que celle qui pousse l'ensemble des patrons à s'insurger contre l'idée dépassée de comités d'entreprise européens. Mais tout le monde a compris la nécessité d'avoir une attitude ouverte par rapport au dialogue social. La dernière prise de position de l'UNICE ne dit pas



qu'on va s'organiser pour négocier dès demain matin. Mais toutes les organisations ont souscrit à une déclaration qui se fixe comme objectif de s'engager dans cette voie de la négociation. L'organisation professionnelle doit défendre l'intérêt de ses adhérents, elle doit aussi, quelquefois, être en avance sur les évolutions.

— Finalement, il n'y a plus que la négociation au niveau national qui va être désertée. Maintenant, on va négocier au niveau européen et ensuite dans les entreprises...

— Non, il restera encore, subsidiarité oblige, des sujets où les partenaires négocieront ensemble au niveau de leur pays. Les négociations au niveau européen, lorsqu'elles s'organiseront, ne sau-

raient vider de leur substance les négociations nationales, qu'elles soient interprofessionnelles ou de branche : il y a toute une évolution qui doit se produire, mais ce sera long. L'important, c'est que tout ce qui touche les acteurs économiques et sociaux soit réglé par la voie de la négociation plutôt que par une réglementation qui risque d'être complètement déconnectée de la réalité.

— Plutôt du contractuel que des directives ?

— Plutôt de l'évolution ! Je pense que l'Europe nous aidera à prendre conscience de notre manque de compétitivité globale. Grâce à elle, nous devons remettre en cause un certain nombre de pesanteurs historiques, sociologiques et culturelles qui nous interdisent encore aujourd'hui de toucher à notre système éducatif ou d'aménager nos régimes de retraite. L'Europe peut aider la France à être une nation plus performante.

— Dans le rapport Hadas-Lebel, vous parlez de mieux associer les entreprises à la construction européenne. Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ? On a l'impression que le lobbying des grandes entreprises est déjà très actif à Bruxelles.

— On parle toujours du lobbying à Bruxelles, cela prouve qu'il y a un déficit en matière de concertation. En dehors du Comité économique et social, il n'y a pas beaucoup d'instances dans lesquelles les entreprises soient vraiment parties prenantes. Il faut que l'entreprise soit mieux associée au processus de décision communautaire. Mais il faut aussi que les entreprises fassent un effort pour déterminer des positions communes plus tranchées, plus claires, plus fortes. Le jour où nous nous sommes mis d'accord sur le principe de la « négociation », nous nous sommes immédiatement fait entendre. Dès lors que nous sommes capables d'exprimer un point de vue européen des entreprises, il nous faut prendre les moyens de le faire connaître.

« Une conception exigeante de la Communauté »

— Pourquoi le patronat européen n'existe-t-il pas ?

— Les patrons européens ne seront vraiment entendus que le jour où ils auront donné à leur organisation la capacité de les « cogérer » totalement. Elle sera alors conduite à prendre des positions plus fortes et impératives qu'on ne pourra pas se contenter d'écouter poliment.

— Quand demain les PME en France se soulèveront contre les « eurocrates », elles mettront au centre les fonctionnaires européens mais aussi vous,

*puisque vous négociez en leur nom sans les représenter...

— Le CNPF représente les PME à travers ses fédérations et ses unions patronales. Si nous arrivons à dégager des positions communes entre les PME et les grandes entreprises au niveau national, pourquoi n'y arriverait-on pas au niveau européen ? Mais il faut que nous réfléchissions à nos structures de représentation et de concertation au niveau européen. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions prétendre à être vraiment consultés.

— Dans cette perspective, quelle est votre priorité ?

— A l'échéance du 1^{er} janvier 1993, nous devons être sûrs qu'un maximum de problèmes seront réglés et que nos entreprises pourront acquiescer à une véritable dimension européenne. Il faut assurer l'irréversibilité de cette construction européenne et donc lui donner un contenu politique.

— La priorité, c'est celle de la monnaie. Unique ? Commune ? Je n'entre pas dans ce débat, car si la monnaie européenne est commune, elle deviendra unique. Il faut qu'on se donne une discipline monétaire plus contraignante que celle du SME. Au delà, il faudra se diriger, avec les étapes prévues, vers une monnaie européenne. Si nous laissons le grand marché en l'état, si nous n'harmonisons pas les politiques économiques des Douze, je ne vois pas très bien comment ce grand « marché » pourra fonctionner comme un marché. Accepter l'idée de l'intégration monétaire, c'est accepter aussi des limitations de souveraineté des Etats.

— Comment vous situez-vous dans le débat sur l'ouverture de la Communauté aux pays de l'Europe de l'Est ?

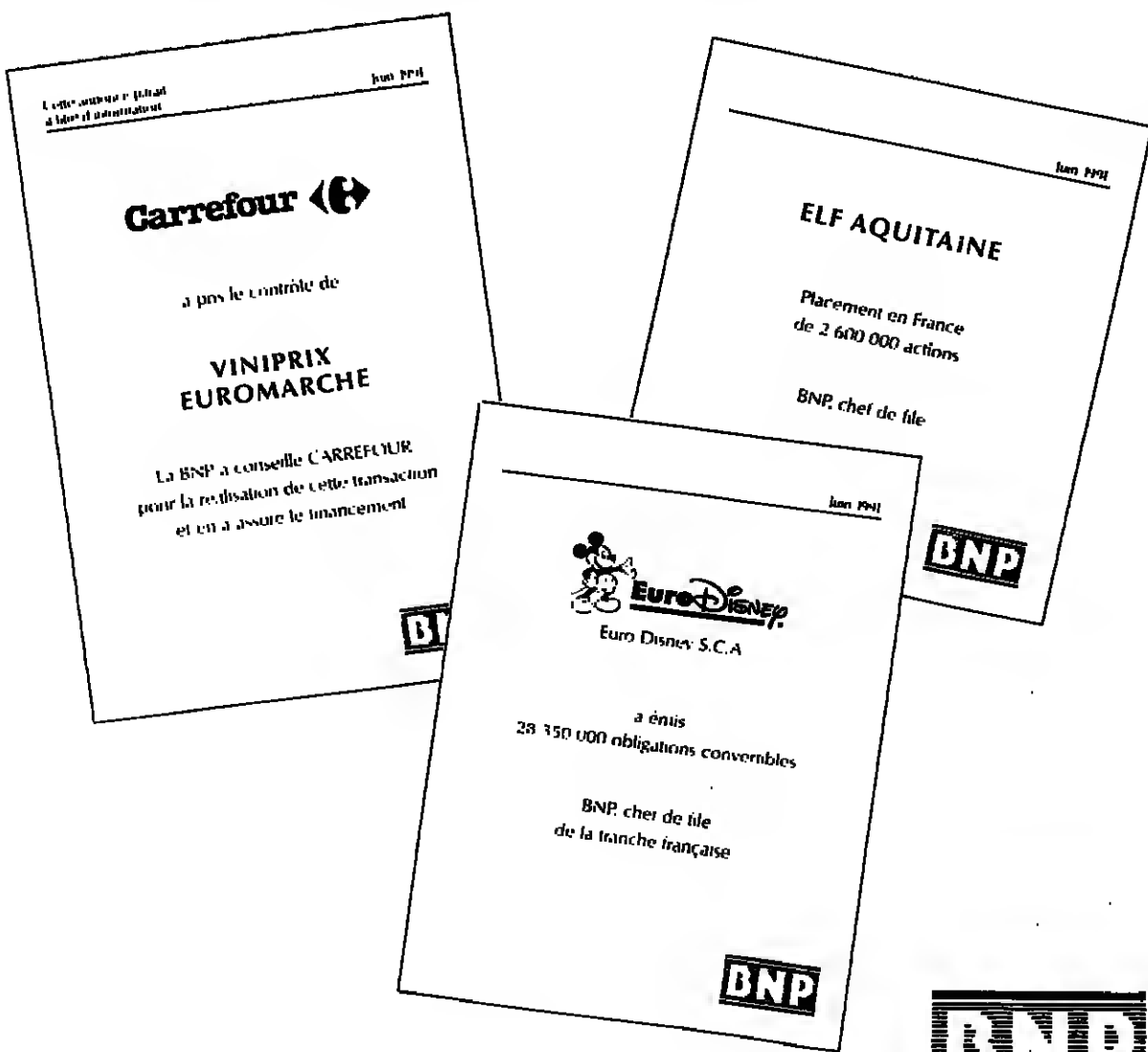
— Si nous nous sommes seulement de l'Europe la vision d'une grande zone de libre échange, il n'y a aucune raison de ne pas faire entrer tous les candidats demain matin. En revanche, si nous défendons une conception globale de l'Europe avec des contraintes fortes, nous serons mieux placés pour dire à ceux qui sont candidats aujourd'hui qu'ils doivent, pour nous rejoindre, accepter certaines disciplines, avoir un certain niveau de développement économique et adhérer fondamentalement aux principes économiques et sociaux qui sont les nôtres. Le meilleur service que l'on puisse rendre à nos voisins, c'est d'avoir une conception exigeante de la Communauté européenne. L'important aujourd'hui, c'est de ne pas détruire l'Europe avant de l'avoir faite.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER et MICHEL NOBLECOURT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La BNP et les opérations financières

La BNP remercie toutes les entreprises qui, comme Carrefour, Elf-Aquitaine et Euro Disney en juin, lui témoignent leur confiance pour conduire avec elles des opérations déterminantes.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Loca investissement

Dans le cadre des perspectives nouvelles ouvertes par la réforme du statut des Sicom, Loca-Investissement, filiale d'Actéon - société-mère d'Euris - envisage d'apporter à brève échéance son activité de crédit-bail à une Sicom exerçant déjà ce type d'activité, et d'abandonner alors elle-même le statut de Sicom.

En même temps, Loca-Investissement proposera à ses actionnaires d'absorber Actéon.

A cette occasion, les actionnaires minoritaires de Loca-Investissement se verront également offrir d'échanger - au travers d'une OPE - leurs actions Loca-Investissement contre des Obligations Remboursables en Actions (ORA), à émettre par Loca-Investissement. Cette émission, qui ne sera pas réservée, portera sur un montant global de l'ordre de 180 millions de francs. Ainsi, les actionnaires minoritaires qui le souhaiteraient, pourront continuer à bénéficier pendant la durée de l'ORA d'un rendement constant, et, à terme, être associés au développement de la nouvelle entité fusionnée.

Les opérations envisagées ici, et qui auraient pour effet de tripler sensiblement le capital de Loca-Investissement, devraient se dérouler au cours du dernier trimestre 1991. Elles restent soumises bien entendu aux autorisations et visas à obtenir en temps utile des autorités administratives ou boursières concernées, ainsi que du Comité des Etablissements de Crédit.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Juillet/Août 1991

LES RÉFUGIÉS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الناصر

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Espagne redécouvre l'Amérique latine

Malgré la faiblesse des échanges commerciaux, Madrid veut relancer la coopération avec les « frères » latino-américains

L'AMÉRIQUE LATINE semble de nouveau à la mode au sud des Pyrénées. Après l'avoir eu d'yeux, durant la décennie 80, que pour cette Europe à laquelle ils aspirent à s'assimiler pleinement, les Espagnols redécouvrent aujourd'hui leur seconde dimension : celle qui les unit à leurs *hermanos* « frères » d'outre-Atlantique. L'Exposition universelle qui se tiendra en 1992 à Séville aura d'ailleurs pour thème central la « redécouverte » entre Hispaniques de l'un et de l'autre continent.

D'ores et déjà, les rencontres se multiplient entre responsables des deux rives de l'Atlantique pour préparer ce vaste événement. Les 18 et 19 juillet, le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, rencontreront en grande pompe à Guadalajara, au Mexique, les chefs d'Etat de tous les pays latino-américains et du Portugal. Cette réunion « au sommet » doit se répéter chaque année : en 1992, c'est en Andalousie que se dérouleront rendez-vous les principaux dignitaires politiques du monde hispanique de la langue de Cervantes ou de Camões.

Ce « grand dessin » diplomatique est-il toutefois égayé par les relations commerciales ? L'Espagne a-t-elle avec l'Amérique latine des rapports économiques à la mesure de ses ambitions politiques ? La réponse est complexe, car les chiffres, à cet égard, peuvent induire en erreur, fussent-ils en termes relatifs.

A première vue, ils ne sont pas flatteurs. A la fin des années 70, les échanges de l'Espagne avec les pays latino-américains représentaient encore quelque 12 % de son commerce extérieur. La chute a été brutale durant la dernière décennie : en 1990, à peine 3,6 % des exportations et 4,3 % des importations de Madrid ont été réalisées avec ses partenaires latino-américains (1). Le commerce de l'Espagne avec l'ensemble de ces derniers est à peine plus élevé que celui qu'elle entretient... avec le seul Portugal et approximativement identique à celui qu'elle maintient avec les Pays-Bas.

La grande oubliée ?

Le déclin est plus spectaculaire encore pour les investissements espagnols à l'étranger. En 1989, 14,7 % seulement avaient été réalisés en Amérique latine, contre... 58,5 % neuf ans plus tôt. Ce recul a notamment affecté la construction, qui fut l'un des secteurs-clés de la coopération dans les années 70 : en 1986, les investissements des entreprises espagnoles de ce secteur dans

les pays latino-américains étaient 4,5 fois moindres qu'en 1980. L'Amérique latine a-t-elle donc été la grande oubliée des Espagnols durant les années 80 ? Les ors communitaires l'ont-elle définitivement reléguée en queue de leurs

ments à l'extérieur », souligne à cet égard M. Mejia. « Avec la baisse des barrières douanières liée à l'adhésion à la CEE, nos chefs d'entreprise ont commencé à perdre à l'intérieur de leurs frontières des facteurs de compétitivité

sant de 103 à 411 millions de dollars. A la relance des investissements s'est ajoutée celle des échanges commerciaux avec l'Amérique latine : entre 1986 et 1990, les exportations espagnoles ont augmenté de 41 %, les importations de

Restait à donner un cadre juridique et politique à cette « redécouverte » entre « frères hispaniques ». Aussi le gouvernement espagnol inaugura-t-il il y a trois ans une série d'accords économiques bilatéraux avec ses principaux partenaires lati-

naire d'Etat à la coopération internationale, qui ajoute : « Mais nos ressources sont limitées et nous devons nous concentrer davantage, pour être efficaces, sur des cibles concrètes, les ressources humaines en raison de notre communauté linguistique. Notre idée est de former des professionnels latino-américains capables d'en former d'autres dans le futur, afin que notre aide ait un effet multiplicateur. »

A la coopération bilatérale est en outre venue s'ajouter la coopération multilatérale : celle des Douze. En entrant dans la Communauté, l'Espagne s'est au départ trouvée confrontée à une politique d'aide au développement concentrée sur les « anciens empires » des premiers membres, symbolisée par les accords de Lomé. Aussi n'a-t-elle cessé d'inciter ses partenaires à se préoccuper davantage du sous-continent latino-américain.

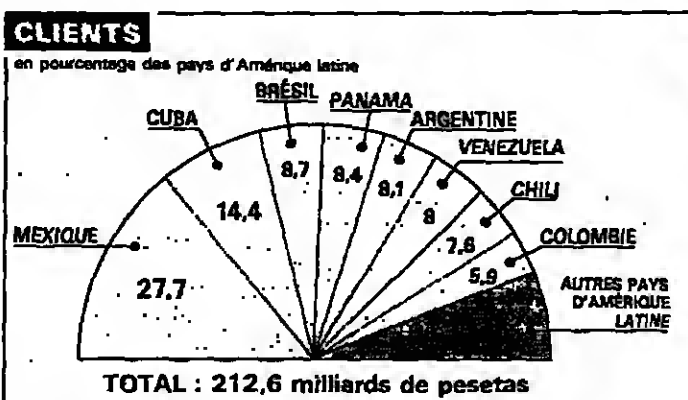
Elle y est au moins partiellement parvenue. Tandis que Saint-Domingue et Haïti ont été inclus dans le cadre des accords de Lomé durant la présidence espagnole de la Communauté, les Douze ont enfin commencé à délier le cordon de la bourse au profit des pays les plus pauvres de l'hémisphère américain, comme ils avaient su le faire auparavant pour l'Afrique. « Nous préférons ne pas en faire étalage pour ne pas susciter de ressentiments, mais l'Amérique centrale est aujourd'hui la région du monde qui reçoit de la Communauté l'aide par habitant la plus élevée », observe à ce sujet un diplomate espagnol.

Et d'ajouter : « Lorsque l'Espagne a adhéré à la Communauté, beaucoup de pays latino-américains craignaient une espèce d'abandon à leur égard. Aujourd'hui, il n'y a pas un ministre des affaires étrangères de cette région pour nier que notre adhésion lui finalement été positive pour eux aussi. Notre meilleure manière d'aider l'Amérique latine, c'est, en fin de compte, d'appartenir pleinement à l'Europe. Et je crois que tous l'ont finalement compris. »

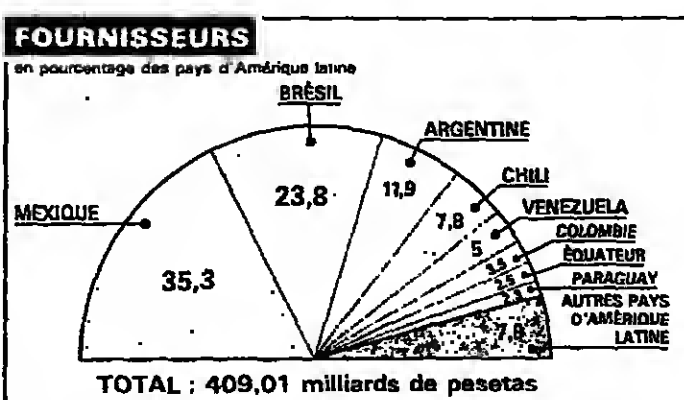
de Madrid
THIERRY MALINIAC

(1) Contre respectivement 69,3 % et 59,5 % pour la CEE, 6,5 % et 8,9 % pour l'ensemble Etats-Unis-Canada.
(2) Ces augmentations spectaculaires ne se retrouvent pas dans les pourcentages globaux, car elles s'inscrivent dans le cadre d'un accroissement généralisé des échanges extérieurs de l'Espagne.

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE L'ESPAGNE EN 1990



Source : Institut du commerce extérieur espagnol.



qu'ils ont cherché à récupérer à l'extérieur, observe de son côté M. José María Lacasa, responsable de la confédération patronale espagnole CEOE. Ce qui les a amenés à rompre avec leur vieille tradition d'iso-

lisme et à investir davantage à l'étranger. Et notamment en Amérique latine. En raison d'abord de notre proximité culturelle et linguistique, mais aussi de ses coûts de main-d'œuvre, de plus en plus concurrentiels par rapport à ceux des pays européens. »

Multiplié par quatre

Les grandes entreprises publiques hispaniques ont aussi, donne l'exemple de l'investissement au-delà de l'Atlantique, comme la compagnie aérienne Iberia, qui a pris une participation dans le capital de plusieurs de ses consœurs latino-américaines, ou la Telefonica, la Compagnie espagnole des téléphones, qui s'est installée en force sur le marché argentin. Aussi, entre 1986 et 1989, le total des investissements espagnols dans les pays latino-américains a-t-il été multiplié par quatre, pas-

65 %, passant respectivement de 1,5 à 2,1 milliards de dollars, et de 2,4 à 4 milliards de dollars (2). Si les achats de pétrole ont joué leur rôle dans le cas du Mexique (qui concentre à lui seul un tiers des échanges), un réseau plus diversifié de relations économiques a commencé à se tisser ces dernières années après le passage à vide du début des années 80.

D'autant, fait-on remarquer à Madrid, que la politique des pays latino-américains a changé. Finie l'époque où les responsables économiques du sous-continent, influencés par les thèses de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), fermaient leurs frontières en arguant des bénéfices de la stratégie de substitution d'importations. Désormais, l'heure est au contraire, parmi eux, à l'ouverture et à la libéralisation, ainsi qu'à l'intégration régionale, tandis que crédits et capitaux étrangers sont maintenant accueillis à bras ouverts. « Ce n'est pas un hasard si le gros des investissements espagnols est précisément allé vers les pays de la région qui ont enjoint les premiers un programme de libéralisation », observe à cet égard M. Lacasa.

no-américains. Le premier fut signé en juin 1988 avec l'Argentine, et prévoyait une mobilisation totale de ressources, tant publiques que privées, de 3 milliards de dollars, dont un tiers de crédits espagnols à faible taux d'intérêt. Vint ensuite le tour du Mexique en janvier 1990 (4 milliards de dollars), du Venezuela cinq mois plus tard, et du Chili en octobre dernier. Un autre accord sera bientôt signé avec le Brésil. « Les grands pays latino-américains ne demandent plus d'aide : ce qu'ils veulent avant tout, c'est davantage de relations commerciales », observe à ce propos un diplomate espagnol.

Former des professionnels

Pour les plus faibles cependant, l'aide au développement est toujours une nécessité. Une coopération que l'Espagne a décidé de rationaliser et de concentrer davantage. « Les trois quarts des 240 millions de dollars que le ministère des affaires étrangères espagnol a déboursés en 1990 au titre de l'aide au développement sont allés vers l'Amérique latine », observe M. Innocencio Arias, secré-

Portugal : l'arrivée des Brésiliens

La migration transatlantique s'est inversée. Le gouvernement de Lisbonne souhaite en profiter

L'avocat du décollage

« Il faut éviter de cultiver par inertie intellectuelle la vieille idée que la situation de l'Amérique latine est sans issue. Aujourd'hui, elle commence à donner des signes de décollage, surtout les pays du pôle sud de l'Amérique. »

Et le ministre des affaires étrangères de l'Espagne évoque avec immuabilité d'assurance, au sein des Douze, le rôle d'avocat de la cause latino-américaine. M. Francisco Fernandez Ordonez le remplit d'autant mieux qu'il y est étroitement lié. A l'entendre, même à certains problèmes, comme celui de la dette, restant évidemment préoccupants, la vision « misérabiliste » de l'Amérique latine est aujourd'hui dépassée.

« Les Etats-Unis, eux, l'ont bien compris : l'initiative pour les Amériques du président Bush marque leur volonté de rétablir leur présence sur leur propre continent, face à la concurrence montante de pays comme le Japon, à un moment où les pays latino-américains acquièrent une importance réelle comme partenaires commerciaux, assure-t-il. Il est temps pour l'Europe de commencer elle aussi à occuper sa place au sein de ce continent qui, en fin de compte, est pour elle culturellement le plus proche. »

« Plusieurs pays latino-améri-

caïns font preuve aujourd'hui d'un dynamisme économique supérieur à celui de bon nombre de pays d'Europe », ajoute M. Fernandez Ordonez. Mais nous tardons à en prendre conscience. L'impulsion décisive, en fait, viendra certainement du secteur privé : les perspectives de rentabilité des investissements dans les pays latino-américains qui ont remis leur économie en ordre sont certainement plus élevées, par exemple, que dans les Etats d'Europe de l'Est, qui n'ont généralement guère d'expérience de l'économie de marché. »

Et de poursuivre : « Il est évident que l'Espagne seule ne peut pas aider un continent. Nous avons fait un effort décisif pour convaincre l'Europe de s'intéresser à l'Amérique latine. C'est son intérêt. Les responsables politiques latino-américains sont aujourd'hui plus conscients des réalités. Ils parlent beaucoup moins d'idéologie et beaucoup plus de chiffres. Et puis, ils ont pris conscience que le développement n'est pas seulement une question d'aide extérieure, et qu'ils ont à assumer leurs propres responsabilités. C'est ce qu'ils ont commencé à faire, et cet effort mérite d'être appuyé. »

TH. M.

COMBIEN de Brésiliens, au cours des trois dernières années, ont décidé de s'installer au Portugal ? Treote mille ? Quarante mille ? Les statistiques officielles restent assez vagues. Toujours est-il que, fuyant l'insécurité ou invoquant l'absence de perspectives d'avenir dans leur propre pays, des étudiants envahissent les universités portugaises. Dans des restaurants et dans des boutiques de prêt-à-porter, des jeunes employés transmettent l'exubérance de Rio.

Les grandes équipes de football de Lisbonne, comme le Sporting et le Benfica, sont formées, en bonne partie, de joueurs brésiliens, qui bénéficient de leur statut de double nationalité. Dans chaque avion provenant de Rio ou de Sao Paulo, il y a au moins un Brésilien qui se propose d'exercer sa profession de dentiste. Résultat : plus de la moitié des quatre mille dentistes travaillant au Portugal sont d'origine brésilienne.

Une radio privée de Lisbonne, de grande écoute, en particulier parmi les jeunes, est entièrement diffusée en portugais du Brésil. Les deux chaînes publiques de la télévision portugaise passent, en moyenne, par jour, quatre à cinq heures de feuilletons produits par la chaîne brésilienne TV Globo. L'argot d'Ipamore et de Copacabana se répand dans les rues et dans les ruelles des vieux quartiers de Lisbonne. Dans un sous-département linguistique, les autorités des deux pays ont signé, en janvier dernier, un accord sur l'orthographe, au grand dam des politiciens, des

éditeurs et des intellectuels portugais.

Regardée tantôt avec bienveillance, tantôt avec appréhension, l'arrivée des Brésiliens fait force d'immigration. Ils ont été précédés par des vagues successives d'émigration. « C'est le retour du balancier », assure-on dans les milieux politiques. Lorsqu'ils débarquent, en 1500 sur la rive est du continent sud-américain, les navigateurs portugais étaient loin de penser qu'ils venaient de trouver un véritable Eldorado pour bon nombre de leurs compatriotes, attirés, d'abord, par l'or et les diamants et, ensuite, par le café et le coton.

Les Pyrénées après l'Atlantique

Vers la fin du dix-septième siècle, les Portugais sont plus de deux millions au Brésil et forment le cinquième de la population actuelle de Buenos-Aires. Sous l'ordre du roi Jean V, ils fondent la ville de Montevideo, en Uruguay. Et le mouvement se poursuit, sans faille, presque jusqu'à nos jours. De 1900 à 1950, le Brésil absorbe 72 % des émigrés portugais, l'Argentine 3 %. Pendant la décennie suivante, le Venezuela, auparavant très peu recherché, en reçoit 10 % et devient le deuxième pays de destination.

A partir des années 60, la traversée de l'Atlantique est remplacée par celle des Pyrénées : l'émigration vers le Brésil et le Venezuela tombe alors à 11 % et 8 %, respectivement ; l'Argentine disparaît des itinéraires ; les pays se tournent vers la France. Actuellement, sur les 3,5 millions de Portugais résidant à l'étranger, 620 000 se trouvent au

Brésil, 350 000 au Venezuela et 60 000 en Argentine.

A l'obession d'un retour relatif, rapide, qui avait marqué les anciennes générations d'émigrés, succède un enracinement progressif dans les pays d'accueil. Aussi le taux de retour, supérieur à 50 % tout au long du dix-neuvième siècle, est-il revenu à 10 % de 1900 à 1920 et à 4 % de 1920 à 1970. D'après une étude menée par l'historien Victor Magalhães Godinho, les envois des émigrés ont pratiquement couvert, en 1873, le déficit de la balance commerciale du Portugal. C'était l'époque où de belles demeures de style colonial s'élevaient dans le nord du pays, région d'émigration par excellence.

Depuis lors, les envois se sont raréfiés, et, d'une façon générale, les échanges économiques aussi. Il est vrai que, entre-temps, le Portugal avait renforcé sa présence dans ses territoires d'Afrique et intensifié ses relations, dans le cadre de l'OCDE, avec les pays industrialisés.

Un point de passage

En 1989, l'Amérique latine n'a fourni que 3 % des importations portugaises et 0,5 % des exportations. Parmi les produits importés figurent, en premier lieu, l'aluminium du Brésil et d'Argentine et le pétrole du Mexique. Le liège, vers ces deux derniers pays, et le matériel de laboratoire pour le Brésil constituent les seules exportations portugaises notables.

Il y a, pourtant, un autre produit dont le commerce — qui n'apparaît certes pas dans les statistiques offi-

cielles — prend de plus en plus d'importance : la drogue. Les ports de Lisbonne et de Setúbal, les plages de l'Algarve et, surtout, les côtes de l'archipel des Açores en sont les principaux points de pénétration.

Indépendamment de leur coloration politique, tous les dirigeants portugais nourrissent le même grand dessein : se prévaloir de l'Histoire et de la position géostratégique du Portugal, au bord de l'Atlantique, pour jouer les relais entre l'Europe industrialisée et les régions pauvres du sud de la planète.

Cela explique l'attitude « libérale » que le gouvernement pourrait adopter prochainement, en ce qui concerne la dette de 574 millions de dollars contractée par l'ensemble des pays d'Amérique latine à l'égard du Portugal dont 47 % par le Brésil. Cela explique aussi l'offre de bons offices, souvent réitérée à Lisbonne, pour une solution globale du problème financier latino-américain et les efforts déployés discrètement par le réseau des eurocabinets, placés sous la responsabilité du commissaire portugais à Bruxelles, Cardoso e Cunha, visant à la création de joint-ventures entre des entreprises appartenant aux deux continents.

La récente « découverte » du Portugal par les Brésiliens va accélérer cette stratégie. D'autant que plusieurs sociétés brésiliennes, suivant le flot, ouvrent déjà des bureaux à Lisbonne et à Porto. Pour elles, le Portugal est la grande porte de l'Europe.

de Lisbonne
JOSÉ REBELO

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Harvard + Gorbatchev = un énième plan

Au cours des semaines qui ont précédé le sommet des Sept à Londres, marqué par la présence de Mikhaïl Gorbatchev, une grande publicité a été faite autour d'un rapport portant la double signature d'un professeur de Harvard, Graham Allison, et du dernier (et jeune) principal conseiller économique du président de l'Union soviétique, répondant au nom désormais presque célèbre de Grigory Yevlinsky. Le document porte le titre suivant : *Une occasion pour l'ouverture (Window of opportunity), un programme conjoint pour la coopération de l'Ouest en vue de la transformation de l'Union soviétique en une démocratie et une économie de marché.*

Pour sa faire une première idée du texte, il faut savoir trois choses : la première est l'importance que les deux auteurs prêtent à l'ouverture aux deux. Ils préfèrent celui de « transformation » à celui de « réforme ». De même veulent-ils qualifier l'aide financière attendue de « coopération ». La deuxième est qu'une occasion pour l'ouverture a été présentée à une commission du Congrès américain. La troisième est que le rapport, s'il forme un tout, n'est en réalité qu'un résumé d'un travail plus important émanant d'une équipe dont faisaient aussi partie Jeffrey Sachs, de Harvard, conseiller de la Pologne, Stanley Fisher, du MIT, et quelques autres. Cependant, nous disent-ils, on a préféré laisser de côté dans la version définitive certaines estimations chiffrées concernant précisément le montant des dons et crédits occidentaux jugés nécessaires – « parce que là n'est pas l'essentiel » du message. Il n'empêche que le nom sous lequel est connu aux Etats-Unis le programme, « The Grand Bargain » (une expression qu'on peut traduire ou bien par « la grande affaire » ou bien par « le marché de l'été »), révèle, au-delà de son aspect marketing, l'aspect ballon d'essai de l'opération. Idéalisme ou marchandage ?

Cela ne retire pas tout sérieux à l'entreprise. Le point de départ est une constatation, trois fois hélas ! tout à fait exacte : l'économie soviétique est aux prises avec des difficultés quasi inextricables : « Si l'économie soviétique continue à descendre la pente en se contentant de demi-mesures, le déclin qu'elle connaît aujourd'hui pourrait se transformer demain en une chute libre. » Il est donc raisonnable de penser qu'elle ne s'en tirera pas toute seule. D'où l'idée de proposer ce que les auteurs qualifient de « concept d'interaction stratégique ». Aux Soviétiques de mettre en œuvre toute une série de changements ordonnés selon un calendrier et

un programme dont les auteurs définissent les grandes lignes, ou du moins les énoncent. Aux Occidentaux d'accompagner ces pas successifs vers la démocratie politique et l'économie de marché par une aide financière et technique appropriée. Il y va de l'intérêt mutuel. La thèse est émise ainsi autour de trois éléments : l'éventail commun, ce qui est demandé aux deux parties en présence, aux Soviétiques d'un côté, aux Occidentaux de l'autre. Dans les trois cas, c'est un point de vue bien précis qui est énoncé, où l'on retrouve certains préjugés occidentaux (sur la nécessité de maintenir l'Union soviétique telle qu'elle est) et les préoccupations gorbatchévienne. La rigueur du raisonnement d'ensemble s'en ressent, la définition des intérêts en jeu peut-être aussi. A cela s'ajoutent quelques inexplicables maladrotes.

« Un effondrement économique ne tuerait pas seulement dans l'œuf les réformes politiques promises, il conduirait probablement à une désintégration de l'Union soviétique peut-être d'une manière violente. » Au passage il est rappelé que l'Occident est d'autant moins en mesure de se montrer indifférent que cette « nation » [l'expression convient-elle pour désigner l'URSS ?] (...) dispose d'un vaste arsenal militaire incluant la moitié des armements nucléaires existant sur la planète.

Remarquons que la menace de la « désagrégation » n'est pas en soi une perspective effrayante. Si bien équipée fut-elle, une armée tire sa puissance d'être au service d'une volonté politique déterminée et d'un dessaisissement. Si le vaste empire qui à la fois l'entretient et est porté par elle vient à se disperser, il est probable que cette armée ne pourra pas longtemps se soutenir. Est-ce bien l'intérêt de l'Ouest que d'aider à perpétuer un pouvoir central disposant d'une force militaire aussi considérable ? Est-ce aussi l'intérêt bien compris des nations composant l'Union soviétique ?

La plus illustre des professeurs du MIT, le Prix Nobel Paul Samuelson, écrivait encore en 1989, dans son manuel de sciences économiques servant aux étudiants dans le monde entier : « L'économie soviétique est la preuve que, contrairement à ce que pouvaient croire les

Soviétiques, une économie à planification centrale peut fonctionner et même prospérer. »

De cette conception, il n'est pas sûr que les auteurs, en majorité américains, de la brochure dont nous parlons soient complètement dégoûtés. Quand ils en arrivent à nous parler du sujet sur lequel on attend désespérément des suggestions nouvelles et pratiques – leur programme de transformation économique, – ils ont une phrase propre à mettre en alerte le lecteur et en particulier, dirais-je, le lecteur français : « Le meilleur moyen de décrire ce programme, écrivait-ils, c'est encore d'exposer les objectifs qu'il vise pour la fin de l'année 1997. »

Imperturbablement, l'équipe de Cambridge (Massachusetts), renforcée par Grigori Yevlinsky plus quelques-uns de ses compatriotes anonymes, énumère les six éléments de base d'une « stratégie gagnante ». Ce sont ceux qu'avec la même sagacité exemplaire les experts réunis du Fonds monétaire, de la Banque mondiale et de la BERD récemment créée avaient indiqués dans leur rapport sur l'économie de l'URSS : stabilisation macroéconomique, libéralisation des prix, institution de la propriété privée, y compris dans l'agriculture, « garantie par un système légal qui protège les droits du propriétaire et assure l'exécution des contrats », privatisation des entreprises, ouverture de l'économie sur l'extérieur, limitation des interventions directes de l'Etat.

Interroge-t-on Grigori Yevlinsky sur ce qu'il entend par un système légal protégeant les droits de propriété et assurant l'exécution des contrats privés – une condition en effet des plus indispensables pour attirer les investissements et relancer l'économie, – on s'attend à ce qu'il réponde : « L'URSS dispose d'un système légal qui protège les droits du propriétaire et assure l'exécution des contrats. Hier, elle opérait dans un univers nationalisé. Demain, elle se fera, si on le lui demande, l'instrument de la privatisation. » Cependant, un système de droit privé implique un appareil judiciaire d'un type inconnu dans les pays socialistes. Dans le nouveau Land de Saxe un effort particulier est fait pour instituer une nouvelle justice : les anciens juges doivent passer devant une commission. Si celle-ci décide, de concert avec les intéressés,

qu'ils peuvent rester dans la carrière, ils devront suivre une formation pendant trois ans.

Il est entendu que le budget devra être équilibré dès 1993 par une suppression de la plupart des subventions, mais rien n'est dit sur le nouveau régime fiscal à instituer, si ce n'est que les prélèvements étatiques sur la production agricole aient ramené de 90 % – un pourcentage à peine supérieur à celui qui accablait les paysans de France avant 1789 – à 15 %. Il est également précisé que la part des dépenses sociales sera réduite par rapport à l'ensemble des dépenses. Mais, d'un autre côté, il est précisé qu'un système d'indemnisation du chômage devra être rapidement mis en place. N'est-ce pas d'avance rendre le chômage quasi inévitable ? Il n'est sans doute pas de plus sûr moyen de vouer une part croissante du peuple russe à la misère et à la violence qu'introduire d'emblée un RMI dans l'ancien paradis des Soviétiques ! Mais ce dont il s'agit, c'est de satisfaire la bonne conscience occidentale.

Le plus inquiétant, c'est peut-être le chapitre V du rapport consacré à la coopération de l'Ouest et à son aide dont il est précisé qu'elle devra eurtout, tout au moins au début, prendre la forme de dons. L'idée est que cette aide sera conditionnelle, les concours financiers n'étant, pour chaque étape nouvelle, débouquée qu'une fois vérifiée que l'étape précédente de la transformation a été effectivement franchie. Le professeur Martin Feldstein (de Harvard lui aussi) ne marque-t-il pas un point en faisant remarquer, premièrement, que M. Gorbatchev, dans son discours prononcé à l'occasion de son prix Nobel, a d'avance rejeté toute « interférence étrangère dans la politique économique » de son pays ; deuxièmement, que l'URSS fut-elle disposée à accepter une conditionnalité rigoureuse de l'aide, on serait en présence d'une illusion ? Comment déterminer dans un court délai si une réforme de nature structurelle (par exemple les garanties données aux investisseurs privés) est ou non devenue réalité sur tout le territoire de l'Union soviétique ?

Les auteurs du rapport évoquent avec complaisance le précédent du plan Marshall lancé en 1948. Les Etats-Unis avaient, à l'époque, transféré, en l'espace de quatre ans, un montant d'aide égal à

5 % de leur PNB. D'après nos auteurs, cela équivaudrait aujourd'hui, si l'on considère la zone OCDE comme un unique donateur, à quelque 1 000 milliards de dollars. Mesuré à cette aune, tout programme, fût-il grandiose, apparaît modeste. Telle est l'impression que MM. Allison et Yevlinsky entendent en effet donner lorsqu'ils citent, non sans précaution, l'ordre de grandeur qu'ils ont dans la tête, à savoir « un chiffre sensiblement supérieur à quelque 27 milliards de dollars par an ». Pendant les premières années, la somme en question devrait tout consister en dons plutôt qu'en crédits. Pourquoi préciser encore que la fardeau pour les contributeurs occidentaux serait allégé par l'intervention de toutes les institutions internationales citées plus haut ? D'où ces dernières tirant-elles leurs ressources sinon, précisément, des pays de l'OCDE ?

CONSCIENTS de la cacophonie qui pourrait résulter de l'intervention simultanée des Trésors nationaux et d'institutions internationales plus ou moins rivales, les auteurs se croient obligés de nous assurer que les interférences pourraient être réduites au minimum. Ignorant-ils que, pendant toute la période de mise en œuvre du plan Marshall, le FMI et la Banque mondiale ont été délibérément mis en veilleuse ? Sur le plan intérieur, une des craintes qu'éprouvent les investisseurs étrangers, notamment les pétroliers, tient à l'incertitude régnant sur le partage des compétences entre, d'une part, le pouvoir fédéral et, d'autre part, les différentes Républiques. Qu'à cela ne tienne pour les auteurs du rapport : ils s'en remettent entièrement, pour l'arbitrage, au futur traité de l'Union à 9 + 1 (les neuf Républiques plus le pouvoir fédéral, signataires du protocole du 23 avril dernier). On ne saurait se montrer plus gorbatchévien.

Pour toutes ces raisons, le rapport contient autant de pièges que de suggestions utiles. Il incline à l'optimisme et à la reconnaissance que l'idée centrale qui l'inspire, ainsi formulée : « Le peuple de l'Union soviétique espère aujourd'hui vivre dans une nation devenue une société normale et une société civilisée. » Que notre propre société soit présentée comme le moins mauvais modèle de ce qui est normal et civilisé, voilà un progrès. Il a fallu risquer de moins que la chute de l'utopie marxiste pour qu'on s'en aperçoive.

LECTURES

BERNARD MARIS

Que sont les penseurs devenus ?

Il manque cruellement un économiste capable de nous faire rêver en parlant de sa science, comme Hubert Reeves ou Ilya Prigogine évoquant le Big Bang ou les chaos. Bon signe : le temps revient, et sa compagne, l'Histoire. Bientôt, les économistes seront passionnants.

Chère théorie !

Histoire de la théorie économique, de Claude Jessua (1).

Lapsus ? Claude Jessua écrit un livre d'histoire de la théorie, et s'empresse de préciser, en introduction, le raison d'être d'une histoire... de la pensée. Or il s'agit bien de science. Les dix-huit économistes ici choisis (Boisguilbert, Cantillon, Quesnay, Turgot, Smith, Ricardo, Malthus, Say, Marx, Jevons, Menger, Walras, Pareto, Marshall, Böhm-Bawerk, Wicksell, Keynes, Schumpeter) créent des concepts susceptibles de mesure. Ne seront pas cette fois en leur compagnie Bastiat et ses marchands de chandelles, ni Saint-Simon et sa flamme pour madame de Staël.

Nostalgie ? Claude Jessua évoque l'assassinat de Cantillon l'Anglais par son cuisinier français, ou l'excellente loi de Schumpeter, trois fois marié, selon laquelle la réussite scientifique est inversement proportionnelle à la réussite matrimoniale. Mais on ne badine pas avec la science !

Ce livre suit sa progression sur deux voies : celle de l'équilibre intertemporel, de Ricardo à Schumpeter ; surtout, celle de la longue invention du concept de monnaie. Du troc des physiocrates à l'apogée keynésien, où la monnaie est le lien entre le présent et l'avenir et le baromètre de la confiance, se succèdent de Fisher et de Marshall, l'approche financière de Walras ou de Wicksell. Tout cela est classiquement et fort bien dit.

Hélas ! sur ce vertueux chemin théorique bèle un mouton noir : Marx. L'auteur reproche à sa théorie de la valeur d'être plus que fautive : inutile. Que c'est cruel ! Car si Marx a forgé des notions que l'observation ne reconnaît pas, la fabrication en série du pseudo-concept est bien le travers d'une science où la logique théorique n'est autorisée que par les faiblesses de l'expérimentation.

Dieu merci, Schumpeter sauve Marx, en lui empruntant sa dynamique de l'innovation. Preuve étonnante que les goûts ne sont pas transmissibles, car Claude Jessua admire Schumpeter. Il admire aussi les autres. Et sans doute ne demande-t-il qu'à admirer Marx, ne serait sa tendance à l'injure : l'analyse ne peut tolérer le manque de calme.

Ayant brûlé Marx, fallait-il, si vite, embrasser Keynes ? On regrettera que l'auteur n'ait pas repris le mea culpa de Hicks, bien tardif (1976), à propos de son

interprétation si malheureuse (le mot est faible) de la Théorie générale. En un sens, le chômage classique d'Edmond Malinvaud n'est que la confirmation éclatante, tardive aussi, d'une économie à la Keynes. D'ailleurs, Claude Jessua montre parfaitement comment, avec le maître de Cambridge, entrent au paradis walrasien les démons de la monnaie, de l'incertitude et du déséquilibre.

Par le choix pernicieux, et l'éclairage prudent des relais d'étape, il a construit un livre classique. Et, en bon économiste, il a dit : « Je suis, le juste, et l'utile » (Walras). A-t-il offert, selon ses vœux, une leçon d'optimisme ? Chez des burocrates, il a jardié à la française l'économie pure. Blanche comme un squelette.

Penser l'économie, penser le temps

Les Figures de l'irréversibilité en économie, édité par Robert Boyer, Bernard Crevence, Olivier Godard (2).

« Je suis né plusieurs fois, et je meurs seul » (Socrate). Existe-t-il plus belle définition de l'irréversibilité ? Le temps irréversible, celui de l'intuition des hommes, et pourtant le temps de la physique contemporaine, est en train de retrouver l'économie politique. C'est ce que montre ce livre passionnant. La mécanique walrasienne l'avait oublié, le politique économique aussi, avec les réajustements automatiques, dans l'ambiance temporelle des « Glorieuses ».

L'irréversibilité : dans l'inflation, aujourd'hui le chômage, les catastrophes écologiques, l'incapacité de l'Etat à retrouver le marché. Ses figures : les seuils, les ruptures, l'inertie, l'hystérésis ; mais aussi les routines, les institutions, les réseaux, si familiers des autres sciences sociales. Certaines de ces figures étaient chez Smith, Marx, Schumpeter.

Les économistes ont deux réactions : la première, totalisante, rêve (encore !) d'englober, dans un modèle de la rationalité générale, l'incertain, les conventions... Fuite en avant pour oublier la fuite du temps ! La seconde, relativisante, retrouve les sciences sœurs.

L'irréversibilité est donc une extraordinaire bifurcation de la théorie. C'est peut-être sa chance. Elle réintroduit l'Histoire, et les visages de l'impasse, de l'irréversible, du non-retour. Elle se promène avec une fièvre. Un superbe recueil d'articles. Enfin, un livre d'économie qui fait rêver !

La Pensée économique pendant la Révolution française, sous la direction de G. Focarelli et Ph. Steiner (3).

Say répondit aimablement au vieux Dupont de Nemours, lui disant sa joie de voir la relève assurée, qu'on ne lui devait rien. La pensée de la Révolution se fit d'abord contre la secte.

Les grands (Say, Condorcet et Turgot), et les moins grands (Garnier, Babeuf, Morellet...) donneront une richesse exceptionnelle à un débat d'idées non encore achevé, et constitueront une science économique originale, propre à la France, patrie de considérations publiques, concernant l'industrie, la banque, l'instruction (Condorcet, bien sûr, mais aussi Canard), et méfiant longtemps à l'égard du formalisme à cause des physiocrates.

L'une des grandes controverses, tellement actuelle, concerne la lutte contre l'économie nationale. Elle opposa Say aux économistes, virulents, protectionnistes et industrialistes (Dutens, Rodière, Chaput).

Pensée économique ? Pensée simplement. Tous les articles seraient à citer (sauf le dernier, façon « choix publics », insipide comme un sondage). Jérôme Lallemand évoque Walras et la Révolution. Walras écrivit un roman inspiré par la révolution de 1848, et Alfred Jarry fit une obscure référence de ses *Éléments d'économie politique pure*... Le comble : il s'ennuya tellement à l'école des mines qu'il en fut viré. Rude paternité pour le fils spirituel Gérard Debreu ! Nous qui sommes tous écologistes aujourd'hui, méditons cet éphémère walrasien : « De droit naturel, la terre est propriété de l'Etat. »

Histoire de la pensée économique, de Jacques Wolff (4).

Ici, la pensée commence avec Lao Tseu. Ce manuel très complet (jusqu'à Clower et Grossman) prend le strict parti pris de l'histoire des idées. Pas de biographie ni (bien dommage) de bibliographie. La pensée actuelle, dit Jacques Wolff, évoque le « gothique flamboyant ». La fin d'un style dans l'hypertrophie.

Maynard, toujours

Existerait-il un cycle de la pensée de Keynes (Maynard, comme l'appelaient ses amis) plus ou moins décennal ? La troisième édition du très pédagogique Keynes et la macroéconomie contemporaine, de Gilbert Abraham-Frois (5), est enrichie d'un quatrième chapitre sur les développements récents de la nouvelle économie keynésienne, laquelle s'interroge sur le découplage prix-quantités. A la limite, on observe un effet d'hystérésis : le prix est indépendant de la quantité. Le professeur de Nanterre suggère la fin d'une réinterprétation de long terme de la politique keynésienne, à la Pierre Massé : l'Etat diminue l'incertitude et ramène le taux d'intérêt du marché au niveau de la productivité sociale du capital.

Macroéconomie keynésienne. Le projet de J.-M. Keynes (6).

Quarante ans après le célèbre ouvrage *Théorie économique et impulsion keynésienne*, ce livre confirme Alain Barrère comme le grand penseur keynésien français. Il

montre combien restrictive fut l'interprétation ordinaire de Keynes, dite de la synthèse, pont aux ânes des étudiants de sciences économiques, qui voulut « classer », sinon exorciser, Maynard. Bien au contraire, la Théorie générale de 1936, créée dans la fièvre d'une découverte révolutionnaire, n'est que l'événement d'une « théorie monétaire de la production. »

Maynard ne l'a pas écrite, probablement par autocensure, tellement aberrante et prématurée elle lui paraissait dans le milieu scientifique ambiant. Le livre d'Alain Barrère est une ardente défense du Keynes théoricien de la monnaie et de l'incertain, pour qui « la monnaie est aussi signifiante que les biens. »

- (1) PUF, 585 p., 165 F.
- (2) Éditions de l'Économica, 305 p., 140 F.
- (3) PUF, 620 p., 165 F.
- (4) Montchrestien, 305 p., 140 F.
- (5) Economica, 190 p., 65 F.
- (6) Dunod, 305 p., 175 F.

Souvenirs du bon temps

Tous, nous avons lu le Plan ou l'anti-hazard (1). Tous les hommes politiques l'ont lu, aimé, cité. C'était en 1985. Fin la guerre. Pas de chômage. Des lois économiques solides. La croissance sur autoroute, 5 % l'an, et les gaulestes au pouvoir jusqu'à l'an 2000.

Dans ce manifeste du libéralisme tempéré, le marché reste la « mécanique naturelle ». Mais il est myope à moyen ou long terme (non dans la conjoncture : pour Pierre Massé, 1936 n'est pas l'année de la *Théorie générale*, défensive, mais celle de la croissance radieuse à la von Neuman) à cause des situations conflictuelles, sous-optimales. La concurrence doit céder, parfois, à la concertation.

Rien que pour la très forte critique du libéralisme absolu de Debreu, exprimée dans sa théorie des biens contingents – le libéralisme disparait au moment où elle paraît avoir un contrôle total du futur, – ce livre est à relire. Chose faite, bénédicté de Jacques Delors inclus. Qui ne partage les idées de Pierre Massé ? Personne. C'est cela qui est inquiétant. Car le monde de Pierre Massé n'est plus.

Le Plan a disparu. Les syndicats aussi. La concertation aussi. Même l'Est a disparu. Voilà le court terme, et le chaos des banlieues et des nations. Et, sous le fleuve tranquille du consensus, les remous du conflit, comme le chômage sous le taux de chômage. Bienheureux les myopes !

(1) *Le Plan ou l'anti-hazard*, de Pierre Massé, Hermann, 200 p., 140 F.

كتاب النظم

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

SDRC, nous affirmant comme l'un des leaders mondiaux dans le domaine des logiciels d'Automatisation de la Conception Mécanique, nous sommes partenaires des plus grands noms de l'industrie aéronautique, automobile et des grands Groupes manufacturiers.

Notre croissance, plus de 40 % l'an depuis ces dernières années, nous amène à créer une nouvelle position dans le but de développer nos activités en France.

Country Manager France

Sous l'autorité directe du Vice-Président Europe Sud, vous prendrez en charge le management d'une équipe d'Ingénieurs Commerciaux et Techniques ainsi que la gestion des affaires dans le souci constant d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

Pour ce poste clé, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure, désirant valoriser une expérience réussie de la vente à haut niveau, aisé du management d'équipes d'ingénieurs. Une bonne connaissance de la CAO Mécanique et du marché français sont des éléments déterminants.

En regard à notre environnement international, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

A ceux qui sauront démontrer leur compétence et leurs résultats, nous offrons une rémunération stimulante incluant voiture de fonction et "President's Club", mais aussi de larges perspectives d'évolution de carrière dans une société dynamique.

Venez participer à notre ascension. Déposez votre candidature par minitel 3616 EUROMES code 13288 ou envoyez votre CV avec lettre manuscrite sous pli confidentiel à : SDRC - à l'attention de Keith HEAL, 31 Boulevard des Bouvais - 92000 NANTERRE - Fax : 49.06.40.41.



SDRC

Directeur logistique de plate-forme Valenciennes

Responsable de la plate-forme (3 millions de pièces par an) d'un grand groupe industriel français, spécialiste de vêtements masculins (1 000 personnes, 1 milliard de CA).

- Vous organisez, gérez et vérifiez les flux de vêtements finis arrivant de nos usines françaises et de nos fournisseurs étrangers, destinés à notre clientèle finale.
- Vous êtes garant de la bonne productivité de la plate-forme en définissant un planning rigoureux des entrées et des sorties.
- Pour ce faire, vous êtes en contact étroit avec nos responsables commerciaux.

Votre objectif permanent doit être un stock proche de zéro, le respect du délai de

livraison : vous managez une équipe de 60 personnes.

Rattaché au Directeur Industriel et Logistique, vous avez une expérience réussie à un poste similaire dans la VPC, grande distribution, le transport, messagerie, entrepôtage.

Vous pratiquez une logistique moderne, concordez le rôle fondamental d'une bonne gestion de flux.

Vous êtes âgé de 40 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur ou de logisticien.

Poete base à Valenciennes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1060/LM, à Bernard Krief Management, BP 186-07, 75320 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Le Monde des Juristes

Responsable juridique

**DRONT
DES SOCIÉTÉS
DU GROUPE
TF1**

AU SEIN DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, NOUS VOUS CONFIONS LA MISE AU POINT DE L'AGENDA JURIDIQUE AINSI QUE LA PRÉPARATION DES CA, AG DES SOCIÉTÉS DU GROUPE.

OUTRE CES MISSIONS STRATÉGIQUES, VOUS AVEZ EN CHARGE LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE SYNTHÈSE ET ASSUREZ LE SUivi JURIDIQUE DE TOUTES LES FUSIONS, ET PARTICIPATIONS DU GROUPE, DU PROJET DE STATUTS À LA LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS.

GARANT DES FORMALITÉS LÉGALES (BALO, COB, CSA...), VOUS INTERVENEZ EN VÉRITABLE CONSEILLER AUPRÈS DES

STRUCTURES, DANS LA STRATÉGIE JURIDIQUE EN FRANCE ET EN EUROPE, AINSI QUE DANS LE SUIVI DE LA LÉGISLATION. AVEC UNE MAÎTRISE DE DROIT PRIVÉ OU DROIT DES AFFAIRES, VOUS AVEZ AU MOINS 5 ANS D'EXPÉRIENCE EN CABINET OU EN ENTREPRISE.

VOUS SOUHAITEZ INTÉGRER UN GROUPE EN FORT DÉVELOPPEMENT ET DONNER UNE RÉELLE DIMENSION À VOTRE CARRIÈRE.

MERCI DE NOUS ENVOYER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETTRE, CV ET PHOTO) À TF1 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - SERVICE DU RECRUTEMENT SOUS RÉF. LM09 - 17, RUE DE L'ARRIVÉE 75015 PARIS.



Responsable du Service assurances

Le transport international est notre métier. Grand groupe mondial (130 filiales dans 50 pays, 6,5 Mds de F de CA, 6 500 collaborateurs) parmi les premiers armateurs européens, pour offrir à nos clients le meilleur service, par mer, air et terre, nous devons vous proposer des opportunités à la hauteur de vos ambitions.

Rattaché à la Direction Juridique et des assurances de la holding industrielle du groupe, vous assumez vos fonctions au sein d'une équipe réduite.

Placé sous l'autorité directe du Risk Manager, vous disposez néanmoins d'une large autonomie.

Vous assurez le suivi de l'ensemble des polices d'assurances terrestres et maritimes du Groupe, aussi bien pour les garanties dommages que responsabilité civile.

Vous êtes chargé notamment :

- de l'analyse des risques de l'entreprise à travers l'audit de certaines activités,
- de l'adaptation des polices aux risques à couvrir,
- du suivi des dossiers sinistres et des contentieux.

A 30/40 ans environ, de formation juridique universitaire ou école spécialisée en assurances, vous justifiez d'une excellente connaissance de la responsabilité civile, si pratique l'anglais couramment. De caractère ponctuel, rigoureux et disponible, vous êtes capable de vous impliquer aussi bien dans des études approfondies que dans la gestion administrative de votre service.

Vous devez avoir acquis une polyvalence certaine par une expérience de plusieurs années dans un service "sinistres" et, si possible, également dans un service "production" d'une compagnie d'assurance IARD ou transport ou auprès d'un cabinet de courtage, ou une expérience équivalente exercée dans le département "assurances" d'une grande entreprise.

La maîtrise des méthodes de gestion sur micro-informatique serait très appréciée ; la connaissance des assurances maritimes serait un plus mais n'est pas absolument indispensable, la société pouvant assurer la formation complémentaire dans ce domaine.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 9171, à Eric de Pommeroy, Delmas, Tour Delmas Vieilleux, 31-32 quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux Cedex.



LA PERFORMANCE AU LONG COURS

Important groupe français à capitaux publics en pleine évolution, disposant d'une implantation internationale, recherche pour son service juridique basé à Paris un

JURISTE OPÉRATIONNEL

pour conseiller ses différentes directions et participer aux études et opérations liées aux fusions, acquisitions, prises de participations... Généraliste, il sera capable d'intervenir également, au sein de l'équipe juridique, sur des dossiers dans d'autres domaines du droit des affaires (droit des contrats, de la concurrence, de la distribution).

Agé de 30 à 35 ans, titulaire d'un DEA ou DESS, vous êtes juriste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 7 ans acquise dans le service juridique d'une grande entreprise ou au sein d'un cabinet.

Anglais juridique indispensable.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3008.

FAIRWAY Horizon juridique,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris, France. Tél. : 47.23.32.75



JURISTES - PAYS DE L'EST

Cabinet international d'Avocats recherche pour son DÉPARTEMENT PAYS DE L'EST (10 personnes) juristes 30 ans et plus, ayant une expérience sérieuse des pays de l'Est, acquise en entreprise ou en cabinet. Déplacements fréquents dans les pays de l'Est.

Anglais exigé. Allemand et/ou une langue d'un des pays de l'Est souhaités.

Adresser lettre de présentation + CV + photo + prétentions à :

Monsieur Francis Louvard
JEANTET & ASSOCIÉS

87, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16

JURISTES AFRIQUE

Cabinet international d'Avocats recherche pour SON BUREAU D'ABIDJAN juristes ayant une expérience de 3 ans minimum de l'Afrique.

Adresser lettre de présentation-manuscrite + CV + photo + prétentions à :

JEANTET & ASSOCIÉS
réf. JBB

87, avenue Kléber
75116 PARIS CEDEX 16

JURISTE MARITIMISTE INTERNATIONAL

Compagnie de transports maritimes de premier plan basée à Marseille recherche un juriste maritime.

Rattaché à la direction juridique du groupe, il prendra notamment en charge le traitement des litiges « cargo », des litiges d'arrêtement ainsi que les dossiers « corps », en liaison avec nos assureurs anglais et avec l'assistance d'avocats français et étrangers.

Il assurera une mission de conseil interne auprès des différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.

Il sera amené à négocier et rédiger (en anglais) des contrats et accords de joint venture dans un environnement très international.

Le candidat aura une première expérience réussie dans ce domaine d'activité.

Envoyer CV à CMA, Direction du personnel, 20, quai du Lazaret, 13002 Marseille. Télécopie : 91-56-00-38.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

G de la
Gestion

SDRC est l'un des leaders mondiaux des logiciels d'Automatisation de la Conception Mécanique. Pour accompagner le développement important de notre activité en France ainsi que dans nos pays cibles (Italie, Espagne, Belgique), SDRC crée aujourd'hui une nouvelle position de

Financial Controller Europe Sud

Votre mission, sous la responsabilité directe du Vice-Président Europe Sud, inclura : la gestion de notre filiale française en collaboration avec notre Responsable Financier, la consolidation et l'analyse des résultats de la région, le reporting ainsi que les relations avec notre maison mère aux USA.

Votre profil : professionnel de la comptabilité (DECS), vous avez une expérience d'environ 5 ans dans un poste similaire et bonne pratique de la comptabilité analytique sur PC. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est un plus. L'anglais est indispensable. Cette position représente une excellente opportunité pour rejoindre une société dynamique et en pleine ascension. La rémunération sera attractive et très évolutive en fonction du profil du candidat.

Déposez dès maintenant votre candidature par maillet 3616 EUROINES code 12288 ou envoyez votre CV avec lettre manuscrite, sous pli confidentiel, à l'attention de Keith NEAL - SDRC - 31, boulevard des Bouvets - 92000 NANTERRE. Fax. 46.08.40.41.

Provence

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

cybertex

En quelques années, notre groupe, 140 MF de CA, 230 collaborateurs, est devenu une référence en ingénierie d'innovation dans l'automatique et la robotique des milieux difficiles et hostiles. La solidité de notre actionnariat, le savoir-faire et la complémentarité de nos 5 sociétés nous permettent d'envisager un fort développement sur des marchés porteurs.

Membre du Comité de Direction, vous animez en direct votre équipe de collaborateurs et avez la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives, financières, juridiques et fiscales du groupe : consolidation et reporting, comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie, investissements, financements.

A 35 ans environ, de formation financière supérieure (HEC, ESCP, DECF, ...), vous disposez d'une expérience significative de la fonction, de préférence acquise dans un environnement similaire, et parlez couramment anglais.

Homme d'idées et de réalisations, capable d'une forte implication, organisé et rigoureux, vous disposez d'une autorité naturelle reconnue et d'un excellent sens relationnel qui vous permettront de donner, au sein d'équipes de haut niveau, une réelle dimension à votre fonction.

Ce poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 54282 A à :

EGOR PROVENCE COTE D'AZUR

6, place Jeanne d'Arc
13100 AIX EN PROVENCE

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Nous sommes la filiale française d'un groupe industriel très performant, de dimension multinationale, dont le siège est en Grande-Bretagne. Nous sommes actuellement 200 personnes et réalisons un chiffre d'affaires de 100 millions de FF.

Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au Directeur Général, il/elle prendra en charge l'ensemble de la vie financière, comptable et juridique de la société (comptabilité générale, trésorerie, comptes d'exploitation, contrats, législation), et assurera directement le reporting auprès de notre maison-mère. Il/elle saura concevoir, proposer et mettre en place des procédures informatiques d'analyse et de contrôle rigoureuses et adaptées.

De formation supérieure, vous êtes doté(e) d'une solide expérience acquise de préférence dans le secteur fabrication. Vous aimez travailler de façon

autonome et êtes ouvert(e) à la communication, que la maîtrise de la langue anglaise faciliterait grandement.

Nous offrons de réelles perspectives au sein du groupe à un(e) candidat(e) de valeur, en qui nous placerons notre confiance.

Poste basé au nord de Paris.

Faites-nous part de votre intérêt en adressant votre dossier complet sous réf. HCl 127 à notre conseil, Dorothy MORFET, MOOG CONSULT. S.A. 39, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS.



Conseil en management franco-allemand
Die deutsch-französische Personalberatung

FRANCE → ALLEMAGNE
ALLEMAGNE → FRANCE

MOOG
Consult. SA**SOLECO**

Filiale du Groupe PRIAM
(2,6 Md F - CA : 3 000 personnes)

Notre société et ses dix filiales (440 MF CA - 650 personnes) offrent, en métropole comme aux Antilles, une gamme complète de services destinés à l'habitat, à l'industrie ou au tertiaire. Nous créons le poste de

Directeur financier

Rattaché au Président, participant au Comité de Direction et animant une équipe de 22 personnes, vous garantissez la fiabilité des informations et collaborez efficacement à la définition de la politique financière de l'entreprise : contrôle de gestion, tableaux de bord, analyse et planification, gestion financière, comptabilité, informatique.

A 30-35 ans, vous avez une formation supérieure (ESCP, ISG...) et nécessairement une expérience de 8 à 10 ans de gestion financière opérationnelle, de préférence dans le BTP ou le service. Vous connaissez le fonctionnement d'un groupe et êtes familiarisé au reporting.

Véritable "animateur", vous créez ce poste et saurez le faire évoluer.

Basé à Argenteuil (95).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 158 C2 à notre Conseil ARCO - Dominique GILLE 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES

ARCO**DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE**

Paris - Ce groupe de presse français a acquis une grande notoriété et dégage des bénéfices. Il souhaite confier la direction de sa comptabilité à un spécialiste qui saura insuffler un esprit nouveau. Animateur d'une équipe de 15 personnes, il devra tout particulièrement assurer la fiabilité des procédures, étudier les aspects fiscaux et maîtriser l'informatique

pour apporter des solutions nouvelles. Ce poste s'adresse à une personnalité dynamique mais diplomate possédant plus d'une dizaine d'années d'expérience de préférence en milieu industriel. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2181M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.59.

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

GRANDES ECOLES D'INGÉNIEURS OU DE GESTION - 1^{ère} EXPERIENCE**RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DU CONTROLE DE GESTION ET DE L'AUDIT DANS L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS**

Avec un CA de 115 Mds de Frs et une croissance de 15% en 1990, ce grand Groupe français est leader mondial dans ses activités traditionnelles et développe de nouveaux métiers. La Direction Financière du Groupe recherche son

Responsable de la cellule Suivi des Exploitations

30 ans ou plus, de formation Grande Ecole d'Ingénieurs (Ponts, Mines, Arts et Métiers...) ou de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez fait la preuve de votre dynamisme, de votre créativité et de votre sens du contact au cours de vos premières expériences en Cabinet d'Audit puis en entreprise industrielle, (environnement gros systèmes).

Parallèlement à la gestion et à l'animation de votre équipe, en contact avec les 17 Directions Régionales de la Société-Mère (CA de 10 Mds de Frs), vous aurez la responsabilité de : « l'organisation de la fonction audit interne (fonction à créer pour l'essentiel) » « l'optimisation des outils informatiques de gestion » « le développement et la supervision du contrôle de gestion ».

Ce poste à forte valeur ajoutée, basé à Paris, est le tremplin pour une évolution rapide vers des fonctions plus financières dans un Groupe en plein développement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la réf. CJ 74 à PUZZLE Management 9, rue Villebois-Mareuil 75017 Paris, qui vous garantira une réponse rapide et une discrétion totale.

PUZZLE
MANAGEMENT**COURVOISIER**

L'Esprit de l'Hygiène

CA de + 1 milliard de francs dont 95% à l'exportation - 400 personnes, recrute son

Contrôleur de Gestion

Depuis Jarnac en Charentes, et rattaché au Directeur Financier, vous assurez la consolidation et le suivi de l'ensemble des budgets de COURVOISIER S.A., y compris de ses filiales spirituelles (Cognac SAIGNAC et Distillerie JUBERT), dans leurs aspects préparation, suivi et révision.

Vous êtes en relation avec toutes les fonctions de l'entreprise, pour notamment les assister dans la réalisation de leurs objectifs valorisés. Vous êtes un interlocuteur privilégié des services financiers de notre maison mère (ALLIED-LYONS, UIC).

Vous effectuez le développement du système informatique de gestion et vous vous assurez de son efficacité, y compris de la comptabilité analytique (coûts et prix de revient).

Agé d'environ 30 ans, de formation ESC (option Finances-Comptabilité) ou maîtrise de gestion, complétée par un DECS, vous avez 5 ans d'expérience du contrôle de gestion en grande entreprise ou en cabinet d'audit international.

La connaissance de l'anglais opérationnel, les qualités de négociation et de contacts sont les atouts indispensables pour intégrer ce poste dynamique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (prétentions + photo) en précisant la réf. LM/13, à Monsieur R. Von RAESFELDT, ARCOS SELECTION, 6 Avenue d'Eylau 75116 PARIS, qui tiendra en toute confidentialité. Les entretiens se dérouleront fin juillet.

**SB**

SmithKline Beecham
Laboratoires Pharmaceutiques

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

POSTE SITUÉ À MAYENNE (53)

Un des tout premiers groupes mondiaux pour la santé, leader en antibiothérapie, célèbre en gastro-entérologie.

Votre mission : reportant au Directeur Financier Adjoint à Paris et dépendant fonctionnellement du Directeur Industriel France localisé à Mayenne, vous serez assisté par une équipe de 9 personnes spécialisées. Vous aurez à :

- planifier, superviser leurs activités
- maîtriser l'ensemble du Contrôle de Gestion en apportant l'appui de votre expérience et de votre méthodologie
- assurer la coordination comptable et juridique avec le Siège
- en général, développer l'analyse de l'activité industrielle et émettre toute recommandation propre à optimiser l'outil de production et à orienter certains investissements.

Votre profil : à l'issue de votre 3ème cycle de Gestion... vous avez acquis une expérience similaire de plusieurs années. Vos fonctions vous amèneront à pratiquer fréquemment l'anglais que vous maîtrisez parfaitement. Nous apprécierons particulièrement vos connaissances en :

- comptabilité analytique
- montage des dossiers d'investissement
- informatique

et, bien sûr, votre aptitude au Management. Votre sens du contact à tous les niveaux (Siège et 5 Usines) créera les conditions de votre réussite dans ce poste très complet de généraliste.

Ecrire avec C.V., photo, desiderata, sous réf LM/14/07 à notre Conseil O. de Langenhagen, GROUPE PANISSOD - Activités Santé - 109, rue de Turenne - 75003 PARIS. Discrétion et réponse assurées.

GROUPE PANISSOD S.A.
RECRUTEMENT

هكذا من العمل

MERCREDI
LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Gestion

GROUPE LEGRIS INDUSTRIES
PARTENAIRE OFFICIEL

CA 5,7 milliards de francs, 5600 personnes.
UNE STRATÉGIE MONDIALE - OSCAR DE L'EXPORTATION 1991
Notre métier : La mécanique pour l'équipement de l'industrie et du bâtiment. Maîtrise des fluides industriels et domestiques. Matériels de levage et de manutention.

AUDITEUR/CONSOLIDEUR

- 25 / 30 ans, de formation universitaire (Bac + 5) ou Ecole de Commerce, vous avez vécu une première expérience professionnelle de 2 / 3 ans dans un cabinet anglo-saxon.
- Vous aimez votre mission :
 - La prise en charge d'une consolidation.
 - L'audit et la mise en place des procédures groupe (comptabilité et organisation) dans les filiales de LEGRIS INDUSTRIES.
- Pour ce poste basé à RENNES, mobilité géographique et bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à : LEGRIS INDUSTRIES
74 rue de Paris - BP 1105 - 35014 RENNES cedex.

JEUNE AUDITEUR

Après 2 à 3 ans d'audit externe en cabinet, vous souhaitez maintenant suivre la réalisation et le résultat de vos propositions.

Fortement appuyé par le Comité de Direction de SONEPAR ELECTRONIQUE, vous assurerez des missions d'audit et de conseil auprès des 19 sociétés européennes. Vous parlerez impérativement anglais (l'espagnol serait un atout supplémentaire). Basé à Paris, vous vous déplacerez fréquemment en France et à l'étranger.

La politique de développement soutenu du groupe permet d'envisager de nombreuses et diverses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à : MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru
75378 Paris cedex 08, sous réf. 674993/UM.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

11^e arrdt

11^e arrondissement.
Rue Pailès, prop. trois étages.
212 P., 54 m², immeuble de 1879, 3^e étage, sur rue calme et jardin. Double living et cuisine, dressing, chauffage individuel, cave, parking.
Prix : 1 500 000 F.
Tél. le soir 43-86-81-83, le week-end 50-59-00-02.

20^e arrdt

F 3 53 m² + Dupont-de-l'Eure dans immeuble p. de l. 1^{er} et 2^e étages. Double expo. Proche métro et commerces. Faibles charges. Chaudi. ind. 910 000 F. Tél. 43-80-82-44.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES 3/4 P. 75,8 m² dans imm. mod. 1974, 3^e et 4^e étages. Double expo. Double living, 2 gr. chambres. Cuis. équip. et s.d. (2 neuves). Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F. Tél. 40-85-08-89.

Province

CORSE (Bastia) vend app. F5 en très bon état + gr. garage 400 m de la mer. Vue mer et montagne. Prix : 510 000 F. Tél. : 95-33-03-89, heures repas.

appartements achats

Paris

Rech. PRÉSENT 100 à 120 m² PARIS. Prés. P. P. 1^{er}, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. Paiement comptant. 48-73-48-07.

Locations

URGENT rech. pour dir. agents étrangers d'import. groupes agro-aliment. LUXEUX APPTS MEUBLÉS. BUREAU 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS.

Paris

Rech. apparte. vide. ou meublé, de studio au 7 P. CADRES, DRAGAGES de Stés et BANQUES. 47, r. VANEAU, Paris-7^e. 42-22-24-58 et 42-22-98-70.

Province

EMBASSY SERVICE 8, av. de Messine, 75008 Paris. Recherche APPTS de GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HOTEL PARTIC. PAYS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. (1) 45-62-30-00.

villas

COTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT FACE AUX ILES D'HYÈRES 8 hectares villa L'Étoile Ed 91 A partir de 5 700 000 F Documentation sur demande. Tél. 92-87-03-50 Fax 92-87-17-78

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE AV. CHAMPEL-LES-ÉTOILES ou AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, secrét., tél., fax, DOMICILIATION 598 F CIDES 47-23-84-21

Province

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Construction de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50

Ventes

BUREAUX 130 m² proche RER Mairie-La Vallée, bail commercial à céder. Tél. 92-73-89-59 (provincial) (S.E.)

Le Monde Cadres

ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE recrute

UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES DU SCIENCES SOCIALES

pour enseigner les sciences sociales à des professionnels. Exp. pédagogique et insertion dans les réseaux de recherche indispensables. Résidence à Rennes. Contacter Ch. Chevignat Tél. 99-28-27-20

2 JEUNES INGÉNIEURS

A.M.E., S.E.S., S.E.S.A. (formation chimique ou génie civil). On l'un chargé de seconder le Directeur d'exploitation, et l'autre affecté au service études et développement.

1 AGENT MARKETING

ESG ou équivalent, chargé de mener, en concertation avec l'Office du Tourisme, les actions commerciales sur le site de la Direction.

Ces postes conviendront à des jeunes cadres, dont l'expérience est inférieure à 3 ans. Une bonne connaissance du milieu montagne, un contact aisé seront appréciés. La pratique du ski est indispensable. Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à : RDTS 24, boulevard de la Colonne 73000 Chambéry

DEMANDES D'EMPLOIS

J.-F. 21 ans BTS com. / actions publicitaires + stages en agences et supports recherche poste de support / agences / annonceurs. Etude toutes propositions. Livre de suite. LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75015 Paris

J.M. 23 ans, titulaire d'une maîtrise de statistique, ch. emploi pour août et septembre. Tél. 42-00-21-15 (18) 32-34-60-82

J.H. 38 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. bureau d'habitation. 40-86-87-83. Ans. élève E.N.S. cherche trav. édit. (exp.) et/ou traduction (anglais).

Envoie pour n° 8382 LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75015 Paris

L'AGENDA

automobiles

de 5 à 7 CV

ROVER 213.8 5 CV, 12 SP, 12 400 km, année 90 - 50 000 F 48-48-73-23 H.R.

de 8 à 11 CV

FORD TAUNUS COUPÉ 2000 CCIA 4 portes, 83 500 km, Nouveau moteur 8 000 km. Parfait état général 30 000 F. Tél. soir 48-30-46-78

plus de 16 CV

JAGUAR XJS V 12 5.3 l, année 1992, 50 000 km - 100 000 F (15) 48-60-67-48 H.R.

Art Grammatical

DICTIONNAIRE DES ABRÉVIATIONS COURANTES DE LA LANGUE FRANÇAISE (+ ANNEXES) Par Jean-Claude FAUDOUAS 43-22-12-93 150F

COMMUNICATION

Un an de compétition entre chaînes de télévision

Tous derrière, et la Une devant

A l'heure du Tour de France - qui gonfle chaque année en juillet l'audience d'Antenne 2 - le peloton des chaînes de télévision ne connaît guère de bouleversement. Le classement traditionnel est respecté. Mais, derrière cette apparente monotonie, les chiffres relevés par l'Institut Médiamétrie font apparaître les « coureurs » en forme et ceux qui doivent s'accrocher pour tenir. TF1, largement détachée, améliore encore ses performances : depuis août dernier, elle n'est jamais descendue en dessous de 42 % de part de marché, avec une pointe en avril à 43,7 %.

La Une détient tous les records, de durée d'écoute journalière (tousjours plus de 100 minutes quotidiennes), d'audience journalière cumulée (avec des pointes au-dessus de 80 %) et bien sûr, de recettes publicitaires. A l'autre extrême des chaînes généralistes, M6 réalise aussi une excellente performance. La « petite chaîne » continue à monter, pour dépasser 36 % d'audience cumulée et atteindre en juin 8,7 % de part de marché (soit 1,4 % de mieux en un an). C'est le meilleur score de son histoire. Il lui permet de talonner la Cinq et FR3, et de progresser vers l'objectif de 10 %

qu'elle s'était fixée à sa naissance, en 1987. Quant à Canal Plus, dont l'audience n'est pas le souci primordial, elle améliore légèrement ses positions.

En revanche, la minorité règne au cœur du peloton. Choix délibéré de diffuser « à l'économie » en attendant une rentrée plus « musclée » ? Ou conséquence des remous qui agitent la chaîne ? Antenne 2 poursuit en tout cas sa lente descente, et atteint en juin, avec 20,3 % de part de marché, son plus bas étiquetage historique. FR3 résiste mieux, mais n'arrive guère à décoller de la barre des 11 %. Et si la chaîne des régions avait à nouveau pris le dessus sur la Cinq depuis septembre (à l'exception de décembre), elle se retrouve en juin exactement au même niveau que sa rivale privée, à 11,1 % de part de marché.

Pour la Cinq, ce score de juin marque une inversion de tendance. Mais cette hausse de 0,8 point par rapport à mai ne suffit pas à rattraper, tant s'en faut, les baisses des mois précédents. Le pari de Hachette suppose que la Cinq enlève le héraut supérieur.

MICHEL COLONNA D'ISTRITA

Les résultats du CESP

Baisse de l'audience de la presse magazine

L'Express, avec 2 462 000 lecteurs, *Femme actuelle*, avec 7 922 000 lecteurs et *Télé 7 Jours*, avec 10 193 000 lecteurs, réalisent, chacun dans sa catégorie (hebdomadaires d'actualité, presse féminine et presse de télévision), les meilleurs scores de la presse magazine, selon le dernier sondage du Centre d'études des supports de publicité (CESP) (1).

Les chiffres de cette année confirment la tendance générale à la baisse de la presse magazine. De tous les hebdomadaires d'actualité, *L'Événement du jeudi* est le seul à enregistrer une légère hausse, avec 1 496 000 lecteurs. *Le Nouvel Observateur* se maintient avec 2 261 000 lecteurs. Quant au *Journal du dimanche* (1 170 000), au *Point* (1 590 000) et à *Paris-Match* (4 063 000), ils enregistrent des chutes sensibles, supérieures en moyenne à 10 %. Même le leader, *L'Express* accuse une baisse de 3,5 %.

Après plusieurs années de hausse, les hebdomadaires de télévision enregistrent aussi un recul de leur lectorat. Premier magazine français, *Télé 7 Jours* baisse d'environ 10 %, comme *Télé-Star* (5 706 000). Deux exceptions toutefois : *Télérama*, qui se maintient avec 2 037 000 lecteurs, et *Télé 2*, qui connaît une progression exceptionnelle, supérieure à 20 %.

Pour les mensuels, les deux premières places reviennent à des titres du groupe de M. Axel Gaoz : *Prima* (4 904 000 lecteurs) et *Géo* (4 522 000), qui raflent les deux premières places, suivis par *Modes et travaux* (4 420 000). Il est à préciser que, pour la première fois, les résultats de deux magazines ont été publiés : *Vocabulaire* mensuel (648 000), et le *Temps retrouvé* mensuel (617 000).

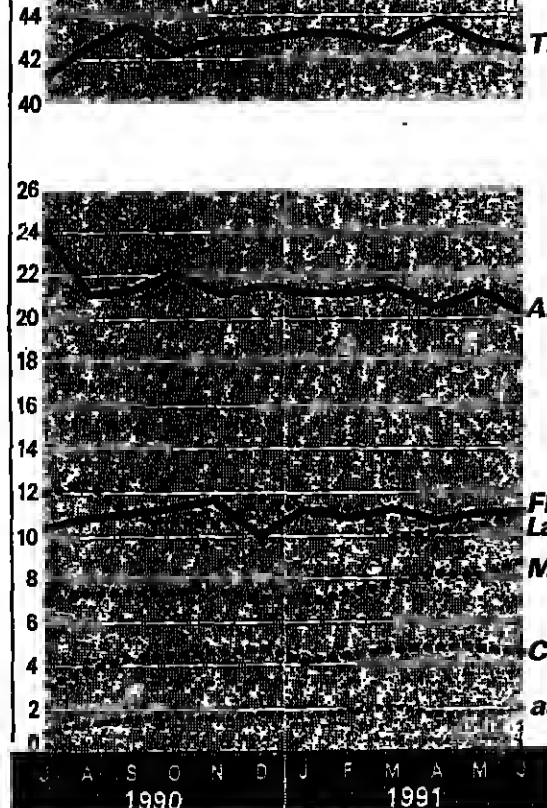
(1) L'enquête a été effectuée en cinq vagues, d'avril 1990 à avril 1991, auprès d'un échantillon de 14 898 personnes âgées de quinze ans et plus.

□ Suspendu de la grève à « Lyon-Libération ». - Les vingt-cinq salariés de *Lyon-Libération* qui étaient mis en grève, vendredi 12 juillet, après la démission de leur rédacteur en chef, Robert Marmoz (*Le Monde* daté 14-15 juillet), ont suspendu leur mouvement dimanche. Deux représentants de la direction du quotidien, MM. Didier Toucaud et Hubert Le Sobre, devaient rencontrer une nouvelle fois, lundi, l'équipe de l'édition lyonnaise de *Libération* et nommer, à cette occasion, un nouveau rédacteur en chef responsable de la filiale.

Part d'audience des chaînes

Individus âgés de 6 ans et plus

Jour moyen lundi-dimanche



Le Monde

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président François Hugues, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75015 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-62-72-72 Tél. MONDPUB 634 128 F Tél. : 46-62-74-73 - Société Mère du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composées 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM Imprimeur de « Monde » 12, r. M. Gumborg 94851 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-39 Tél. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-30-10 Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif normal) y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

DURÉE CHOISIE : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐ Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Cnd postal : _____ Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

هكذا من الأصل

Cours relevés à 13 h 48

12/7

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - m : marché

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Les négociations sur la réduction des arsenaux stratégiques

Toujours pas d'accord final sur le traité START

WASHINGTON
correspondance

« Une très, très difficile négociation », a déclaré dimanche 14 juillet le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, à l'issue de quatre jours d'une intense discussion qui, finalement, n'a pas abouti. En effet, bien que le chef de la diplomatie américaine, M. Baker, ait prolongé son séjour à Washington, la négociation a buté sur un obstacle, anéantissant pour le moins l'espoir qu'un accord sur la réduction des arsenaux stratégiques (START) pourrait être soumis aux présidents Bush et Gorbatchev avant leur rencontre de mercredi prochain à Londres, à l'occasion du sommet du G7. M. Baker et son homologue soviétique ont cependant souligné que la négociation avait accompli de remarquables progrès sur tous les problèmes qui restaient à

résoudre. Sauf sur celui concernant la définition du « throw-weight », la capacité d'emport des nouveaux types de missiles, il s'agit d'une « question de technique qu'elle exige encore plus de techniciens pour lui trouver une solution technique. D'une certaine façon nous sommes les otages de professeurs fous ou d'une poignée de techniciens », a déclaré en souriant M. Bessmertnykh. M. Baker s'efforçant d'exposer le problème en des termes plus simples, compréhensibles selon son expression pour « un lecteur de Kansas-City », a expliqué à son tour qu'un accord sur la capacité d'emport des missiles était absolument indispensable. Ce qui est en jeu, a-t-il dit, en substance, est de déterminer si les règles négociées devront s'appliquer aux armes existantes ou à des armes nouvelles.

Faute d'un accord sur ce point, la distinction entre les armes existantes et les armes nouvelles pourrait s'effacer, ce qui permettrait à une partie de placer sur des missiles anciens des têtes nucléaires d'une puissance que l'autre partie ne pourrait anticiper. « Il s'agit bien », a dit M. Baker, de l'équilibre stratégique pour les quinze ou vingt prochaines années.

Des progrès accomplis

Américains et Soviétiques ont également pris soin de mettre en valeur les progrès accomplis sur les autres points importants de la négociation. A commencer par la réduction du nombre de charges dont sont dotés les missiles existants (les deux parties seront autorisées à retirer 1 250 têtes nucléaires de trois types de missiles) et sur l'échange d'informations électroniques concernant les

essais des missiles, qui permettra de mieux vérifier l'application des règles déjà existantes et de s'assurer que l'adversaire ne procède pas à des essais interdits. Selon M. Baker « les Etats-Unis ont depuis très longtemps cherché un accord sur la fréquence de cet échange d'informations ».

En dépit du blocage des discussions, l'optimisme n'était cependant pas totalement retombé à Washington. M. Baker a prévenu les journalistes, dimanche, qu'il n'était « pas en position » d'annoncer la date du prochain sommet de Moscou, dont la tenue dépend de la conclusion d'un accord START, et qu'il préférerait en laisser le soin aux présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.

HENRI PIERRE

La guerre du Golfe

M. Le Pen parle d'« opération de bluff » à propos de la participation française

MEYRARGUES

de notre correspondant régional

Contestée par le conseil municipal de Meyrargues et un collectif de lutte contre le racisme et de défense de l'environnement (le Monde daté 14-15 juillet), la « fête des tricolores » de Provence organisée par le Front national, en présence de M. Jean-Marie Le Pen, dimanche 14 juillet, dans une propriété privée, près d'Aix-en-Provence, n'a été perturbée, en définitive, que par la chaleur, le vent et la poussière.

Cependant, au cours de la nuit précédente, deux cocktails Molotov avaient été lancés, sans causer de dégâts importants, contre la porte d'entrée de la fédération du FN des Bouches-du-Rhône, place Sadi-Carnot, à Marseille.

Quatre mille à cinq mille personnes (douze mille selon les organisateurs) s'étaient déplacées pour

écouter le président du Front national, espérant, notamment, qu'il confirmerait sa candidature aux régionales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Partie remise, M. Le Pen n'a rien dévié de ses intentions. Pince-sans-rire, il a déclaré à ses supporters qu'il devait « solliciter le conseil » du bureau politique de son parti.

Le chef de file de l'extrême droite, qui a qualifié le discours de M. Mitterrand de « monologue narquois », a plus longuement commenté, en revanche, le défilé sur les Champs-Élysées de la division Daguet. « Il s'agit là », s'est-il efforcé, d'une opération de bluff comme celle qui consiste à essayer de faire croire que M. Rocard est Napoléon, et François Mitterrand, Clemenceau. Ce n'est pas retirer l'estime qui est due à de bons professionnels que de reconnaître la réalité. A savoir qu'ils n'ont pas eu à montrer leurs vertus militaires puis-que, dans la guerre du Golfe, l'armée française n'a pas tiré un coup de fusil ou, en tous les cas, n'en a pas essuyé un seul.

Evocant le problème des anciens harkis, il s'est, d'autre part, interrogé : « Comment ceux qui n'ont pas su, pas pu ou pas voulu intégrer cent ou deux cent mille Français de confession musulmane qui le désirent passionnément pourraient-ils intégrer des millions d'étrangers qui, eux, dans leur majorité, ne le souhaitent pas ? »

GUY PORTE

Après les déclarations de M. Mitterrand

M. Diouri sur le chemin du retour

M. Abdelmoumen Diouri quittera Libreville dans la soirée à destination de la France, a annoncé lundi 15 juillet, à l'AFP, le président gabonais, M. Omar Bongo, qui a reçu l'opposant marocain et l'a remercié pour « sa discrétion et sa retenue ».

M. Diouri, expulsé de Paris vers Libreville il y a trois semaines, peut « revenir en France » et « partir, s'il le veut, par le premier avion disponible », avait annoncé, dimanche, le gouvernement gabonais. M. Mitterrand avait affirmé, quelques heures plus tôt, lors d'un entretien avec les chaînes de télévision françaises, que l'opposant marocain pouvait « naturellement » revenir en France, « s'il le veut ». (Lire pages 6 et 7).

De son côté, le ministre gabonais de la défense, M. Martin Fidèle Magnaga, avait reçu le représentant des Nations unies au Gabon, M. Ariel François, pour lui donner des assurances sur la santé et la sécurité de M. Diouri. En outre, le directeur de cabinet M. Omar Bongo, a déclaré, dimanche soir, à l'agence AP, que l'opposant marocain rencontrerait la presse, lundi matin, à l'hôtel où il réside depuis son arrivée à Libreville et où il est étroitement protégé par des policiers gabonais.

JAPON

M^{me} Cresson « décapitée » par un groupuscule d'extrême droite

TOKYO

de notre correspondant

Le 14 juillet a été marqué à Tokyo par une décapitation symbolique de M^{me} Cresson. Un groupuscule d'extrême droite a fait du premier ministre français son Capet. Dans la plus pure tradition de la Terreur, la tête tranchée et le tronc du mannequin décapité ont été portés jusqu'aux grilles de l'ambassade de France où la communauté française célébrait la fête nationale.

Il y avait plus de journalistes que de participants pour assister, en début d'après-midi, à l'exécution du premier ministre français, dans un jardin public du quartier de Shibuya. « Nous ne tolérons pas les déclarations anti-japonaises de Cresson » et « nous appelons au boycott des produits français jusqu'à ce qu'elle ait exprimé ses excuses au peuple japonais », affirmaient les banderoles de la quinzaine de manifestants.

« Une nouvelle page a été écrite dans l'histoire de la honte du peuple japonais », déclarait un orateur avant qu'un de ses compagnons tranchât d'un coup de sabre en bois la tête d'un mannequin sur laquelle avait été placée une photo grandeur nature du visage de M^{me} Cresson. En se détachant du tronc, la tête répandit sur le sol une large quantité de sauce tomate. Réalisme d'un goût douteux qui n'est pas sans rappeler la violence imaginaire et ritualisée des films de samouraïs des années 1960-70 ou de certaines bandes dessinées contemporaines.

L'acte expiatoire accompli, les pancartes des jeunes exaltés d'Issai-kaï, un groupe créé par un élève de l'écrivain Mishima, se dressèrent : « Nous ne sommes ni des japonais, ni des petits jaunes » - tandis que les manifestants hurlaient « Soyons fiers d'être japonais » et « La mère Cresson (Cresson babu) doit présenter ses excuses ».

PHILIPPE PONS

Adieu Amabotte, vive Didi la Teigne !

M^{me} Edith Cresson a obtenu satisfaction. Le premier ministre japonais « grotesque » et « sans cervelle » Amabotte, sa marionnette du « Bébête show ». Elle détestait cette synthèse de toutes les caricatures que l'on véhicule sur les femmes ». Stéphane Collaro, Jean Amadou et Jean Roucas, les trois compères de l'émission, viennent de lui donner raison.

estimant qu'« Edith » avait changé. Créature de « Dieu » à sa nomination, elle s'est révélée, selon Collaro, « autoritaire et teigneuse ».

En septembre, la panthère « lèche-bottes » troquera donc son nom pour celui, plus batailleur et fougueux, de Didi la Teigne. A moins, assure encore Collaro, que le premier ministre, d'ici là, ne change d'attitude.

En Polynésie française

Le retrait de M. Flosse laisse perplexes ses propres amis

PAPEETE

de notre correspondant

Les conseillers territoriaux du Tahiti Nui, le parti de M. Gaston Flosse, apparenté au RPR, se sont fait remarquer par leur absence aux cérémonies du 14 juillet à Papeete. Seule la présence du maire de Papeete, M^{me} Tuamui Legayie, dont la commune avait accueilli l'an dernier le président de la République, pouvait laisser croire qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement d'humour.

Les autres colistiers de l'ancien secrétaire d'Etat chiraquien s'étaient en effet réunis d'urgence à Raiatea pour faire le point de leur situation interne après l'annonce par leur chef de fde de son retrait de la présidence du gouvernement local (le Monde daté 14 et 15 juillet). La décision, prise par M. Flosse de céder les rênes à son vice-président, M. Michel Baillard, afin de « prendre le recul nécessaire à la réflexion » restait, pour eux aussi, assez énigmatique dans la mesure où ce cas de figure n'est pas pris en considération dans le statut d'autonomie interne de la Polynésie française.

Formellement, il ne s'agit pas, pour l'instant, d'une démission et M. Flosse est volontairement resté ambigu. Certains, dans son entourage, n'excluent pas l'hypothèse d'un faux départ, l'ancien député RPR envisageant peut-être d'en appeler à ses sympathi-

sants contre la pression des organisations syndicales et contre la pression de la justice métropolitaine qui le poursuit pour sa gestion passée.

Retiré dans sa résidence des Iles-sous-le-Vent, M. Flosse, qui revenait de Paris, n'en a pas dit plus pour l'instant.

Quant à son allié, depuis les élections territoriales du 17 mars, M. Emile Vernaudon, président du Aia Aia, actuel président de l'assemblée territoriale, il ne laisse rien transparaître des velléités qui le poussaient, il y a quelques jours encore, à tendre une oreille attentive en direction des projets de motion de censure agités par l'opposition. Il en dira peut-être un peu plus lors de la prochaine session extraordinaire de l'assemblée territoriale qui devra examiner l'opportunité de supprimer définitivement toutes les taxes fiscales adoptées en juin et contre lesquelles les principales organisations syndicales avaient appelé à la grève générale avant les affrontements du 10 juillet qui ont amené le gouvernement de M. Flosse à céder à leurs revendications. Les dirigeants du « comité de lutte intersyndicale » se sont d'ailleurs déclarés « prêts à recommencer » le cas échéant, bien que leur dernière manifestation ait été à deux doigts de dégénérer en lutte armée contre les forces de l'ordre.

MICHEL YIENGKOW

ÉTATS-UNIS

Violences autour du film « Boyz'n the Hood »

La sortie du film *Boyz'n the Hood*, de John Singleton, a provoqué vendredi 12 et samedi 13 juillet un déchaînement de violence dans plusieurs grandes villes américaines. L'incident le plus grave s'est produit à Chicago, où un jeune Noir a été tué dans un drive-in. Vingt-quatre personnes ont été blessées au cours de heurts entre gangs ou avec la police à Los Angeles, à Sacramento et à la sortie d'une dizaine d'autres salles.

John Singleton, dont *Boyz'n the Hood* a été présenté au Festival de Cannes (le Monde du 16 mai) a refusé d'assumer la responsabilité de ces violences, lui qui voulait prôner la non-violence à travers un scénario dénonçant les pièges de la drogue et des gangs qui sont le quotidien des adolescents noirs à Los Angeles. Plusieurs cinémas ont retiré le film de l'affiche, craignant de nouveaux affrontements. (AFP)

EN BREF

■ Le général Roquejeoffre décoré par le président Bush. - Au château de Rambouillet, où il a eu des entretiens avec M. François Mitterrand, le président des Etats-Unis, M. George Bush, a remis, dimanche 14 juillet, au général Michel Roquejeoffre la Légion of Merit, qui est la plus haute distinction américaine pouvant être accordée à un officier étranger. Rappelant le souvenir de La Fayette, M. Bush a souligné « le rôle essentiel » des troupes françaises engagées aux côtés des alliés durant l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak. Il a estimé que l'aviation française avait été « un instrument essentiel dans la neutralisation d'un grand nombre d'installations ennemies au Koweït, notamment des infrastructures de commandement ». La division « Daguet », a conclu M. Bush, « a protégé les flancs de la coalition ».

■ La Légion d'honneur du colonel Lesquer « irrite » la Nouvelle-Zélande. - Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Don McKinnon, a exprimé son « irritation » en apprenant la promotion au grade de commandeur de la Légion d'honneur du colonel Jean-Claude Lesquer. Précédemment, il s'était déclaré « consterné et ému » par l'attribution du Mérite au lieutenant-colonel Alain Mafart. Le colonel Lesquer avait été chef du service « action » de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) lors du sabotage du Rainbow Warrior par les services secrets français à Auckland. C'est en titre de chef d'état-major du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, pendant les opérations contre l'Irak, que le colonel Lesquer a été promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Yugoslavie
La reddition d'après la frontière entre les Républiques revient au premier plan..... 2

Proche-Orient
La Syrie accepte les propositions de paix américaines..... 4

POLITIQUE
L'intervention du président de la République..... 6-7

SOCIÉTÉ
Jeunes d'Amérique
Un rêve de top-model..... 8

SPORTS
Tour de France
Greg LeMond en patron..... 9

Grand Prix de Silverstone
Nouvelle victoire de Mansell sur Williams-Renault..... 9

CULTURE
Au Festival d'Avignon
« La Tempête », de Peter Brook : les quinze ans du Centre Acanthes ; André Marcon habité par les mots de Valère Novarina..... 10

L'Orchestre de Bordeaux à Sarlat
Un festival au succès enviable, pourtant menacé de disparition..... 11

ÉCONOMIE

Le Crédit lyonnais dans le capital d'Usinor
Un partenariat original..... 13

Revenus des ménages
Les Français ont nettement en tête..... 14

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ L'Espagne redécouvre l'Amérique latine ■ Portugal : l'arrivée des Brésiliens ■ La chronique de Paul Fabre ■ Lactures, par Bernard Maris..... 17-18

COMMUNICATION

L'audience des chaînes
La Une favorite..... 21

Services

Abonnements..... 21
Annonces classées..... 19 à 21
Carnet..... 24
Légion d'honneur..... 24
Loto..... 8
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 25
Mots croisés..... 24
Radio-Télévision..... 25
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14-15 juillet 1991 a été tiré à 491 412 exemplaires.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration
■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration for International Management
■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Connué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG